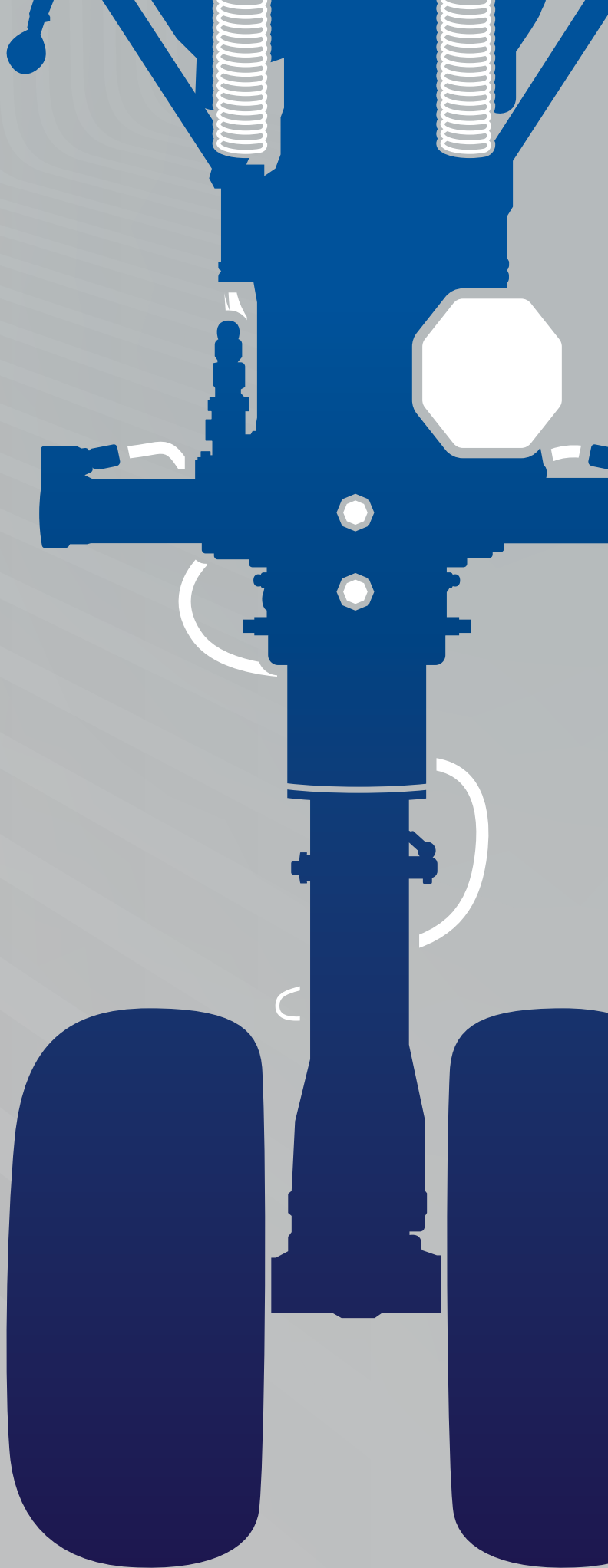


NOS GENS, NOTRE FORCE

Rapport Annuel 2021



RÉTROSPECTIVE DE L'EXERCICE 2021



Déploiement proactif de mesures efficaces en matière de santé et de sécurité



Pris des mesures rapidement pour maintenir la rentabilité



Retour aux taux de rotation d'avant la pandémie pour les niveaux d'inventaires



Livraison de produits de grande qualité dans le respect des échéanciers tout au long de la pandémie



Obtention du statut de fournisseur privilégié chez Boeing



Nouveau contrat à long terme pour CESA avec Boeing



Sélectionné par Dassault pour fournir le train d'atterrissage du Falcon 10X



Flux de trésorerie disponibles record à 67,3 millions de dollars comparativement à 30,3 millions de dollars un an avant



À PROPOS DE HÉROUX-DEVTEK

- Héroux-Devtek inc. (dont les actions sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole HRX) est un fournisseur international de produits aérospatiaux qui se spécialise dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques destinés au marché mondial.
- Héroux-Devtek, dont le siège social est situé au Québec, Canada, est le troisième fabricant en importance de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale. La Société approvisionne des clients de premier plan de l'industrie aérospatiale, qui exercent leurs activités dans le secteur civil et le secteur de la défense.
- Non seulement capable de concevoir et fabriquer des systèmes complets de trains d'atterrissage et des actionneurs sur spécifications, Héroux-Devtek s'est également bâti une solide réputation pour sa capacité à offrir du soutien et des services pour les systèmes de trains d'atterrissage et les actionneurs pour un vaste éventail d'avions dans le secteur civil et le secteur de la défense, y compris plusieurs avions qui ne sont plus en production.
- Les services offerts comprennent l'entretien, la réparation et la révision, l'approvisionnement en pièces de rechange, l'administration des garanties et les services d'assistance, les publications techniques ainsi que le soutien et la formation techniques sur place.
- Fondée en 1942, Héroux-Devtek compte à l'heure actuelle quelque 1 800 employés spécialisés dans ses 15 centres d'excellence situés au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Espagne.
- Héroux-Devtek est reconnue pour ses idées avant-gardistes, ses réalisations en matière d'intégration de systèmes, ses prouesses technologiques, son service de classe mondiale et, surtout, l'excellence de son exécution.

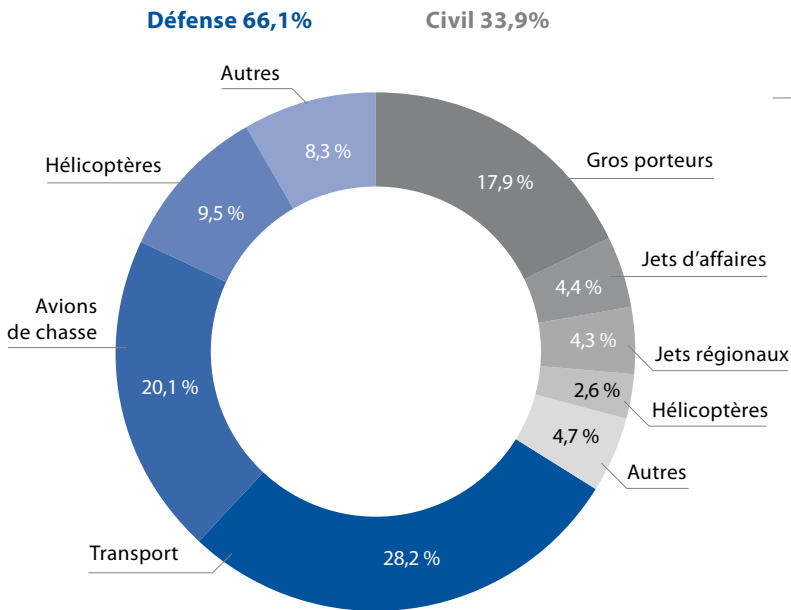




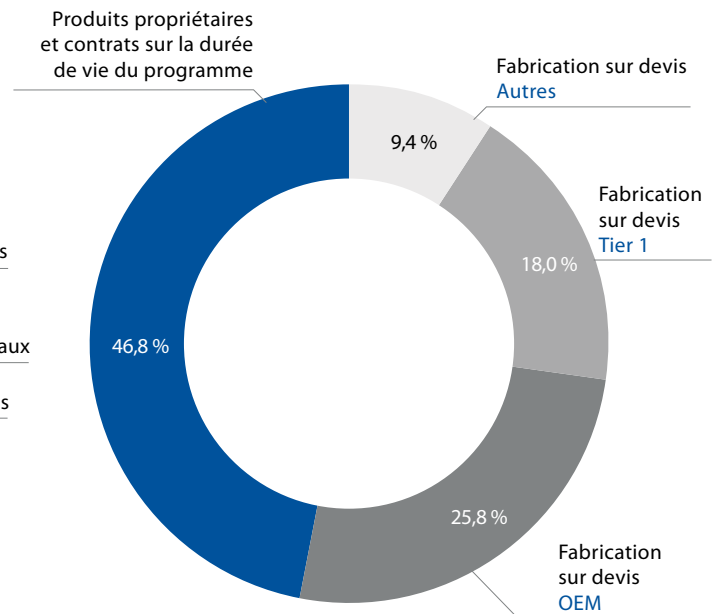
COMPOSITION DIVERSIFIÉE ET ÉQUILIBRÉE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(d'après les ventes de l'exercice 2021)

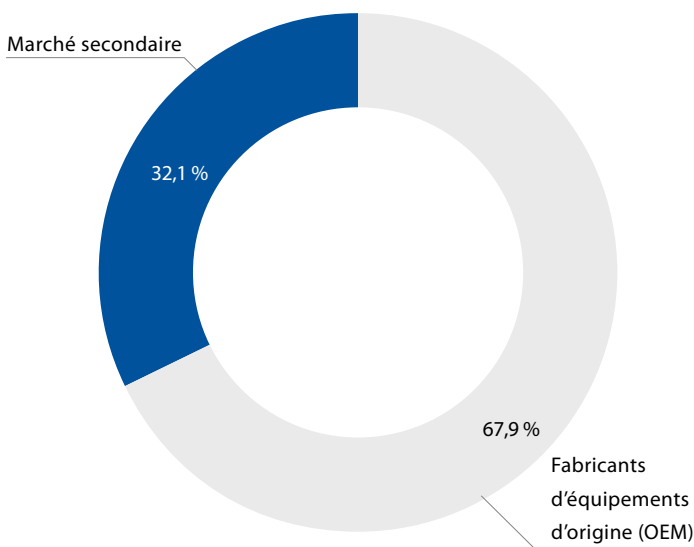
DÉFENSE ET CIVIL



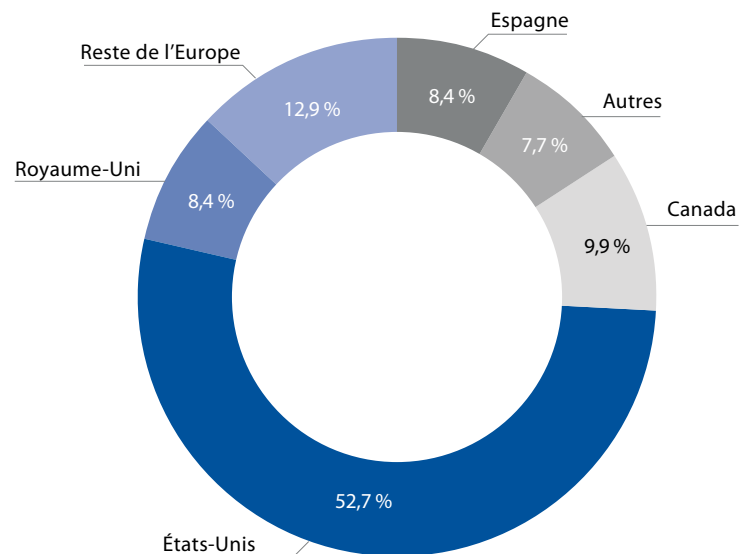
PRODUITS PROPRIÉTAIRES / FABRICATION SUR DEVIS



OEM / MARCHÉ SECONDAIRE



RÉPARTITION DES VENTES DE L'EXERCICE 2021 SELON L'EMPLACEMENT DU CLIENT

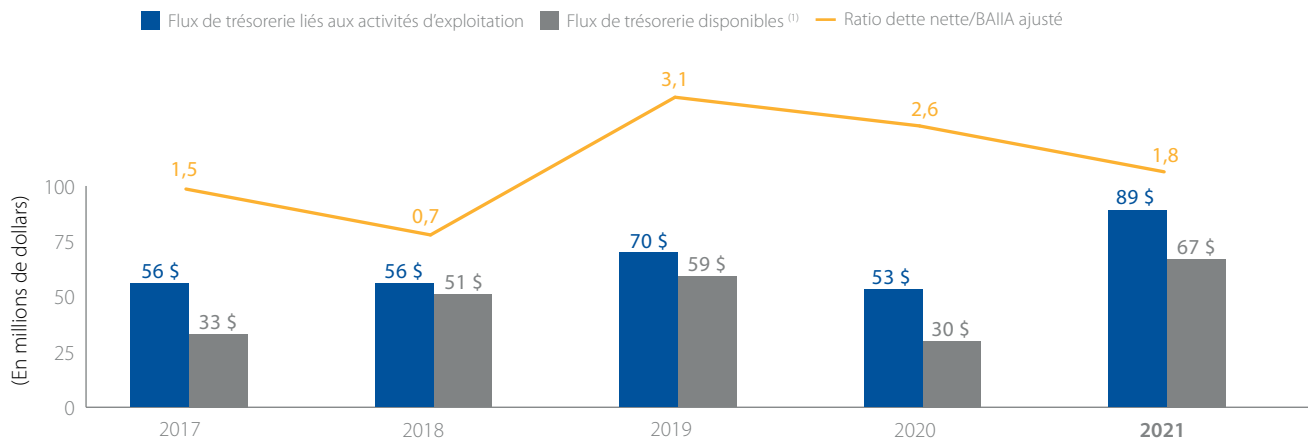


FAITS SAILLANTS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

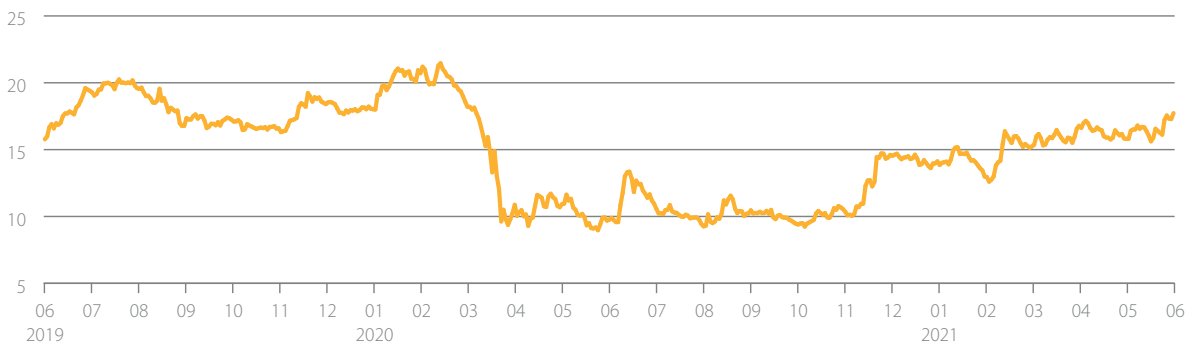
L'AMÉLIORATION DE NOTRE SITUATION FINANCIÈRE OUVRE LA VOIE À NOTRE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME. LE RATIO DETTE NETTE/BAIIA AJUSTÉ A DIMINUÉ, PASSANT DE 2,6X À 1,8X. DIMINUTION DE 89,3 M\$ EN 2021.

EXERCICE RECORD POUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)



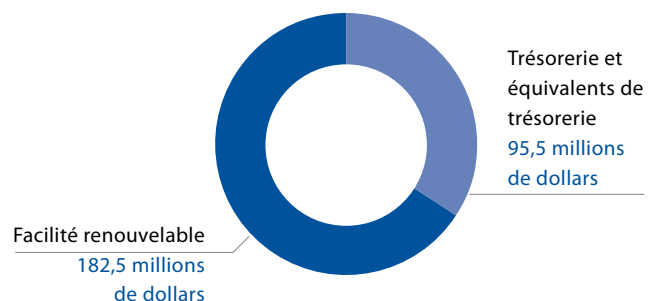
RENDEMENT DES ACTIONS SUR 24 MOIS



Pendant la pandémie, nous sommes restés vigilants, proactifs et résilients. Cette approche rationnelle nous a permis de protéger nos liquidités et de terminer l'exercice avec une situation financière améliorée.

**MARTIN BRASSARD,
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION**

LIQUIDITÉS DISPONIBLES DE 278 MILLIONS DE DOLLARS AU 31 MARS 2021



⁽¹⁾ Mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.



FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICES CLOS LES 31 MARS

2021

2020

2019

2018

2017

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

Ventes	570,7	613,0	483,9	386,6	406,5
Résultat opérationnel	34,1	(30,1)	37,2	23,4	35,6
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	45,2	52,5	41,6	30,3	35,9
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	88,3	96,2	74,2	56,9	61,4
Marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾	15,5 %	15,7 %	15,3 %	14,7 %	15,1 %
Résultat net	19,8	(50,7)	26,2	13,7	31,8
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	29,0	35,7	30,4	24,2	26,4
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	89,2	52,6	70,0	56,1	56,1
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	67,3	30,3	58,6	50,8	33,0
Carnet de commandes fermes	717,0	810,0	624,0	466,0	405,0

DONNÉES PAR ACTION

Bénéfice (perte) par action – de base et dilué	0,55	(1,38)	0,73	0,38	0,88
Bénéfice par action ajusté ⁽¹⁾	0,80	1,00	0,84	0,67	0,73
Nombre moyen d'actions en circulation (diluées, en milliers)	36,523	36,363	36,437	36,332	36,284

SITUATION FINANCIÈRE

Trésorerie et équivalents de trésorerie	95,5	45,8	35,1	93,2	42,5
Fonds de roulement	241,4	205,4	173,1	201,9	165,1
Total de l'actif	853,3	898,8	872,8	632,2	607,3
Dettes à long terme ⁽²⁾	253,0	292,7	263,3	132,0	134,8
Ratio dette nette/BAIIA ajusté	1,8	2,6	3,1	0,7	1,5
Capitaux propres	391,7	349,4	404,1	379,0	355,9

⁽¹⁾ Mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

⁽²⁾ Inclut la tranche à court terme, mais exclut les frais de financement différés nets.

CONTRATS



1



2



3



4



5



6

VanderWolf Images - stock.adobe.com

DÉFENSE

1 F-35 Lightning II de Lockheed Martin

Production d'un système de verrous de portes pour le F-35 conçu et homologué par l'équipe d'ingénierie d'Héroux-Devtek.

2 F-18 Super Hornet de Boeing

Fourniture et assemblage des principaux trains d'atterrissage et des contrefiches latérales et des pièces de rechange pour les besoins de production et de pièces de rechange des avions F/A-18E/F Super Hornet et EA-18G Growler.

3 CH-53K de Sikorsky

Conception, développement et fourniture du système de trains d'atterrissage et de sabots de queue destinés aux besoins de production et de pièces de rechange pour l'hélicoptère de transport lourd CH-53K King Stallion.

4 CH-47 Chinook de Boeing

Fourniture et assemblage du train d'atterrissage pour l'avion CH-47 Chinook de Boeing pour les besoins de production et de pièces de rechange.

5 C-130J Super Hercules de Lockheed Martin

Fourniture et assemblage du train d'atterrissage pour l'avion C-130J Super Hercules pour les besoins de production et de pièces de rechange.

6 F-15EX / Advanced F-15 de Boeing

Fourniture et assemblage du fuselage avant et du train d'atterrissage principal pour les programmes d'avions F-15EX / Advanced F-15 pour les besoins de production et de pièces de rechange

7 Gripen E de Saab

Conception, développement et fourniture du système complet de trains d'atterrissage pour l'avion de combat Gripen E de Saab pour les besoins de production et de pièces de rechange.

8 MQ-25 de Boeing

Conception, développement et fourniture du système complet de trains d'atterrissage pour le drone ravitailleur de carburant en vol MQ-25.

9 C295 d'Airbus

Fourniture et assemblage du système de trains d'atterrissage pour les besoins de production et de pièces de rechange du C-295.

10 A400M d'Airbus

Fourniture du système et des composants de trains d'atterrissage et d'actionnement pour les besoins de production et de pièces de rechange de l'A400M.

11 Eurofighter Typhoon

Fourniture des systèmes et des composants d'actionnement pour les besoins de production et de pièces de rechange de l'Eurofighter.

12 KAI KF-21 Boramae

Conception, développement et fourniture du système complet de trains d'atterrissage pour l'avion de combat coréen KF-21 Boramae.



CC-295 de l'Aviation Royale Canadienne



© Oleg V. Belyakov - AirTeamImages



© Steve Lynes



CIVIL

13 Boeing 777 et 777X

Fourniture du système complet de trains d'atterrissage et des pièces de rechange des composants pour les gros porteurs commerciaux 777 et 777X.

14 Falcon 6X de Dassault

Conception, développement et fourniture du système complet de trains d'atterrissage pour le Falcon 6X.

15 Falcon 10X de Dassault

Conception, développement et fourniture du système complet de trains d'atterrissage pour le Falcon 10X.

16 Embraer Praetor 500/600

Conception, développement et fourniture du système complet de trains d'atterrissage pour l'Embraer Praetor.



© Dassault Aviation - V. Almansa



© Dassault Aviation



© Matti Blume



**PRÉSIDENT
EXÉCUTIF
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION**
MESSAGE AUX
ACTIONNAIRES

*ALLIER RÉSILIENCE
ET PERFORMANCE*

Chers actionnaires,

Comme vous le savez sûrement, l'industrie aéronautique a été profondément marquée par la pandémie de COVID-19. Les mesures sanitaires décrétées par les autorités locales ont entraîné un effondrement du trafic-passagers qui a, par conséquent, nui à la demande d'avions. Toutefois, Héroux-Devtek a été capable de traverser le plus gros de la tempête et l'avenir s'annonce prometteur.

LA FORCE PAR LA DIVERSIFICATION

L'année dernière, j'avais souligné certains développements de l'évolution récente d'Héroux-Devtek qui me donnaient confiance en la capacité de la société d'affronter la pandémie. Nous vendons maintenant des trains d'atterrissage complets et des actionneurs, qu'il est plus difficile de se procurer sur le marché que les composants. Nous vendons maintenant en grande partie directement à des fabricants d'équipement d'origine et des utilisateurs finaux et détenons un pourcentage croissant de propriété intellectuelle. Enfin, notre portefeuille de produits est diversifié à l'échelle de tous les segments de l'industrie aéronautique, le secteur de la défense comme le secteur civil.

Ces éléments nous ont permis de dégager de solides résultats au cours du dernier exercice, sur le plan opérationnel pour nos clients et financier pour nos parties prenantes, et ce, malgré le contexte actuel. Nous avons généré des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation records de 89,2 millions de dollars, qui ont en grande partie amélioré le ratio dette nette/BALIA ajusté qui est passé de 2,6 fois pour l'exercice précédent à 1,8 fois aujourd'hui.

Notre position financière solide ainsi que nos perspectives positives nous permettent de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités («OPRCNA») pour racheter jusqu'à 10 % de notre flottant de 24 122 794 actions. Cela représente une façon plus efficace de déployer notre capital au cours du prochain exercice plutôt que de continuer de réduire l'endettement, compte tenu du profil de notre dette et son faible coût. D'un autre côté, nous ne croyons pas que la valeur de marché de notre action reflète bien la vraie valeur d'Héroux-Devtek et nous prévoyons que l'OPRCNA offre un rendement immédiat à nos actionnaires.

Ce mécanisme est un moyen flexible d'optimiser notre structure de capital, et nous prévoyons qu'il améliore notre position pour nous permettre de saisir les occasions de croissance qui pourraient survenir sur le marché mondial, que ce soit des acquisitions ou l'obtention de nouveaux contrats.

L'EMPREINTE DE NOTRE SOCIÉTÉ, UNE PRIORITÉ POUR HÉROUX-DEVTEK

Au cours des dernières années, notre industrie a graduellement adopté des objectifs ambitieux en ce qui concerne les programmes portant sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance. Bien que nous soyons fiers de notre position de chef de file sur le marché des trains d'atterrissage, celle-ci s'accompagne de responsabilités importantes et de l'obligation d'avoir une incidence positive autour de nous. Que ce soit pour encourager une fibre et une culture entrepreneuriales parmi nos 1 800 employés ou notre engagement envers le développement durable, nous sommes animés par l'ambition d'assurer un avenir prospère pour tous.

Plus précisément, tous nos employés adhèrent à un code de conduite des affaires qui établit les plus hautes normes en matière de comportement éthique à tous les paliers organisationnels. Nous appliquons également rigoureusement notre politique environnementale en respectant scrupuleusement ou en dépassant toutes les normes applicables et nous contribuons activement aux milieux scolaires et communautaires dans les pays où nous exerçons nos activités.



Étant donné que les parties prenantes d'Héroux-Devtek ont exprimé un intérêt croissant pour nos politiques et projets en matière de questions environnementales, sociales et de gouvernance, nous fournissons plus d'informations à ce sujet dans le présent rapport annuel à la page 14.

UNE ÉQUIPE DE DIRECTION QUI INCARNE LE LEADERSHIP

J'aimerais remercier sincèrement notre solide équipe de direction, dirigée par notre chef de la direction, Martin Brassard, pour son leadership, engagement et dévouement remarquables sans lesquels nous n'aurions pas connu cette année exceptionnelle. Les stratégies déployées au début de la crise, propulsées par un tel leadership et un tel dévouement, ont clairement porté fruit et nous ont permis de garder le cap dans cette période tumultueuse. L'agilité et la capacité à mobiliser l'ensemble des parties prenantes de la Société auront laissé une marque durable sur cet exercice.

Je veux aussi remercier les membres du conseil d'administration pour leur fidèle contribution, ainsi que nos chers actionnaires pour leur confiance. À cet égard, j'aimerais souligner le départ de Paule Doré, qui a réalisé un travail exceptionnel à titre de membre de notre conseil d'administration et présidente du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise. Nous lui souhaitons bonne chance dans ses projets futurs. Parallèlement, nous voulons souligner l'arrivée de Didier Evrard et Annie Thabet. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec eux. Naturellement, il est impossible de déterminer avec certitude à quel moment les activités de l'aviation civile et le trafic-passagers connexe reprendront. Cela étant dit, grâce à la force de son expertise, son offre de produits, ses critères de gouvernance, mais surtout à l'ensemble de son personnel dévoué, Héroux-Devtek n'a jamais été mieux préparée et positionnée pour relever les défis qui l'attendent.

GILLES LABBÉ
PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



**PRÉSIDENT
ET CHEF DE
LA DIRECTION**
MESSAGE AUX
ACTIONNAIRES

*UN AVENIR FAVORABLE
POUR HÉROUX-DEVTEK*

Chers actionnaires,

L'exercice qui vient de se terminer s'est révélé plein de défis qu'il nous aurait été pratiquement impossible à imaginer. La pandémie a surpris le monde entier, et ses impacts sur nos activités sont encore difficiles à prévoir à court et à long terme. Toutefois, depuis le début de l'année, les vaccins développés en un temps record par les sociétés pharmaceutiques ont fait poindre une grande lueur d'espoir à l'horizon; maintenant, nous pouvons commencer à envisager la reprise de façon optimiste et prudente.

Chez Héroux-Devtek, la santé de nos employés a toujours été une priorité, et c'est pourquoi nous avons rapidement travaillé à développer un environnement de travail sécuritaire dès le début de la crise. Nous avons implanté un protocole de mesures sanitaires strictes dans l'ensemble de nos installations, et je suis très fier d'affirmer que grâce à ces mesures, nous n'avons enregistré aucun cas de transmission du virus au sein de nos usines, bien que certains de nos employés aient été infectés à l'extérieur de celles-ci.

Étant donné l'incidence importante de la diminution du transport commercial aérien sur la demande d'avions, nous avons été contraints de réduire les livraisons de nos produits à nos principaux clients civils. En conséquence, nous avons rapidement modifié notre modèle d'affaires afin de l'adapter à ce nouveau contexte de marché. Nous avons fermé certaines usines et relocalisé la production afin d'optimiser l'utilisation de notre capacité de production et d'accroître notre efficacité opérationnelle. Malheureusement, nous avons aussi dû nous séparer de certains de nos employés.

Notre nouvelle structure de coûts allégée nous a non seulement permis de dégager de solides résultats financiers, mais aussi de maintenir un niveau de performance élevé pour nos clients. En effet, nos ventes s'établissaient à 570,7 millions de dollars à la fin de l'exercice, soit une baisse de 6,9 % par rapport au niveau de l'exercice précédent, et grâce à notre approche disciplinée et ciblée à l'égard de la gestion des coûts, du fonds de roulement et des dépenses en immobilisations, nous avons généré des flux de trésorerie disponibles record de 67,3 millions de dollars, comparativement à 30,3 millions de dollars un an auparavant.

Nos clients demeurent notre priorité. Notre détermination presque obsessionnelle à faire de notre mieux pour ceux-ci est reconnue, et c'est pourquoi nous avons mérité le statut de fournisseur privilégié chez Boeing. C'est avec fierté que nous avons accueilli notre nomination par Boeing à son programme 'Premier Bidder', qui reconnaît les fournisseurs ayant atteint un niveau constant d'excellence au chapitre de la livraison à temps de produits de qualité. Notre intégration à ce programme nous offrira davantage d'occasions d'élargir notre relation d'affaires avec Boeing. En outre, notre filiale CESA en Espagne a signé une entente pluriannuelle pour la fabrication d'actionneurs destinés à la fabrication d'avions neufs ainsi que la fourniture d'actionneurs pour le marché des pièces de rechange pour les programmes 787, 777, 777X, 767 et 747 de Boeing. La signature de cette entente est un bon exemple du potentiel de ventes croisées qui faisait partie des principaux objectifs visés par l'acquisition de CESA.

Dans le secteur des jets d'affaires, nous avons annoncé la conclusion d'un contrat d'envergure pour la conception, le développement et la fabrication du système complet de trains d'atterrissage du nouveau Falcon 10X de Dassault. Dassault, dont la réputation n'est plus à faire pour la fabrication d'appareils à la fine pointe de la technologie, marque son arrivée dans le marché des jets d'affaires de très grande taille avec le lancement de ce nouveau Falcon. Selon les prévisions d'experts, la demande pour les jets d'affaires de grande taille devrait être forte et ce contrat nous permettra d'accroître notre part de marché dans un segment où nous sommes moins présents.

Les revenus générés par le secteur de la défense sont demeurés solides. Ces derniers sont en hausse de 14,6 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui a permis d'atténuer les incidences de la pandémie sur le secteur civil. Cette hausse découle principalement de l'introduction de nouveaux programmes au sein de notre portefeuille de produits. Nous avons, en effet, pu bénéficier de revenus supplémentaires découlant de nos contrats à long terme rattachés au Gripen E de Saab, au CH-53K de Lockheed Martin, ainsi qu'aux F-18 et F-15 de Boeing.



Ces programmes devraient stimuler davantage la croissance des ventes étant donné que le CH-53K et le Gripen E entrent dans la phase initiale de leur production et que le marché secondaire semble offrir des perspectives prometteuses pour le F-18.

NOTRE AVENIR

À l'aube de l'exercice 2022, j'envisage l'avenir avec optimisme. Notre Société est bien diversifiée avec 62,6 % de nos ventes en Amérique du Nord, 29,7 % en Europe et 7,7 % dans les autres parties du monde. Les activités reliées au secteur de la défense génèrent 66,1 % de nos revenus tandis que le secteur civil génère 33,9 % de nos ventes. Nos employés sont engagés et nous pouvons constater la profondeur et l'ampleur de leurs compétences à tous les échelons de notre organisation. Les gens recommenceront à voyager et nos clients auront besoin de nos produits. Notre situation financière est solide et nous sommes en mesure d'investir à la fois dans de nouveaux projets à l'appui de notre croissance interne ainsi que dans toute acquisition qui nous permettra d'élargir notre offre de produits pour consolider notre position de chef de file mondial dans les marchés que nous desservons.

MERCI

La pandémie de COVID-19 restera gravée à jamais dans notre mémoire. Elle a fait ressortir ce qu'il y a de meilleur dans nos employés. Ils se sont distingués par leur dévouement, leur résilience et leur rapidité d'adaptation tout au long de cette période. Je les remercie du fond du cœur. Je tiens également à souligner l'apport des membres du conseil d'administration, qui ont été d'un grand soutien dans ces moments difficiles.

Enfin, à vous, nos actionnaires, je souhaite exprimer toute ma reconnaissance pour votre confiance inébranlable et légitime dans notre capacité à surmonter cette crise. Administrer notre Société pour la rendre meilleure est une grande source de fierté pour les membres de l'équipe de direction et moi-même, et nous vous remercions pour votre soutien. Votre loyauté et votre confiance à l'égard de notre Société comptent beaucoup pour nous. Nous y avons puisé la motivation nécessaire afin de générer de solides résultats au cours de la dernière année.

MARTIN BRASSARD
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de Héroux-Devtek est composé de dix membres provenant de secteurs variés, dont l'industrie de l'aérospatiale et le monde des affaires, offrant une perspective globale fondée sur l'expérience aux membres de la direction.



- 1 Gilles Labbé**
Président exécutif du conseil d'administration
Membre non indépendant du conseil depuis 1985
- 2 Nathalie Bourque**
Administratrice de sociétés et consultante
Membre indépendant du conseil depuis 2015
Membre du comité d'audit
- 3 Martin Brassard**
Président et chef de la direction
Membre non indépendant du conseil depuis 2019
- 4 Paule Doré**
Administratrice de sociétés
Membre indépendant du conseil depuis 2010
Présidente du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise
- 5 Didier Evrard**
Administrateur de sociétés et consultant
Membre indépendant du conseil depuis 2021
Membre du comité de vérification
- 6 Louis Morin**
Président, Busrel Inc.
Membre indépendant du conseil depuis 2008
Président du comité d'audit
- 7 James J. Morris**
Administrateur de sociétés et consultant
Membre indépendant du conseil depuis 2013
Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise
- 8 Brian A. Robbins**
Président exécutif, Exco Technologies Limited
Administrateur principal et membre indépendant du conseil depuis 2000
Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise
- 9 Annie Thabet**
Associée, Celtis Capital inc.
Membre indépendante du conseil depuis 2021
Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise
- 10 Beverly Wyse**
Administratrice de sociétés et consultante
Membre indépendant du conseil depuis 2019
Membre du comité d'audit

ÉQUIPE CORPORATIVE



- 1 Gilles Labbé**
Président exécutif du conseil d'administration
- 2 Martin Brassard**
Président et chef de la direction
- 3 Stéphane Arsenault**
Vice-président et chef de la direction financière
- 4 Jean Gravel**
Vice-président, ventes et programmes
- 5 Stéphane Rainville**
Vice-président, ressources humaines
- 6 Alexandre Verdon**
Vice-président, développement des affaires
- 7 Patrick Gagnon**
Vice-président, contrôleur corporatif
- 8 Julie Lapointe**
Directrice, information financière
- 9 Olivier Perron**
Directeur, fiscalité
- 10 Steve Plourde**
Directeur, audit interne et gouvernance de l'entreprise
- 11 Jean-Philippe Sanche**
Directeur affaires juridiques
- 12 Sylvie Hébert**
Directrice, ressources humaines

ÉQUIPE DE DIRECTION DES OPÉRATIONS



- 1 Jack Curley**
Vice-président, région du centre
- 2 Dominique Dallaire**
Vice-président, région de l'est
- 3 Marc-Olivier Gagnon**
Vice-président, soutien produits techniques
- 4 José Leal**
Vice-président, Espagne
- 5 Mike Meshay**
Vice-président, Beaver, Magtron and Wichita
- 6 Daniel Normandin**
Vice-président, ingénierie, assurance qualité et environnement
- 7 Duncan Whalley**
Vice-président, Royaume-Uni



HÉROUX-DEVTEK AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ

VERS UN AVENIR PROMETTEUR POUR TOUS

Ces dernières années, les parties prenantes de l'industrie de l'aérospatiale et de la défense ont commencé graduellement à se fixer des objectifs plus ambitieux en matière d'environnement, de responsabilité sociale et de gouvernance (ESG), ce qui a profité directement à l'éventail complet des activités et à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement, du sourcing à la fabrication d'avions, en passant par les opérations aéroportuaires, les activités des sociétés aériennes et la manutention de fret.

Héroux-Devtek est fière d'être le troisième plus important fabricant de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale. Nous sommes conscients qu'en tant que chef de file de l'industrie, nous avons la responsabilité, de même que la capacité, de générer des répercussions positives d'envergure.

À ce titre, depuis plus d'une décennie, nous réitérons notre engagement à atteindre des objectifs ESG précis, en mettant en œuvre avec diligence un ensemble de politiques qui s'appliquent à l'échelle de l'entreprise et en recrutant des spécialistes ayant des responsabilités dans des domaines clés, comme la conformité aux règles environnementales et le développement durable, l'impact social et le développement des collectivités, ainsi que la protection et la promotion de la santé et de la sécurité.

UNE APPROCHE AXÉE SUR DES VALEURS

Notre engagement à l'égard des principes ESG et notre feuille de route en la matière n'existeraient pas sans notre culture organisationnelle et les valeurs qui animent notre équipe. Héroux-Devtek fait la promotion d'un esprit entrepreneurial et d'une culture d'innovation solides selon lesquels l'amélioration continue, les nouvelles pratiques et la gestion du changement font partie de la réalité de tous les jours des 1 800 employés de chacun de nos centres d'excellence et de notre siège social, à Longueuil.

Notre culture repose sur quatre valeurs fondamentales que nous appelons les 4R : Respect, Responsabilité, Reconnaissance et Rebondissement. Ensemble, ces valeurs permettent de sensibiliser l'ensemble de l'entreprise au fait que la durabilité de notre succès dépend du bien-être de nos employés et des collectivités dans lesquelles nous œuvrons, ainsi que de l'état de la planète que nous léguons aux générations à venir.



DURABILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Héroux-Devtek a également élaboré une politique environnementale qui témoigne de son respect de l'environnement et des collectivités dans lesquelles elle est présente, et qui fait partie de façon intégrante de la manière dont elle exerce ses activités.

La politique, dont la responsabilité incombe au président et chef de la direction de la Société et qui a été approuvée par le conseil d'administration, reflète notre engagement à nous conformer à toutes les normes applicables, tout en améliorant constamment notre contrôle de tous les aspects environnementaux de la gestion et de l'exploitation de sites de fabrication dans le but de réduire au minimum notre empreinte environnementale.

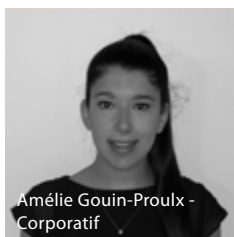
La Société publie chaque trimestre son Rapport environnemental du chef de la direction. Ce rapport est présenté au comité des ressources humaines et de gouvernance, qui relève du conseil d'administration, et rend compte de la performance de Héroux-Devtek au chapitre de ses trois principales cibles environnementales :

- 1 Aucun cas de non-conformité à la réglementation relevé dans les audits
- 2 Aucun incident, aucun déversement, ni aucune transgression des normes
- 3 Aucun avis de violation

Si les cibles ne sont pas atteintes, un ensemble de mesures correctives sont prises immédiatement pour remédier aux causes profondes de l'incapacité à les atteindre. Ces mesures font l'objet d'audits et d'examen jusqu'à la résolution de l'incident ou de la violation.

Dans le cadre de son système de gestion de l'environnement, la Société réalise également des audits de la conformité aux règles environnementales soit en interne, soit en collaboration avec des auditeurs spécialisés en environnement. Nous privilégions une approche fondée sur le risque pour déterminer la fréquence de ces audits, chacune de nos installations de fabrication devant être auditée au moins une fois tous les trois ans. Plus particulièrement cinq de nos usines de fabrication sont considérées comme présentant un risque potentiel plus élevé pour l'environnement en raison de la nature de leurs activités, qui incluent divers processus de placage et processus chimiques. Celles-ci font donc l'objet d'un audit chaque année.

Enfin, au-delà de notre engagement à l'égard de la conformité aux règles environnementales et de nos mécanismes de surveillance et d'audit de cette conformité, nous continuons de repérer d'autres moyens de réduire notre empreinte environnementale à l'échelle de nos activités. Notamment, grâce à la solide expertise acquise en matière d'entretien, de réparation et de révision des composantes de trains d'atterrissage et d'actionnement, nous pouvons aider nos clients à prolonger la durée de vie de leur équipement. Nous nous efforçons également d'encourager nos fournisseurs à adopter davantage de pratiques de développement durable à l'échelle de leurs activités de fabrication et de transport.



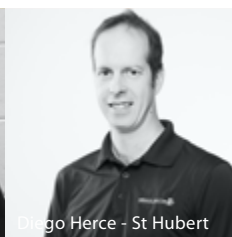
Amélie Gouin-Proulx -
Corporatif



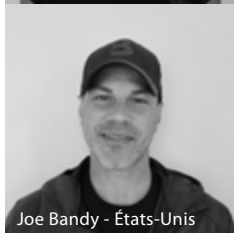
Gary Hughes - R.-U.



Ed Baur - Kitchener



Diego Herce - St Hubert



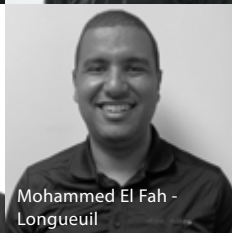
Joe Bandy - États-Unis



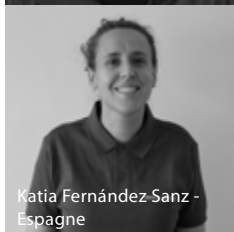
Arthur Albert - Montréal



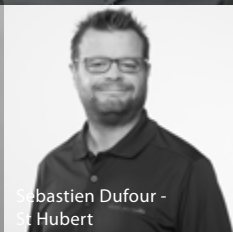
Dave Smith -R.-U.



Mohammed El Fah -
Longueuil



Katia Fernández Sanz -
Espagne



Sébastien Dufour -
St Hubert



Paulina Jauregui -
Corporatif



Maria Colucci - États-Unis



IMPACT SOCIAL

PROMOUVOIR UNE CULTURE D'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

À titre d'entreprise socialement responsable au Canada, aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni, Héroux-Devtek s'engage à poser des gestes positifs et appuie ainsi divers organismes communautaires, établissements d'enseignement ainsi que les secteurs des arts et de la culture.

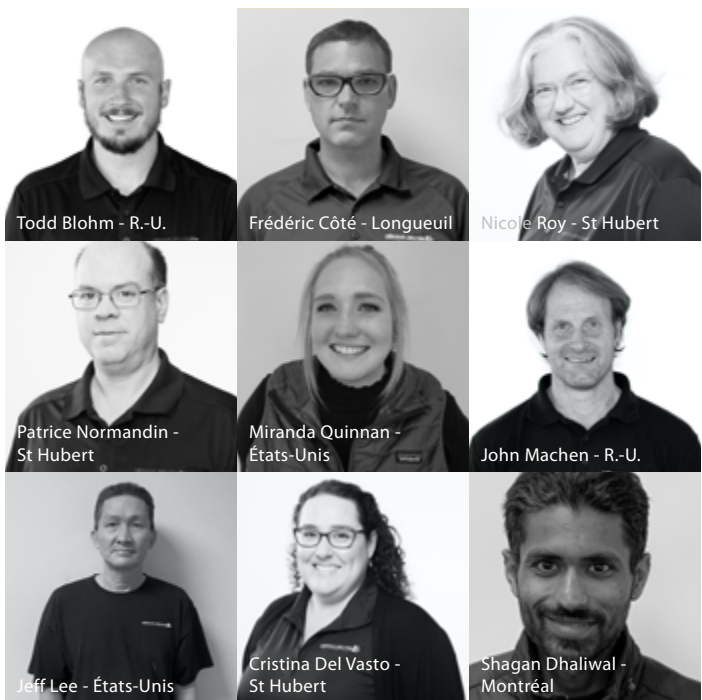
L'an dernier, Héroux-Devtek a fait des dons en argent pour soutenir les banques alimentaires, pour la promotion d'un monde exempt de violence sexuelle ainsi que pour l'accélération de la recherche sur les maladies cardiaques, sans oublier l'appui qu'offrent depuis longtemps nos employés, nos syndicats et nos dirigeants à la campagne annuelle Centraide du Grand Montréal.

Le perfectionnement professionnel des futurs ingénieurs et techniciens en aéronautique ainsi que la promotion de pratiques de fabrication intelligente sont aussi importants pour nous. Nous soutenons financièrement l'École nationale d'aérotechnique (ENA) du Cégep Édouard-Montpetit, le plus grand établissement de formation en génie aérotechnique d'Amérique du Nord, dans le cadre d'un partenariat de longue date que nous valorisons et chérissons. Nous nous sommes également engagés à faire un don pluriannuel à l'appui de la construction du nouveau Centre national intégré du manufacturier intelligent de l'Université du Québec à Trois-Rivières.



Qui plus est, nous avons appuyé des programmes d'entrepreneuriat au Canada, des initiatives en faveur des femmes dirigeantes, et avons versé des fonds à la société Aviation Connection, un organisme de bienfaisance dont la mission est de faire la promotion des possibilités de carrière dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques dans les écoles secondaires du Québec, notamment au moyen d'un programme de formation en aéronautique.

Nous avons également consacré beaucoup d'efforts et de ressources au maintien de la sécurité et de la santé de nos employés et de leur famille pendant la pandémie de COVID 19. Étant donné que nos équipes à l'échelle mondiale accordaient déjà la plus grande importance à la santé et la sécurité de nos employés, nous étions plutôt bien préparés au début de la pandémie et n'avons eu que quelques ajustements à faire, notamment pour suivre les protocoles de distanciation physique et certains autres protocoles sanitaires.



PRENDRE SOIN DE NOUS POUR MIEUX PRENDRE SOIN DES AUTRES

Chez Héroux-Devtek, notre préoccupation première est la protection de nos employés. Bien que, minimalement, nous soyons tenus de nous conformer aux exigences légales applicables, nous avons choisi d'établir des normes prescrivant des obligations encore plus contraignantes. Nous sommes d'avis que la haute direction joue un rôle essentiel dans la création d'une culture qui appuie les programmes et initiatives de santé et sécurité au travail.

Par conséquent, nous sommes déterminés à éliminer toutes les blessures et maladies liées au travail en offrant un milieu de travail sécuritaire et sain et en repérant et gérant de manière proactive tous les risques inhérents. Nos programmes de santé et sécurité passent par un leadership clair de la part de la direction, la participation de tous les employés et de toutes les fonctions et le recours à de l'équipement et à une technologie de sécurité appropriés à tous les stades de nos activités. Nous encourageons aussi nos employés à jouer un rôle actif dans le signalement des dangers et à faire part de leurs suggestions ou de leurs idées d'amélioration du programme de sécurité.

Cette philosophie sous-tend une amélioration continue du lieu de travail en vue d'en éliminer les accidents grâce à une supervision efficace, au recrutement d'employés qualifiés et à la formation. Nous nous attendons à ce que tous les superviseurs et tous les employés déploient les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs en matière de santé et sécurité au travail et éliminer les quasi-accidents, de manière à réduire considérablement le risque de blessures. Nous avons aussi mis en œuvre des procédures et processus de signalement, d'enregistrement et de gestion des blessures et des maladies sur le lieu de travail.

Aux réunions de la haute direction et du conseil d'administration sont abordés les rapports sur les incidents les plus notables sur le lieu de travail et plusieurs indicateurs et mesures de performance clés. Chacune de nos installations comporte une équipe qui se consacre à la santé et à la sécurité. Des employés de l'équipe de la sécurité et de l'exploitation de toutes nos installations se réunissent également une fois par mois pour partager des informations relatives à la santé et à la sécurité, telles que les meilleures pratiques, et pour passer en revue les incidents afin d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Enfin, nous tirons parti des données et des analyses pour appuyer notre vision de la santé et sécurité en maximisant l'utilisation de notre système mondial de gestion de la sécurité au travail mis en place à l'échelle de l'entreprise.

GOVERNANCE

Héroux-Devtek s'engage à demeurer à l'avant-garde des normes de gouvernance. Tous les employés doivent se conformer à un code de conduite des affaires qui établit des standards élevés en matière de comportement éthique à tous les niveaux de l'organisation. Ce code contient des lignes directrices et des cadres obligatoires pour tous les secteurs d'activité et est divisé en 12 sections :

- 1 Employés et droits de la personne
- 2 Environnement, santé et sécurité
- 3 Activités gouvernementales
- 4 Liens avec les fournisseurs
- 5 Corruption
- 6 Conflits d'intérêts
- 7 Conformité des exportations, des importations et des activités commerciales
- 8 Négociation équitable avec d'autres personnes et organisations
- 9 Renseignements confidentiels et autres actifs
- 10 Protection des données et éthique numérique
- 11 Opérations d'initiés et communications de renseignements privilégiés sur des titres
- 12 Gestion financière / méthodes de contrôle

De plus, une politique de dénonciation a été mise en place pour inviter les employés à faire part de leurs préoccupations légitimes au sein de la Société sans crainte de représailles ou de discrimination. La direction rappelle régulièrement les mécanismes de dénonciation aux employés, qui peuvent communiquer en toute confidentialité avec le président du comité d'audit du conseil d'administration, au besoin.

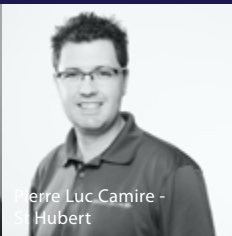
Nous avons également élaboré des mandats officiels pour chaque comité et chaque rôle du conseil d'administration, y compris une charte du conseil d'administration, un mandat du comité d'audit et une charte du comité des ressources humaines et de gouvernance. Par ailleurs, nous avons élaboré une description des fonctions du président exécutif du conseil d'administration et une description du poste d'administrateur principal.

À l'heure actuelle, quatre femmes siègent au conseil sur un total de dix administrateurs. Les fonctions clés de présidente du comité des ressources humaines et de gouvernance et d'administratrice principale indépendante sont assumées par des femmes. Nous sommes impatients d'attirer et de promouvoir davantage de femmes et de personnes issues de divers horizons culturels à divers rôles au sein de notre organisation au cours des années à venir.

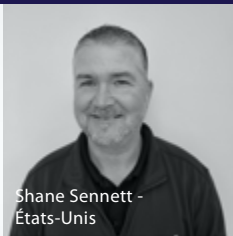
Héroux-Devtek continue de surveiller de près l'évolution de l'environnement d'affaires et réglementaire et ajustera ses pratiques de gouvernance et de communication de l'information en conséquence.



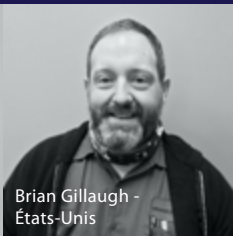
Matt Douglas - États-Unis



Pierre Luc Camire -
Hubert



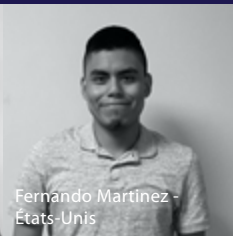
Shane Sennett -
États-Unis



Brian Gillaugh -
États-Unis



Karen Tam - Longueuil



Fernando Martinez -
États-Unis



Suzie Gagnon - Montréal



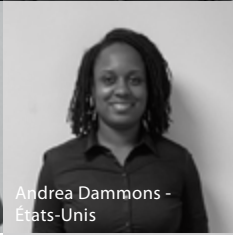
Kris Smith - États-Unis



Annie Lapointe -
St Hubert



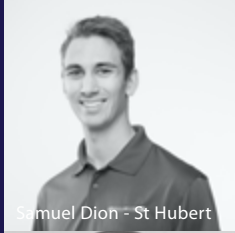
Carlos Espadas Vázquez -
Espagne



Andrea Dammons -
États-Unis



Philippe Blum - St Hubert



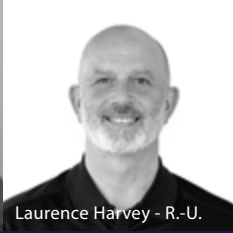
Samuel Dion - St Hubert



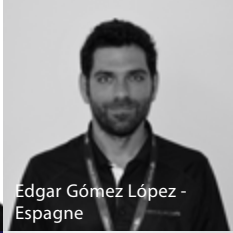
Sunil Nagi - R.-U.



Dwayne Emmons -
États-Unis



Laurence Harvey - R.-U.



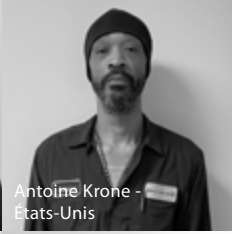
Edgar Gómez López -
Espagne



Francisco Javier Pinto
Rodriguez - Espagne



Inesa Avramenko -
Longueuil



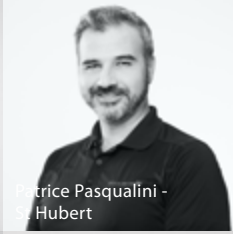
Antoine Krone -
États-Unis

*Un personnel loyal et
dévoué est le pilier de toute
entreprise performante.*

*Nous vous remercions de
contribuer au succès de
notre entreprise !*



Lucie Morel - Laval



Patrice Pasqualini -
St Hubert



Jean Baptiste Retif -
Espagne



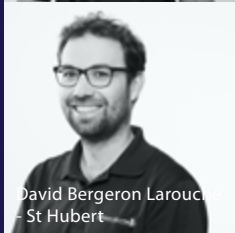
Marc Ephrem Benie -
Laval



Randy Parmar - Kitchener



Tammy Williams -
États-Unis



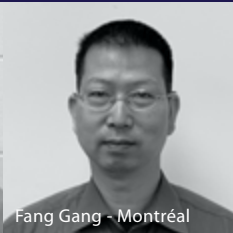
David Bergeron Larouch
- St Hubert



Stéphanie Constantin -
Corporatif



Matt Matura - Kitchener



Fang Gang - Montréal



Liam Kenyon - R.-U.



James Palmer - États-Unis



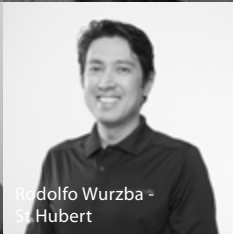
Mark Rowbottom - R.-U.



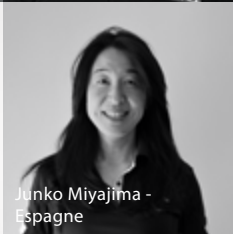
Abdelhadi Mouayyad -
St Hubert



Jon Bishop - États-Unis



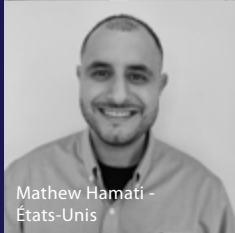
Rodolfo Wurzba -
St Hubert



Junko Miyajima -
Espagne



Jocelyn Duplessis - Laval



Mathew Hamati -
États-Unis



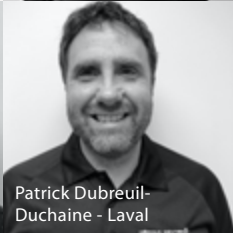
Nadia Renaud - Montréal



Katie Welsh - R.-U.



Erwann Lemonnier -
Montréal



Patrick Dubreuil-
Duchaine - Laval



Noelia Encinas Lorenzo -
Espagne

CENTRES D'EXCELLENCE MONDIAUX

CANADA

St-Hubert, Québec

Conception, ingénierie et soutien technique.
Savoir-faire technique et laboratoire d'essais à la fine pointe de la technologie

Laval, Québec

Fabrication et assemblage des actionneurs.
Fabrication de composants de trains d'atterrissage de haute précision de petite à moyenne taille

Longueuil, Québec

Réparation et entretien, finition et assemblage des systèmes de trains d'atterrissage

Montréal, Québec

Services de traitement de surface

Kitchener, Ontario

Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de moyenne à grande taille

Cambridge, Ontario

Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de très grande taille

Scarborough, Ontario

Boîtiers électroniques, échangeurs thermiques et caissons

Nous sommes fiers de nos 1 800 employés dévoués qui travaillent sans relâche à travers nos installations nord-américaines et européennes afin de mettre en valeur notre expertise de renommée internationale dans le développement, la conception, la fabrication et le soutien des trains d'atterrissage et des systèmes d'actionnement.

ÉTATS-UNIS

Strongsville, Ohio

Finition et assemblage de trains d'atterrissage

Springfield, Ohio

Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes et de composants en titane de moyenne à grande taille

Everett, Washington

Assemblage final des systèmes de trains d'atterrissage pour le Boeing 777/777X

Livonia, Michigan

Conception et fabrication de vis à rotule et de systèmes d'actionnement électromécaniques linéaires

ROYAUME-UNI

Nottingham, Nottinghamshire

Fabrication de composants de trains d'atterrissage de petite et moyenne taille

Runcorn, Cheshire

Réparation et entretien, finition et assemblage de trains d'atterrissage, soutien technique, essais et ingénierie de conception

ESPAGNE

Getafe

Conception, ingénierie, assemblage et soutien technique pour les trains d'atterrissage et les systèmes d'actionnement

Seville

Assemblage et installation de composantes d'avion sur les chaînes de montage des clients

INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le 10 août 2021 à 10 h. Assemblée virtuelle par webdiffusion à l'adresse www.herouxdevtek.com/en/news-events/events ou directement via <https://web.lumiagm.com/414790610>.

AGENT DES TRANSFERTS ET REGISTRAIRE

Société de fiducie Computershare
1500, boul. Robert-Bourassa, 7^e étage
Montréal (Québec) Canada H3A 3S8
514 982-7555 / 1 800 564-6253

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
900, boul. de Maisonneuve ouest, bureau 2300
Montréal (Québec) H3A 0A8
514 875-6060

INSCRIPTON BOURSIÈRE

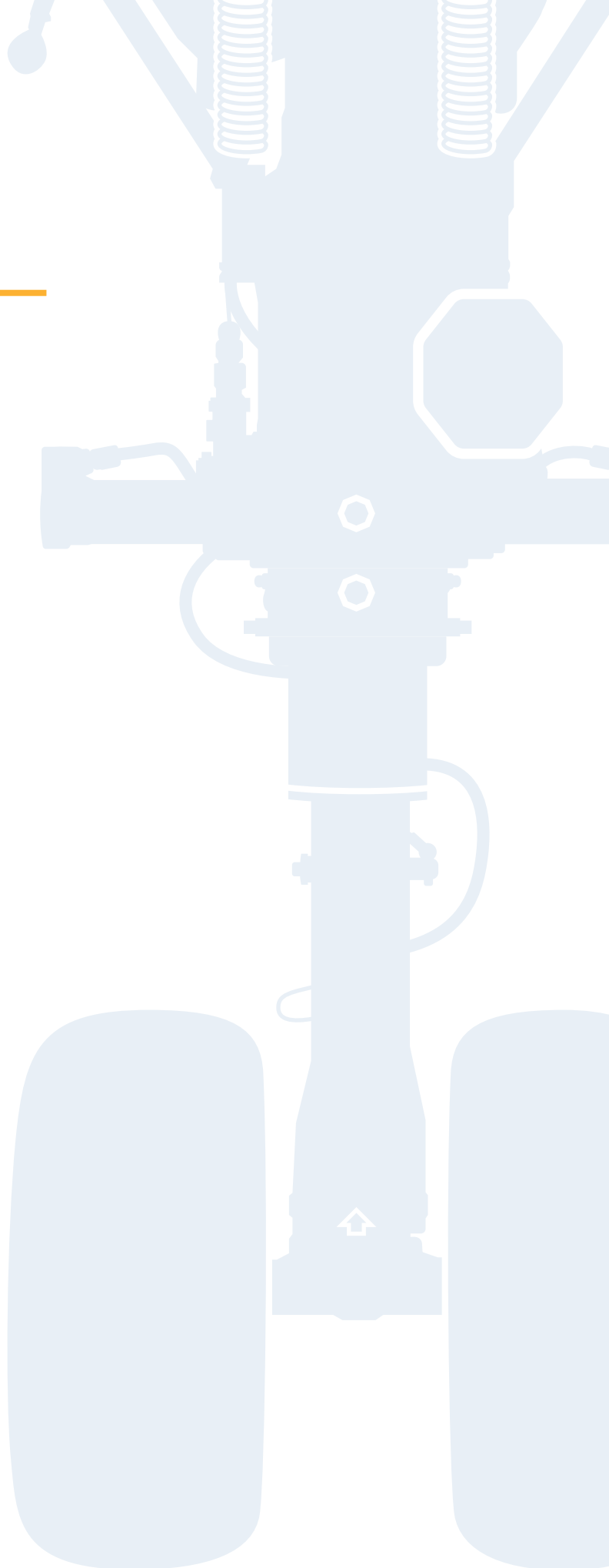
Les actions sont négociées à la Bourse de Toronto.
Symbole : HRX

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Héroux-Devtek Inc.
450 679-3330
ir@herouxdevtek.com
Hugo Delorme
514 700-5550, extension 555
hdelorme@mercureconseil.ca

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS / RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la direction.....	4
Rapport de l'auditeur indépendant.....	5
États financiers consolidés.....	8
Notes aux états financiers consolidés.....	13
Note 1 Nature des activités et information sur la Société.....	13
Note 2 Base d'établissement.....	13
Note 3 Principales méthodes comptables.....	14
Note 4 Principales estimations et hypothèses comptables.....	22
Note 5 Acquisitions d'entreprises.....	24
Note 6 Ventes et carnet de commandes.....	24
Note 7 Aide gouvernementale.....	25
Note 8 Coût des ventes et frais de vente et d'administration.....	25
Note 9 Éléments non récurrents.....	25
Note 10 Frais financiers nets.....	26
Note 11 Bénéfice par action.....	26
Note 12 Stocks.....	26
Note 13 Instruments financiers dérivés.....	27
Note 14 Autres actifs.....	27
Note 15 Immobilisations corporelles.....	28
Note 16 Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.....	30
Note 17 Goodwill.....	31
Note 18 Comptes fournisseurs et charges à payer.....	32
Note 19 Provisions.....	32
Note 20 Dette à long terme.....	32
Note 21 Autres passifs.....	34
Note 22 Capital émis.....	34
Note 23 Cumul des autres éléments du résultat global.....	36
Note 24 Impôt sur le résultat.....	37
Note 25 Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite.....	38
Note 26 Engagements.....	41
Note 27 Éventualités.....	42
Note 28 Variation nette des éléments hors trésorerie.....	42
Note 29 Information géographique.....	42
Note 30 Rémunération des principaux dirigeants.....	43
Note 31 Instruments financiers.....	43
Note 32 Gestion des risques financiers.....	44
Note 33 Gestion du risque lié au capital.....	47

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints de Héroux-Devtek Inc. (la «Société») sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»). Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en milliers de dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière («CIIF») et des contrôles et des procédures de communication de l'information («CPCI») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS, et que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée et a été présentée de façon appropriée dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué l'efficacité des CIIF et des CPCI à la fin de l'exercice 2021. Au 31 mars 2021, la direction est d'avis que les CIIF et les CPCI fournissent une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS et que l'information importante liée à la Société a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion. En outre, selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante des CIIF et des CPCI. Toutefois, en raison des limites qui leur sont inhérentes, des anomalies pourraient ne pas être prévenues ou détectées par les CIIF.

Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des CIIF et des CPCI, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des méthodes comptables ainsi que des estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs Ernst & Young, s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Martin Brassard
Président et chef de la direction



Stéphane Arsenault, CPA, CA
Vice-président et chef de la direction financière

Le 19 mai 2021

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

AUX ACTIONNAIRES DE HÉROUX-DEVTEK INC.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales (le «groupe»), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2021 et 2020, et les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe aux 31 mars 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont chaque question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit a été fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse aux questions ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill et les autres actifs non financiers constitués des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée s'élèvent à 396 millions de dollars au bilan consolidé. Comme il est indiqué à la note 3, *Principales méthodes comptables*, et à la note 17, *Goodwill*, pour chaque unité génératrice de trésorerie («UGT»), la direction évalue au moins une fois l'an, ou à tout moment lorsqu'il existe un indice de dépréciation, si la valeur comptable de ces actifs s'est dépréciée. La direction a établi la valeur recouvrable à partir de la valeur d'utilité par le calcul de la valeur actualisée des flux de trésorerie actualisés, qui nécessite des estimations importantes de la part de la direction.

La valeur recouvrable est fondée sur les estimations que fait la direction de variables importantes, dont les projections de ventes, les taux de croissance futurs prévus des ventes et les taux d'actualisation. La pandémie de COVID-19 a rendu plus difficile et subjectif l'établissement de projections de ventes préparées par la direction pour les cinq prochains exercices et par la suite. La prise en compte des programmes existants d'aviation de défense et d'avions commerciaux touchés différemment par la pandémie de COVID-19 a un effet sur les projections de ventes. Ce contexte, combiné à l'importance et la sensibilité des autres hypothèses, comme les taux d'actualisation et les taux de croissance annuels/perpétuels, nous a amenés à conclure que le test de dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers pour les UGT du groupe constitue une question clé de l'audit.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Nos procédures d'audit ont compris l'examen des hypothèses de la direction concernant les projections de flux de trésorerie, y compris les projections de ventes globales et les ventes liées à certains programmes importants, en comparaison avec les données publiques, comme les rapports d'analystes concernant l'industrie aérospatiale et les sociétés aériennes, ainsi que les contrats en cours avec des clients.

Avec l'aide de nos spécialistes internes en évaluation, nous avons évalué le modèle de flux de trésorerie actualisés, la méthode d'évaluation et certaines hypothèses importantes du groupe. Nous avons apprécié le choix et le mode d'application des taux d'actualisation en évaluant les données et l'exactitude arithmétique des calculs. Nous avons évalué l'exactitude passée des estimations de la direction relatives aux projections de flux de trésorerie, aux taux de croissance des produits et aux marges bénéficiaires en comparant les projections passées de la direction à la performance réelle et historique. Nous avons comparé les projections de produits de la direction pour chacun des cinq prochains exercices aux données du marché et aux attentes des analystes au sujet du moment de la reprise dans le secteur, après la pandémie de COVID-19, lorsque c'était possible. Nous avons effectué une analyse de sensibilité concernant les principales hypothèses, comme les projections de produits, le taux de croissance perpétuel et les taux d'actualisation, afin d'évaluer leur incidence sur le calcul de la valeur recouvrable.

Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations fournies sur cette question par le groupe à la note 17 des états financiers consolidés ci-joints.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, outre les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Wajih Chemali.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.¹

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Montréal (Québec)
Le 19 mai 2021

¹CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121006

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux	Notes	31 mars 2021	31 mars 2020
Actif	20		
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		95 470 \$	45 841 \$
Comptes clients		99 724	112 558
Impôts à recevoir		1 708	1 291
Stocks	12	216 441	241 119
Instruments financiers dérivés	13	4 903	28
Autres actifs à court terme	14	16 523	21 213
		434 769	422 050
Immobilisations corporelles, montant net	15	227 621	259 641
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	16	51 996	64 047
Instruments financiers dérivés	13	9 374	3 498
Actifs d'impôt différé	24	8 485	19 698
Goodwill	17	115 970	120 773
Autres actifs à long terme	14	5 069	9 141
Total de l'actif		853 284 \$	898 848 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer	18	109 809 \$	126 488 \$
Provisions	19	25 271	27 679
Avances de clients et facturations progressives		40 867	34 885
Impôts à payer		2 107	1 403
Instruments financiers dérivés	13	—	9 321
Tranche à court terme de la dette à long terme	20	15 315	16 857
		193 369	216 633
Dette à long terme	20	235 384	272 760
Provisions	19	17 548	19 527
Instruments financiers dérivés	13	544	14 667
Passifs d'impôt différé	24	9 383	8 812
Autres passifs	21	5 324	17 001
		461 552	549 400
Capitaux propres			
Capital émis	22	86 222	79 757
Surplus d'apport		5 126	5 792
Cumul des autres éléments du résultat global	23	16 279	7 160
Résultats non distribués		282 831	255 221
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		390 458	347 930
Participations ne donnant pas le contrôle		1 274	1 518
		391 732	349 448
Total du passif et des capitaux propres		853 284 \$	898 848 \$

Engagements et éventualités (notes 26 et 27)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin
Administrateur



Gilles Labbé
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2021	2020
Ventes	6, 29	570 685 \$	612 996 \$
Coût des ventes	7, 8, 12	475 768	509 876
Marge brute		94 917	103 120
Frais de vente et d'administration	7, 8	49 706	50 572
Éléments non récurrents	9	11 115	82 618
Résultat opérationnel		34 096	(30 070)
Frais financiers nets	10	7 909	7 846
Résultat avant impôt sur le résultat		26 187	(37 916)
Charge d'impôt sur le résultat	9, 24	6 374	12 742
Résultat net		19 813 \$	(50 658) \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		20 057	(50 113)
Participations ne donnant pas le contrôle		(244)	(545)
		19 813 \$	(50 658) \$
Bénéfice (perte) par action – de base et dilué(e)	11	0,55 \$	(1,38) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2021	2020
Autres éléments du résultat global :			
Éléments pouvant être reclassés en résultat net			
Gains (pertes) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	23	(20 781) \$	15 579 \$
Couvertures de flux de trésorerie :	23		
Gains nets (pertes nettes) sur évaluation des instruments financiers dérivés		29 197	(17 990)
Pertes nettes sur instruments financiers dérivés reclassés en résultat net		1 425	1 376
Impôt différé		(8 189)	4 484
		22 433	(12 130)
Gains (pertes) sur les couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	23	8 547	(7 168)
Impôt différé		(1 080)	377
		7 467	(6 791)
Éléments qui ne sont jamais reclassés en résultat net			
Régimes de retraite à prestations définies :	25		
Gains (pertes) sur la réévaluation		10 262	(2 398)
Impôt différé		(2 709)	631
		7 553	(1 767)
Autres éléments du résultat global		16 672 \$	(5 109) \$
Résultat global			
Résultat net		19 813 \$	(50 658) \$
Autres éléments du résultat global		16 672	(5 109)
Résultat global		36 485 \$	(55 767) \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		36 729	(55 222)
Participations ne donnant pas le contrôle		(244)	(545)
		36 485 \$	(55 767) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2020		79 757 \$	5 792 \$	7 160 \$	255 221 \$	347 930 \$	1 518 \$	349 448 \$
Actions ordinaires émises dans le cadre du régime d'options sur actions	22	6 465	(1 811)	—	—	4 654	—	4 654
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	1 145	—	—	1 145	—	1 145
Résultat net		—	—	—	20 057	20 057	(244)	19 813
Autres éléments du résultat global	23	—	—	9 119	7 553	16 672	—	16 672
Solde au 31 mars 2021		86 222 \$	5 126 \$	16 279 \$	282 831 \$	390 458 \$	1 274 \$	391 732 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2019		79 676 \$	4 707 \$	10 502 \$	307 101 \$	401 986 \$	2 112 \$	404 098 \$
Actions ordinaires émises dans le cadre du régime d'options sur actions	22	81	(23)	—	—	58	—	58
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	1 108	—	—	1 108	—	1 108
Acquisition d'une participation minoritaire dans Tekalia	5	—	—	—	—	—	(544)	(544)
Apport en capital d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale	5	—	—	—	—	—	495	495
Résultat net		—	—	—	(50 113)	(50 113)	(545)	(50 658)
Autres éléments du résultat global	23	—	—	(3 342)	(1 767)	(5 109)	—	(5 109)
Solde au 31 mars 2020		79 757 \$	5 792 \$	7 160 \$	255 221 \$	347 930 \$	1 518 \$	349 448 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2021	2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :			
Activités d'exploitation			
Résultat net		19 813 \$	(50 658) \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement	15, 16	43 086	43 643
Impôt différé	24	225	1 300
Perte (gain) à la vente d'immobilisations corporelles et de logiciels		492	(141)
Dépréciation du goodwill, des actifs d'impôt différé et des autres actifs à long terme	9, 14, 17, 24	—	85 808
Frais financiers nets hors trésorerie	10	1 573	1 041
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	1 145	1 108
Flux de trésorerie d'exploitation		66 334	82 101
Variation nette des éléments hors trésorerie	28	22 854	(29 528)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		89 188	52 573
Activités d'investissement			
Paiement en espèces pour des acquisitions d'entreprises	5	—	(17 149)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	15	(21 259)	(20 645)
Augmentation nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	16	(643)	(1 598)
Apport en capital d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale		—	495
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles		379	4 053
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(21 523)	(34 844)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme		68 113	30 927
Remboursement de la dette à long terme		(89 616)	(38 024)
Émission d'actions ordinaires	22	4 654	58
Augmentation des frais de financement différés		—	(897)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(16 849)	(7 936)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(1 187)	920
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		49 629	10 713
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		45 841	35 128
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		95 470 \$	45 841 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :			
Intérêts payés		2 374 \$	6 905 \$
Intérêts reçus		761 \$	100 \$
Impôts payés		5 861 \$	6 775 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 600, tour Ouest, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales («Héroux-Devtek» ou la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques d'avions.

La Société exerce ses activités dans un secteur d'exploitation, soit le secteur de l'aérospatiale.

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole «HRX».

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur, des provisions, qui sont évaluées selon la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour éteindre l'obligation, et des obligations au titre des prestations de retraite, qui sont évaluées à la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB») et ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 19 mai 2021.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive sauf pour Tekalia Inc., dans laquelle la Société détient une participation donnant le contrôle de 67 %. Les principales filiales en propriété exclusive de la Société comprises dans les présents états financiers consolidés sont les suivantes :

Nom	Emplacement géographique
Devtek Aerospace Inc.	Canada
HDI Landing Gear USA Inc.	États-Unis
APPH Limited	Royaume-Uni
Beaver Aerospace & Defense Inc.	États-Unis
Compañia Española de Sistemas Aeronauticos S.A.	Espagne

Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société détient le pouvoir sur l'entité émettrice; qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice; et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir pour influencer sur le montant de ces rendements. La Société réévalue si elle contrôle ou non l'entité émettrice lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des trois éléments du contrôle mentionnés ci-dessus ont changé. Les modifications du pourcentage de participation de la Société dans les filiales, qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Le coût d'une acquisition est établi comme étant le total de la contrepartie payée, évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Pour chaque regroupement d'entreprises, la Société évalue la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur ou selon la quote-part de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de Héroux-Devtek Inc., selon des méthodes comptables uniformes. Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de comptes intersociétés sont complètement éliminés.

NOTE 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek et de ses activités au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain, celle des établissements au Royaume-Uni, la livre sterling, et celle des établissements en Espagne, l'euro. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

Conversion des transactions et des soldes de comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture, et les états des résultats sont convertis au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans les états des résultats consolidés.

B. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

C. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes.

Les stocks comprennent les matières premières (y compris les pièces achetées), les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire, à l'exception de certaines matières premières évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans les états des résultats consolidés à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

D. Immobilisations corporelles

Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts peuvent comprendre le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts comprennent également des coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible (voir le point F).

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 25 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : 10 ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels des quantités déterminées par contrat.
- Pièces d'outillage standard et générales – 3 à 5 ans
- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus dans l'état des résultats consolidé de l'exercice au cours duquel l'actif est décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actualisée du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Se reporter au point L de la présente note et à la note 4, *Principales estimations et hypothèses comptables*, pour de plus amples informations sur la provision au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, les relations clients et les contrats ainsi que les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice que l'actif incorporel pourrait être déprécié. La période et la méthode d'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont passées en revue chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs associés aux actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

Coûts de développement

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société peut démontrer :

- la faisabilité de l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'actif incorporel et de le mettre en service ou de le vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'actif;
- la façon dont l'actif générera des avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'actif incorporel;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction des quantités prévues préétablies destinées à la vente. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients connexes.

Les quantités prévues destinées à la vente sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes et des options existantes. La direction de la Société mène des examens trimestriels ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des quantités établies par contrat, des coûts de développement capitalisés liés aux contrats et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Habituellement, la phase de développement s'étend sur une période de 4 à 7 ans. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

Relations clients et contrats

Les relations clients et les contrats sont amortis selon la méthode linéaire sur les durées d'utilité estimatives des relations clients et contrats connexes, ce qui représente une période d'au plus 15 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur une période de 3 à 7 ans.

F. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent, sauf lorsqu'ils sont capitalisés à même le coût d'un actif admissible. Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque la Société :

- engage des dépenses pour l'actif;
- engage des coûts d'emprunt;
- entreprend des activités indispensables à la préparation de l'actif préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue, dans la mesure où ces activités sont menées sur une période dépassant le cycle opérationnel normal de la Société (12 mois).

Par contre, la Société cesse de capitaliser les coûts d'emprunt lorsque la quasi-totalité des activités indispensables à la préparation de l'actif admissible préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue sont terminées.

G. Regroupement d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais liés à l'acquisition associés aux regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie («UGT») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise sont attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

H. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Un test de dépréciation de l'exercice précédent peut être utilisé dans le test de dépréciation annuel lorsque des critères précis sont respectés. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget et du plan stratégique, qui couvrent une période de cinq ans, approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, des tendances du marché et de l'industrie, ainsi que des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de cinq ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels l'UGT participe. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôts reposant sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Les pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur. En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte

de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

I. Actifs financiers

Comptabilisation initiale

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net («JVRN»), au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global («JVAERG»). Le classement est fonction de deux critères, soit le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs, et la question de savoir si les flux de trésorerie contractuels des instruments correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le «critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels»). Les actifs financiers de la Société qui sont détenus dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers afin de recouvrer des flux de trésorerie contractuels qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels sont classés et évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et de certains autres actifs à court terme et à long terme.

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre qu'à la JVRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVRN

Les actifs financiers à la JVRN comprennent certains instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les actifs financiers à la JVRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

Coût amorti

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils comprennent principalement les comptes clients et certains autres actifs à court terme et à long terme. Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Une provision pour créances douteuses est comptabilisée en cas de perte de valeur d'un compte client. Également, en vertu de l'approche prospective fondée sur les pertes de crédit attendues, tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la JVRN, sont soumis à un test de dépréciation au moins à chaque date de présentation de l'information financière. Les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus aux termes d'un contrat et tous les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir. Le déficit est ensuite actualisé à un taux qui est une approximation du taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

La Société considère qu'un actif financier est en défaut lorsque le recouvrement d'un compte client est en souffrance depuis 30 jours selon les modalités contractuelles. Toutefois, dans certains cas, la Société peut également considérer qu'un actif financier est en défaut lorsque les renseignements internes ou externes indiquent qu'il est peu probable que la Société reçoive la totalité des montants contractuels dus avant la prise en compte des rehaussements de crédit éventuels dont elle dispose. Le risque de crédit d'un actif financier est jugé plus élevé aussitôt que l'actif financier est en souffrance depuis 30 jours. La Société surveille régulièrement ces comptes clients pour s'assurer qu'ils ne présentent pas un risque de crédit important. Dans certains cas, le fait que certains comptes clients soient en souffrance n'est pas forcément une indication d'un risque de crédit plus élevé, ceux-ci étant par la suite recouverts. Un actif financier est radié lorsqu'il n'est raisonnablement plus possible de s'attendre à recouvrer les flux de trésorerie contractuels, ce qui est généralement le cas si le compte client est en souffrance depuis 90 jours, à moins que la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère tardif convient davantage.

Pour ce qui est des comptes clients, la Société a appliqué l'approche simplifiée et a calculé les pertes de crédit attendues selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie, compte tenu des pertes de crédit historiques, ajustées en fonction de facteurs prospectifs en lien avec les débiteurs et le contexte économique. Si, dans un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur estimative augmente ou diminue en raison d'un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est augmentée ou diminuée en ajustant la valeur comptable des actifs financiers. Si un montant radié est recouvert ultérieurement, le recouvrement est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

JVAERG

Les actifs financiers à la JVAERG comprennent les swaps de devises et de taux d'intérêt qui servent à couvrir les investissements nets dans certaines filiales à l'étranger et les contrats de change à terme. Ils sont comptabilisés à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, s'il y a lieu.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

J. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN comprennent les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés à la JVAERG. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les gains et pertes sur les passifs financiers à la JVAERG sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Coût amorti

Les dettes, les comptes fournisseurs, les charges à payer, les provisions et certains autres passifs sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, lorsqu'ils n'ont pas été désignés à la JVRN.

Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

K. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme, les swaps de devises et de taux d'intérêt et les swaps sur actions, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt et aux autres fluctuations de prix. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Couvertures de flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger (voir ci-dessous). La couverture de l'exposition liée à la variabilité des flux de trésorerie est attribuable à un risque associé à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et sont appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été hautement efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés.

Couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger. La partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés à la cession des investissements nets connexes.

L. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse 12 mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôts qui reflète les risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, leur actualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

Contrats déficitaires

Ils représentent des marges négatives anticipées sur des contrats en cours ou dans le carnet de commandes (bons de commande fermes des clients).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La valeur actualisée de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur valeur actualisée. La valeur actualisée des obligations correspond à la somme des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés liés aux coûts afférents aux obligations juridiques relatives à la remise en état future. Les coûts de mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité. La charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers à mesure qu'elle survient. Les coûts de démantèlement futurs estimatifs sont passés en revue chaque année et ajustés au besoin. Les variations des coûts futurs estimatifs sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés lorsqu'elles surviennent.

Garantie liée aux produits

Cette provision couvre le coût des défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Litiges et autres

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques estimatifs liés à ces litiges.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a mis en œuvre un plan de restructuration détaillé qui a été communiqué de façon suffisamment détaillée pour créer une obligation implicite. Une provision pour restructuration ne comprend que les coûts directement liés au plan de restructuration, et est mesurée selon la meilleure estimation du montant requis pour régler les obligations de la Société.

M. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie des coûts engagés à l'égard de contrats précis. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

N. Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la période qui correspond à la durée de la dette à long terme connexe.

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et des services passés liés à ces régimes de retraite est comptabilisé dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration au poste «Charges du personnel» dans les états des résultats consolidés, tandis que les frais d'administration liés à ces régimes de retraite sont inclus dans les frais de vente et d'administration. Les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts nets sur le surplus ou le déficit net sont comptabilisés dans les frais financiers.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés, les taux d'actualisation et d'autres facteurs actuariels.

Les passifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres passifs aux bilans consolidés représentent la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes.

Les réévaluations des régimes à prestations définies comprennent les gains et les pertes actuariels, les changements dans l'effet du plafonnement de l'actif ainsi que le rendement des actifs des régimes à l'exclusion du montant compris dans l'intérêt net sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies. Les réévaluations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles sont réalisées.

Les coûts des services passés découlant des modifications apportées aux régimes sont comptabilisés en totalité dans les états des résultats consolidés.

P. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'option sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises en faveur des dirigeants et employés clés. La Société utilise un modèle binomial pour déterminer, au moment de l'attribution, la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.

Régime d'unités d'action différées («UAD»)

La Société offre un régime d'UAD en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la fin de leur mandat, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente un montant en numéraire égal à une fois le cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 100 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période de un an. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à l'exercice et au paiement des UAD à la fin du mandat de chacun des administrateurs.

Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

La Société offre un régime d'UAR dans le cadre du régime de rémunération incitative à l'intention des dirigeants et des employés clés. Les UAR sont acquises sur une période de trois ans. Les UAR permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAR dont les droits sont acquis, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières.

Les UAR sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et un montant correspondant est comptabilisé dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAR à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

Q. Comptabilisation des produits

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des escomptes estimés et après élimination des ventes intersociétés. Les produits de la vente de biens sont comptabilisés de manière à illustrer le transfert des biens promis à un client selon un montant reflétant la contrepartie attendue en échange du transfert de ces biens. L'application de ce concept se déroule en cinq étapes :

1. Identifier le contrat conclu avec un client
2. Identifier les obligations de prestation prévues au contrat
3. Déterminer le prix de transaction
4. Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat
5. Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli ou à mesure qu'elle remplit une obligation de prestation, généralement à la livraison des produits

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de composantes aéronautiques nouvelles ou remises en état sont considérés comme une seule et même obligation de prestation et sont comptabilisés au moment précis où le client a obtenu le contrôle de la composante et que la Société a rempli son obligation de prestation. En général, ces conditions sont satisfaites à la livraison des biens.

R. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt, les subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions connexes seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un élément de charge, elle est comptabilisée en tant que réduction de la charge au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée subventionner. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe.

Les prêts non remboursables sous conditions des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspondent, à la date d'octroi, à la différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans le bilan consolidé. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspond à la valeur actualisée de tous les décaissements futurs de trésorerie, calculée à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

Après la comptabilisation initiale, le prêt est comptabilisé comme un passif financier évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les remboursements sont fondés essentiellement sur la croissance des ventes de la Société, ou sur les ventes de programmes particuliers. Les hypothèses sous-jacentes aux ventes prévues, qui sont passées en revue au moins une fois l'an, servent à établir le calendrier des remboursements prévus. Lorsque le calendrier des remboursements prévus est modifié, la Société recalcule la valeur comptable du prêt en utilisant le taux d'intérêt effectif initial, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les frais financiers.

S. Impôts et taxes

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;
- en ce qui concerne les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les autres différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera réalisé, contre lequel la Société pourra appliquer les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et si l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxes de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant des taxes de vente, sauf lorsque les taxes de vente payables sur l'achat de biens ou de services ne sont pas recouvrables auprès des administrations fiscales, auquel cas les taxes de vente sont comptabilisées dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant des taxes de vente, le cas échéant.

Le montant net des taxes de vente recouvrables auprès de l'administration fiscale, ou payables à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé.

T. Bénéfice par action

Le bénéfice de base et dilué par action est calculé à partir du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Il est également déterminé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Cette méthode suppose que le produit provenant des options sur actions dans le cours serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

U. Contrats de location

L'actif au titre du droit d'utilisation et l'obligation locative sont comptabilisés à la date de début du contrat. Certaines exemptions s'appliquent aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. Le coût est fondé sur le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien sous-jacent ou pour la restauration du lieu sur lequel repose le bien, déduction faite des avantages incitatifs reçus.

Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation est périodiquement diminué de la charge d'amortissement et des pertes de valeurs, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte, étant donné que ce mode reflète le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs. La durée du contrat de location comprend les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les durées des contrats de location s'échelonnent de 1 an à 20 ans pour les bâtiments et de 1 an à 7 ans pour la machinerie, l'équipement et l'outillage.

Obligations locatives

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise les obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers à effectuer sur la durée du contrat de location. Les paiements de loyers comprennent principalement les paiements fixes, déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, et le prix d'exercice de l'option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements. Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, la Société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Après la date de début, le montant des obligations locatives est majoré pour refléter l'accumulation des intérêts et réduit en fonction des paiements de loyers versés. En outre, la valeur comptable des obligations locatives est réévaluée s'il y a une modification, un changement dans la durée du contrat de location, un changement aux paiements de loyers fixes en substance ou un changement dans l'appréciation visant à déterminer si le bien sous-jacent sera acheté.

La Société détermine la durée du contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer ou les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Après la date de début, la Société revoit la durée du contrat de location s'il se produit un événement ou changement de circonstance important qui dépend de sa volonté et qui a une incidence sur sa capacité d'exercer ou non l'option de renouvellement (p. ex., un changement de la stratégie d'affaires).

NOTE 4. PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

A. Incidence de la COVID-19

Les incertitudes entourant la pandémie de COVID-19 ont nécessité le recours à des estimations et des jugements importants. Au 31 mars 2021, la Société a procédé à une évaluation du risque de dépréciation de ses actifs, y compris une revue détaillée du risque de crédit découlant de ses comptes clients, une évaluation de ses niveaux de stocks pour déterminer les risques de stocks excédentaires ou obsolètes, et une évaluation du goodwill et autres actifs non financiers. De cette évaluation, il est ressorti qu'aucune charge au titre de la dépréciation n'avait à être comptabilisée à la fin de l'exercice considéré. Des charges au titre de la dépréciation de 85 808 \$, touchant principalement le goodwill, avaient été comptabilisées à la fin de l'exercice 2020, au début de la pandémie. En raison des incertitudes actuelles entourant l'incidence de la COVID-19, il existe un risque important que des ajustements significatifs de la valeur comptable des postes suivants soient nécessaires pour les périodes futures de présentation de l'information financière : les comptes clients, les stocks, les immobilisations corporelles, les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, les actifs d'impôt différé, le goodwill, la provision au titre des contrats déficitaires, les prêts des autorités gouvernementales et les obligations au titre des prestations définies. Il est impossible à l'heure actuelle de prédire la durée et l'incidence financière de la pandémie de COVID-19 et, par le fait même, les estimations de la mesure dans laquelle la COVID-19 pourrait nuire de façon significative à la situation financière consolidée, aux activités et aux résultats financiers consolidés de la Société sont sujettes à une incertitude importante.

B. Dépréciation des actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 17.

C. Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

D. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25.

E. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

F. Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

G. Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou secteurs de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou secteurs sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et

futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

H. Relations clients

Les relations clients acquises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont considérées comme étant des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée. Leur valeur est estimée au moment de l'acquisition au moyen de méthodes d'évaluation reposant sur diverses hypothèses sous-jacentes, qui touchent notamment :

- les commandes futures attendues;
- l'exécution opérationnelle et la gestion des coûts;
- la stabilité de la conjoncture économique, y compris les taux de change;
- les cadences de production;
- les dépenses des gouvernements.

Les relations clients sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité, sans dépasser 15 ans.

NOTE 5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisition d'Alta Précision (exercice 2020)

Le 7 juin 2019, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions d'Alta Précision Inc. («Alta») pour un montant de 18 552 \$. Situé à Montréal, au Canada, Alta est un fabricant de composants de train d'atterrissage de haute précision. L'acquisition a été financée au moyen des facilités de crédit disponibles de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises.

Alta était actionnaire minoritaire de Tekalia. L'acquisition a fait en sorte d'accroître la participation de la Société dans Tekalia, la faisant passer de 60 % au 31 mars 2019 à 67 %. Dans le cadre de cette acquisition, la Société a engagé des frais liés aux acquisitions qui sont présentés à la note 9.

Le 5 mai 2020, la Société a annoncé la fermeture des installations d'Alta en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le marché de l'aérospatiale commerciale (voir la note 9). Les activités en lien avec Alta ont été transférées vers d'autres unités opérationnelles où certains contrats sont maintenus, de même que les actifs acquis et passifs pris en charge correspondants.

Cession d'APPH Bolton

Le 4 mai 2021, Héroux-Devtek a conclu une entente visant la vente de ses activités de Bolton, au Royaume-Uni, à Ontic Engineering & Manufacturing UK Limited, pour un prix de vente de 2 700 £ (4 614 \$) compte non tenu d'un montant de 900 £ (1 538 \$), qui dépend de l'atteinte de certains objectifs commerciaux. L'opération sera comptabilisée au premier trimestre de l'exercice 2022 et ne devrait donner lieu à aucun gain important ni à aucune perte importante sur la cession de l'unité opérationnelle.

NOTE 6. VENTES ET CARNET DE COMMANDES

Le montant des ventes comptabilisées par secteur se présente comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Civil	193 220 \$	283 737 \$
Défense	377 465	329 259
Total des ventes	570 685 \$	612 996 \$
Carnet de commandes fermes aux 31 mars	717 000	810 000

Le carnet de commandes fermes ne tient compte que de la valeur des commandes fermes. Ces commandes pourraient faire l'objet de modifications futures susceptibles d'avoir une incidence sur le montant et/ou le moment de la comptabilisation des produits.

NOTE 7. AIDE GOUVERNEMENTALE

L'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (note 16)	1 016 \$	833 \$
Immobilisations corporelles (note 15)	682	30
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	17 728	4 065

L'aide gouvernementale comprend des crédits d'impôt à la recherche et au développement, d'autres crédits et des subventions.

Pour l'exercice 2021, l'aide gouvernementale comptabilisée dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration correspond essentiellement à la Subvention salariale d'urgence du Canada.

NOTE 8. COÛT DES VENTES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments de ces charges s'établissent comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Matières premières et pièces achetées	223 626 \$	221 456 \$
Charges du personnel	174 206	201 675
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (notes 15 et 16)	43 086	43 643
Autres	84 556	93 674
	525 474 \$	560 448 \$
Élément compris dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration :		
(Pertes) gains de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets	(1 456)	1 196

NOTE 9. ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Les éléments non récurrents se présentent comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Éléments non récurrents du résultat opérationnel		
Charges de restructuration	11 115 \$	— \$
Dépréciation du goodwill (note 17)	—	79 736
Réduction de valeur des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir (note 14)	—	2 267
Frais liés aux acquisitions (note 5)	—	615
	11 115 \$	82 618 \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat		
Réduction de valeur des actifs d'impôt différé (note 24)	— \$	3 805 \$
	— \$	3 805 \$

Charges de restructuration

Au cours de l'exercice 2021, Héroux-Devtek a annoncé la mise en œuvre d'initiatives de restructuration à la lumière de la pandémie de COVID-19 actuelle. Ces initiatives touchent 15 % de l'effectif, ou environ 315 employés, et comprennent la fermeture d'Alta Précision et d'APPH Wichita.

À ce jour, 11 115 \$ de frais connexes ont été comptabilisés, comparativement aux 12 000 \$ annoncés initialement, ce qui comprend essentiellement les charges salariales et les coûts de démantèlement et de relocalisation de la machinerie. En tout, 85 % des suppressions de postes ont été effectuées et celles qui restent se feront essentiellement après la fermeture d'APPH Wichita, qui est prévue d'ici la fin de l'année civile en cours. La fermeture d'Alta Précision est pratiquement terminée. Au 31 mars 2021, il restait au bilan consolidé des provisions pour restructuration d'un montant de 3 607 \$.

Dépréciation du goodwill et réduction de valeur des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir et des actifs d'impôt différé

La direction évalue la recouvrabilité des actifs à partir du budget et du plan stratégique sur cinq ans. Le budget et le plan stratégique sont préparés en se basant sur les cadences de production publiées de fabricants d'avions, les prévisions de l'industrie aérospatiale, les prévisions économiques générales et l'expérience.

La baisse importante de la demande prévue de produits de l'aérospatiale commerciale résultant de la pandémie de COVID-19 actuelle a été prise en compte dans ces estimations, y compris les réductions de cadence de production, dont la diminution du volume d'avions commerciaux gros porteurs de 40 % déjà annoncée par Airbus et Boeing.

La révision à la baisse de ces prévisions a entraîné la comptabilisation de charges hors trésorerie au titre de la dépréciation du goodwill, des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir et des actifs d'impôt différé au cours de l'exercice 2020.

Frais liés aux acquisitions

Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs à l'acquisition d'Alta Précision au cours de l'exercice précédent.

NOTE 10. FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets se présentent comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	3 018 \$	2 380 \$
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (note 20)	(1 649)	(3 153)
Amortissement des frais de financement différés	794	756
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 25)	394	238
Autres (produits) frais financiers hors trésorerie	(984)	820
Frais financiers nets hors trésorerie	1 573	1 041
Charges d'intérêts	7 097	6 905
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(761)	(100)
	7 909 \$	7 846 \$

NOTE 11. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice de base et dilué par action pour les exercices :

	2021	2020
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	36 429 244	36 362 702
Effet dilutif des options sur actions de la Société	93 587	—
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36 522 831	36 362 702
Options exclues du calcul du bénéfice dilué par action ¹	862 000	1 497 595

¹ Exclues du calcul du bénéfice dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

NOTE 12. STOCKS

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Matières premières et pièces achetées	106 528 \$	121 528 \$
Produits en cours	107 075	116 627
Produits finis	2 838	2 964
	216 441 \$	241 119 \$

Le montant des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour l'exercice clos le 31 mars 2021 s'est élevé à 366 432 \$ (397 614 \$ en 2020).

Les provisions liées aux stocks se présentent comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Provisions constatées à titre de coût des ventes	11 469 \$	9 113 \$
Reprises de provisions d'exercices antérieurs	4 002	4 205

Pour l'exercice 2021, les reprises de provisions d'exercices antérieurs comprennent des charges de 3 147 \$ (3 951 \$ en 2020) relativement à des produits livrés ou ayant fait l'objet d'une radiation au cours de l'exercice, à l'égard desquels une provision pour perte de valeur a été comptabilisée au cours d'exercices antérieurs pour les ramener à leur valeur nette de réalisation, sans incidence sur le résultat. Elles comprennent aussi le résultat de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente, de la demande future et des coûts de fabrication connexes. La réévaluation tient compte des variations du prix de vente et du nombre d'unités à livrer en vertu des contrats conclus, de même que de la baisse des coûts de production résultant de l'amélioration des processus de fabrication.

NOTE 13. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Actifs à court terme		
Contrats de change à terme	4 903 \$	28 \$
	4 903 \$	28 \$
Actifs à long terme		
Contrats de change à terme	6 423 \$	— \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	1 863	3 498
Swap sur actions	1 088	—
	9 374 \$	3 498 \$
Passifs à court terme		
Contrats de change à terme	— \$	9 321 \$
	— \$	9 321 \$
Passifs à long terme		
Contrats de change à terme	— \$	12 540 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	544	1 211
Swap sur actions	—	916
	544 \$	14 667 \$

NOTE 14. AUTRES ACTIFS

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	7 247 \$	7 371 \$
Frais payés d'avance	5 055	5 904
Taxes de vente à recevoir	3 010	2 629
Ajustement du fonds de roulement à recevoir	—	3 595
Autres	1 211	1 714
Autres actifs à court terme	16 523 \$	21 213 \$
Crédits d'impôt à recevoir (note 9)	1 445	5 737
Créance à long terme	3 568	3 404
Actif net au titre des régimes de retraite (note 25)	56	—
Autres actifs à long terme	5 069 \$	9 141 \$

L'ajustement du fonds de roulement à recevoir concerne l'acquisition à l'exercice 2019 de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A. Le montant a été reçu au cours de l'exercice 2021.

NOTE 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2020	17 572 \$	144 801 \$	305 453 \$	22 800 \$	3 040 \$	493 666 \$
Acquisitions	—	7 354	14 686	2 608	(1 166)	23 482
Aide gouvernementale (note 7)	—	(62)	(554)	(66)	—	(682)
Mises hors service et cessions	—	(9 537)	(3 741)	(205)	—	(13 483)
Incidence des variations des taux de change	(789)	(8 102)	(14 053)	(954)	(211)	(24 109)
Au 31 mars 2021	16 783 \$	134 454 \$	301 791 \$	24 183 \$	1 663 \$	478 874 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2020	— \$	43 278 \$	176 571 \$	14 176 \$	— \$	234 025 \$
Charge d'amortissement	—	7 728	22 794	3 136	—	33 658
Mises hors service et cessions	—	(925)	(4 841)	(72)	—	(5 838)
Incidence des variations des taux de change	—	(2 912)	(6 988)	(692)	—	(10 592)
Au 31 mars 2021	— \$	47 169 \$	187 536 \$	16 548 \$	— \$	251 253 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	16 783 \$	87 285 \$	114 255 \$	7 635 \$	1 663 \$	227 621 \$

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2019	19 029 \$	128 725 \$	269 337 \$	19 492 \$	2 133 \$	438 716 \$
Acquisitions	30	9 302	16 245	2 699	772	29 048
Acquisitions d'entreprises	—	7 036	12 316	194	—	19 546
Aide gouvernementale (note 7)	—	—	(30)	—	—	(30)
Mises hors service et cessions	(1 975)	(2 620)	(642)	(28)	—	(5 265)
Incidence des variations des taux de change	488	2 358	8 227	443	135	11 651
Au 31 mars 2020	17 572 \$	144 801 \$	305 453 \$	22 800 \$	3 040 \$	493 666 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2019	— \$	34 349 \$	150 511 \$	11 010 \$	— \$	195 870 \$
Charge d'amortissement	—	7 975	21 889	3 269	—	33 133
Mises hors service et cessions	—	(352)	(631)	(370)	—	(1 353)
Incidence des variations des taux de change	—	1 306	4 802	267	—	6 375
Au 31 mars 2020	— \$	43 278 \$	176 571 \$	14 176 \$	— \$	234 025 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2020	17 572 \$	101 523 \$	128 882 \$	8 624 \$	3 040 \$	259 641 \$

Actifs au titre de droits d'utilisation

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation de la Société aux 31 mars 2021 et 2020, inclus dans les immobilisations corporelles :

	Bâtiments et aménagement des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Total
Coût :				
Au 31 mars 2020	26 729 \$	44 827 \$	1 526 \$	73 082 \$
Acquisitions	—	1 121	556	1 677
Mises hors service et cessions	(7 711)	—	—	(7 711)
Incidence des variations des taux de change	(717)	(6)	(100)	(823)
Au 31 mars 2021	18 301 \$	45 942 \$	1 982 \$	66 225 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2020	2 250 \$	15 748 \$	532 \$	18 530 \$
Charge d'amortissement	2 572	5 851	439	8 862
Mises hors service et cessions	(206)	—	—	(206)
Incidence des variations des taux de change	(166)	(1)	(53)	(220)
Au 31 mars 2021	4 450 \$	21 598 \$	918 \$	26 966 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	13 851 \$	24 344 \$	1 064 \$	39 259 \$

	Bâtiments et aménagement des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Total
Coût :				
Au 1 ^{er} avril 2019	12 969 \$	41 368 \$	1 271 \$	55 608 \$
Acquisitions	6 498	3 454	206	10 158
Acquisitions d'entreprises	6 844	—	—	6 844
Incidence des variations des taux de change	418	5	49	472
Au 31 mars 2020	26 729 \$	44 827 \$	1 526 \$	73 082 \$
Amortissement cumulé :				
Au 1 ^{er} avril 2019	— \$	10 006 \$	— \$	10 006 \$
Charge d'amortissement	2 201	5 741	513	8 455
Incidence des variations des taux de change	49	1	19	69
Au 31 mars 2020	2 250 \$	15 748 \$	532 \$	18 530 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2020	24 479 \$	29 079 \$	994 \$	54 552 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Acquisitions brutes	23 482 \$	29 048 \$
Aide gouvernementale (note 7)	(682)	(30)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	22 800	29 018
Ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation hors trésorerie	(1 677)	(10 158)
Variation des acquisitions non payées incluses dans les comptes fournisseurs et charges à payer à la fin de l'exercice	136	1 785
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	21 259 \$	20 645 \$

Au 31 mars 2021, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties était de 120 314 \$ (110 782 \$ au 31 mars 2020).

NOTE 16. ACTIFS INCORPORELS À DURÉE D'UTILITÉ DÉTERMINÉE

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2020	25 955 \$	24 344 \$	72 103 \$	122 402 \$
Acquisitions	9 391	1 782	—	11 173
Financement de clients	(9 514)	—	—	(9 514)
Aide gouvernementale (note 7)	(953)	(63)	—	(1 016)
Mises hors service et cessions	(76)	(369)	(484)	(929)
Incidence des variations des taux de change	(145)	(1 014)	(3 560)	(4 719)
Au 31 mars 2021	24 658 \$	24 680 \$	68 059 \$	117 397 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2020	13 409 \$	18 554 \$	26 392 \$	58 355 \$
Charge d'amortissement	600	2 574	6 254	9 428
Mises hors service et cessions	(76)	(3)	(119)	(198)
Incidence des variations des taux de change	(44)	(840)	(1 300)	(2 184)
Au 31 mars 2021	13 889 \$	20 285 \$	31 227 \$	65 401 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	10 769 \$	4 395 \$	36 832 \$	51 996 \$

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2019	26 356 \$	21 912 \$	68 086 \$	116 354 \$
Acquisitions	5 740	2 090	—	7 830
Acquisitions d'entreprises	—	431	2 366	2 797
Financement de clients	(5 399)	—	—	(5 399)
Aide gouvernementale (note 7)	(833)	—	—	(833)
Mises hors service et cessions	—	(321)	—	(321)
Incidence des variations des taux de change	91	232	1 651	1 974
Au 31 mars 2020	25 955 \$	24 344 \$	72 103 \$	122 402 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2019	12 466 \$	15 778 \$	18 733 \$	46 977 \$
Charge d'amortissement	808	2 513	7 189	10 510
Mises hors service et cessions	—	(321)	—	(321)
Incidence des variations des taux de change	135	584	470	1 189
Au 31 mars 2020	13 409 \$	18 554 \$	26 392 \$	58 355 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2020	12 546 \$	5 790 \$	45 711 \$	64 047 \$

NOTE 17. GOODWILL

Le goodwill a évolué comme suit au cours des exercices :

	2021	2020
Solde au début de l'exercice	120 773 \$	189 012 \$
Acquisitions d'entreprises (note 5)	—	3 408
Dépréciation	—	(79 736)
Incidence des variations des taux de change	(4 803)	8 089
Solde à la fin de l'exercice	115 970 \$	120 773 \$

La valeur comptable nette du goodwill était affectée aux UGT suivantes aux :

	31 mars 2021	31 mars 2020
Amérique du Nord	22 594	24 799
Royaume-Uni	64 738	65 735
Espagne	28 638	30 239
Goodwill	115 970	120 773

Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour évaluer les valeurs recouvrables (valeur d'utilité) aux :

	31 mars 2021		31 mars 2020	
	Taux d'actualisation avant impôts	Taux de croissance perpétuel	Taux d'actualisation avant impôts	Taux de croissance perpétuel
Amérique du Nord	14,8 %	2,5 %	13,8 %	2,3 %
Royaume-Uni	14,6 %	2,5 %	13,8 %	2,3 %
Espagne	15,0 %	2,5 %	14,9 %	2,3 %

La valeur recouvrable est établie à partir du budget et du plan stratégique de la direction sur cinq ans. La direction prépare le budget et le plan stratégique en se basant sur les cadences de production publiées de fabricants d'avions, les prévisions de l'industrie aérospatiale, les prévisions économiques générales et l'expérience.

La baisse importante de la demande prévue de produits de l'aérospatiale commerciale résultant de la pandémie de COVID-19 actuelle a été prise en compte dans ces estimations, y compris les réductions de cadence de production, dont la diminution du volume d'avions commerciaux gros porteurs de 40 % annoncée par Airbus et Boeing en début d'exercice. La révision à la baisse de ces prévisions est le principal facteur à l'origine des charges de dépréciation de 53 035 \$ et de 26 701 \$ comptabilisées au cours de l'exercice 2020 respectivement pour les UGT Amérique du Nord et Espagne.

Les tests de dépréciation effectués au 31 mars 2021 n'ont pas indiqué que d'autres charges de dépréciation devaient être comptabilisées.

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, les changements du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrer la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars 2021 :

	Hausse additionnelle du taux d'actualisation avant impôt	Baisse additionnelle du taux de croissance perpétuel
Amérique du Nord	3,8 %	6,7 %
Royaume-Uni	1,0 %	1,5 %
Espagne	3,2 %	5,4 %

NOTE 18. COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Comptes fournisseurs ¹	57 508 \$	80 616 \$
Charges à payer ²	47 424	41 007
Autres	4 877	4 865
Comptes fournisseurs et charges à payer	109 809 \$	126 488 \$

¹⁾ Les comptes fournisseurs sont généralement réglés dans un délai de 30 à 60 jours.

²⁾ Les charges à payer comprennent principalement des passifs liés au personnel.

NOTE 19. PROVISIONS

	Contrats déficitaires	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Garantie liée aux produits	Restructuration (note 9)	Autres (note 26)	Total
Au 31 mars 2020	14 889 \$	6 443 \$	15 778 \$	— \$	10 096 \$	47 206 \$
Constituées au cours de l'exercice	202	51	3 208	8 239	2 554	14 254
Charges d'intérêts au titre de la désactualisation	—	119	—	—	—	119
Utilisées	(2 980)	(19)	(1 325)	(4 632)	(174)	(9 130)
Reprises	(1 772)	—	(4 731)	—	(844)	(7 347)
Ajustements du taux d'actualisation	—	(289)	(194)	—	—	(483)
Incidence des variations des taux de change	(991)	—	(549)	—	(260)	(1 800)
Au 31 mars 2021	9 348 \$	6 305 \$	12 187 \$	3 607	11 372 \$	42 819 \$
Moins : tranche à court terme	2 436	—	9 233	3 607	9 995	25 271
Tranche à long terme	6 912 \$	6 305 \$	2 954 \$	— \$	1 377 \$	17 548 \$

NOTE 20. DETTE À LONG TERME

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)	59 342 \$	96 472 \$
Prêts des autorités gouvernementales	90 382	88 590
Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti («emprunt à terme»)	75 000	60 000
Obligations locatives	28 274	44 665
Solde de prix de vente – acquisitions d'entreprise	—	2 983
Frais de financement différés, montant net	(2 299)	(3 093)
	250 699	289 617
Moins : tranche à court terme	15 315	16 857
Dettes à long terme	235 384 \$	272 760 \$

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie

La facilité renouvelable d'un montant maximal de 250 000 \$, dont un montant de 59 342 \$, ou 47 000 \$ US, a déjà été emprunté, vient à échéance en décembre 2024 et porte intérêt au taux LIBOR majoré de 1,2 %, soit un taux effectif de 1,3 % (96 472 \$, ou 68 000 \$ US, au taux LIBOR majoré de 1,5 %, soit 2,5 % au 31 mars 2020). Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter la limite d'un montant additionnel de 100 millions de dollars, sous réserve de l'approbation des prêteurs. La facilité renouvelable est garantie par la quasi-totalité des actifs de la Société et de ses filiales.

Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols afin de promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis selon un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits de Héroux-Devtek. Les prêts ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Au 31 mars 2021, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de ses prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte d'hypothèses révisées principalement à l'égard des prévisions de ventes à la baisse. Cet ajustement a donné lieu à un gain hors trésorerie de 1 649 \$ (3 153 \$ pour l'exercice 2020), qui est inclus dans les frais financiers nets (voir la note 10).

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts se situaient dans une fourchette de 0,0 % à 6,8 % au 31 mars 2021 (de 0,0 % à 6,8 % au 31 mars 2020).

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti

La Société a conclu une facilité d'emprunt à terme auprès du Fonds de solidarité FTQ pour un montant pouvant atteindre 75 000 \$. Au 31 mars 2021, la Société avait emprunté 75 000 \$ sur la facilité, comparativement à 60 000 \$ au 31 mars 2020, à la suite d'un emprunt d'une tranche de 15 000 \$ effectué par mesure de précaution, au cas où des liquidités additionnelles seraient nécessaires en raison de la pandémie de COVID-19.

La facilité d'emprunt à terme est entièrement utilisée et porte intérêt au taux moyen pondéré de 5,2 % (5,5 % au 31 mars 2020). Toutes les tranches sont remboursables à l'échéance le 30 septembre 2025. À compter du 30 septembre 2021, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés, sous réserve de certains frais.

Obligations locatives

Le taux d'emprunt marginal appliqué aux obligations locatives comptabilisées au 31 mars 2021 se situait dans une fourchette de 2,1 % à 7,0 % pour les contrats de location (2,8 % à 7,0 % au 31 mars 2020), échéant entre avril 2021 et mai 2039.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des obligations locatives :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Solde au début de l'exercice	44 665 \$	35 303 \$
Ajouts	1 677	10 158
Règlement	(9 130)	—
Paiements de loyers	(9 359)	(9 566)
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	1 587	1 819
Incidence des variations des taux de change	(1 166)	107
	28 274 \$	44 665 \$

La charge relative aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020 était négligeable.

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de ses filiales. La Société respectait toutes ces clauses restrictives au 31 mars 2021.

Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se présentent comme suit :

Exercices	Facilité renouvelable	Prêts des autorités gouvernementales	Emprunt à terme	Obligations locatives	Total
2022	1 151 \$	7 597 \$	3 907 \$	8 811 \$	21 466 \$
2023	783	7 846	3 907	6 376	18 912
2024	783	10 410	3 907	3 825	18 925
2025	59 690	11 060	3 907	2 417	77 074
2026	—	10 836	76 951	2 285	90 072
Au-delà de 5 ans	—	65 318	—	10 591	75 909
Sous-total	62 407	113 067	92 579	34 305	302 358
Moins : Intérêts	3 065	22 685	17 579	6 031	49 360
Solde de la dette ¹	59 342 \$	90 382 \$	75 000 \$	28 274 \$	252 998 \$

¹) Avant le montant net des frais de financement différés.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la dette à long terme.

	31 mars 2021	31 mars 2020
Dette à long terme au début de l'exercice	289 617 \$	260 306 \$
Adoption d'IFRS 16	—	14 892
Augmentation de la dette à long terme	69 790	41 085
Remboursement de la dette à long terme	(89 616)	(38 024)
Règlement des obligations locatives	(9 130)	—
Dette acquise dans le cadre d'acquisitions d'entreprises (note 5)	—	8 247
Amortissement des frais de financement différés (note 10)	794	756
Frais engagés pour modifier ou renouveler la facilité de crédit	—	(897)
Intérêts au titre de la désactualisation et ajustements des prêts des autorités gouvernementales (note 10)	1 369	(773)
Incidence des fluctuations de change	(12 125)	4 025
Dette à long terme à la fin de l'exercice	250 699 \$	289 617 \$

NOTE 21. AUTRES PASSIFS

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Avances de clients et facturations progressives	2 763 \$	3 890 \$
Produits différés	942	1 019
Obligations nettes au titre des prestations définies (note 25)	—	10 079
Autres	1 619	2 013
Autres passifs	5 324 \$	17 001 \$

NOTE 22. CAPITAL ÉMIS

Autorisé	
Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Il n'y a aucune action privilégiée en circulation.

Les variations des actions ordinaires émises et entièrement libérées se présentent comme suit pour les exercices :

	2021		2020	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Solde au début de l'exercice	36 367 210	79 757 \$	36 362 210	79 676 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	397 500	6 465	5 000	81 \$
Solde à la fin de l'exercice	36 764 710	86 222 \$	36 367 210	79 757 \$

En mai 2021, la Société a déposé auprès de la Bourse de Toronto un avis d'intention de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, visant le rachat et l'annulation de jusqu'à 2 412 279 de ses actions ordinaires émises et en circulation.

Rémunération fondée sur des actions

A. Régime d'options sur actions

La Société attribue des options sur actions à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont essentiellement acquis sur une période de quatre ans. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

L'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2021		2020	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	1 497 595	13,86 \$	1 167 095	13,23 \$
Attribuées	349 000	9,83	341 500	16,03
Exercées	(397 500)	11,71	(5 000)	11,71
Annulées ou frappées d'extinction	—	—	(6 000)	16,03
Solde à la fin de l'exercice	1 449 095	13,48 \$	1 497 595	13,86 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions		1 145 \$		1 108 \$

Le prix moyen pondéré à la date d'exercice des actions visées par les options sur actions pour l'exercice 2021 était de 15,13 \$ (18,10 \$ en 2020).

Les options sur actions attribuées sont comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Nombre d'options sur actions attribuées	349 000	341 500
Juste valeur moyenne pondérée par option sur actions	3,05 \$	4,33 \$
Juste valeur totale	1 064 \$	1 479 \$
Durée prévue	5,7 ans	5,4 ans
Volatilité prévue	31 %	25 %
Taux d'extinction prévu	1,1 %	3,5 %
Distribution de dividende prévue	Aucune	Aucune
Taux d'intérêt composé sans risque	0,4 %	1,6 %

Au 31 mars 2021, 1 449 095 options sur actions étaient émises et en cours comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options dont les droits sont acquis	
	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
9,83 \$	349 000	6,16	9,83 \$	—	—
10,71 \$ à 11,45 \$	238 095	0,90	10,97	238 095	10,97
14,93 \$ à 16,22 \$	862 000	4,28	15,66	513 125	15,37
	1 449 095	4,18	\$13,48	751 220	13,98

Au 31 mars 2021, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission à l'exercice d'options sur actions, dont 2 360 007 actions n'avaient pas encore été émises, contre 2 757 507 actions au 31 mars 2020.

B. Régime d'unités d'action différées («UAD») et Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

L'évolution des UAD en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2021	2020
<i>Nombre d'UAD</i>		
Solde au début de l'exercice	154 950	166 334
Émises	37 158	21 671
Réglées	—	(33 055)
Solde de clôture des UAD en cours	192 108	154 950
Charge (produit) au titre des UAD	1 644 \$	(325) \$
Juste valeur des UAD en cours, à la fin de l'exercice	3 243 \$	1 599 \$

L'évolution des UAR en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2021	2020
<i>Nombre d'UAR</i>		
Solde au début de l'exercice	278 450	212 450
Émises	119 100	119 300
Réglées	(93 200)	(16 100)
Annulées ou frappées d'extinction	(4 200)	(37 200)
Solde de clôture des UAR en cours	300 150	278 450
Charge au titre des UAR	3 004 \$	764 \$
Juste valeur des UAR en cours dont les droits sont acquis, à la fin de l'exercice	4 089 \$	2 316 \$

Les passifs liés aux régimes d'UAR et d'UAD sont présentés au poste *Fournisseurs et charges à payer* des bilans consolidés.

NOTE 23. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2020	34 845 \$	(13 902) \$	(13 783) \$	7 160 \$
Autres éléments du résultat global	(20 781)	22 433	7 467	9 119
Solde au 31 mars 2021	14 064 \$	8 531 \$	(6 316) \$	16 279 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2019	19 266 \$	(1 772) \$	(6 992) \$	10 502 \$
Autres éléments du résultat global	15 579	(12 130)	(6 791)	(3 342)
Solde au 31 mars 2020	34 845 \$	(13 902) \$	(13 783) \$	7 160 \$

Les écarts de change au titre des établissements étrangers correspondent à un recouvrement d'impôt sur le résultat de 1 080 \$ pour 2021 (charge d'impôt sur le résultat de 377 \$ pour 2020).

NOTE 24. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2021	2020
États des résultats consolidés		
Charge d'impôt exigible	6 149 \$	7 637 \$
Charge d'impôt différé	225	5 105
Charge d'impôt sur le résultat présentée dans les états des résultats consolidés	6 374 \$	12 742 \$
États des variations des capitaux propres consolidés		
Charge (recouvrement) se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux résultats non distribués	2 709 \$	(631) \$
Charge (recouvrement) se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	8 189	(4 484)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat présenté directement dans les capitaux propres	10 898 \$	(5 115) \$

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,4 % (26,5 % pour l'exercice précédent)	6 933 \$	(10 030) \$
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(1 263)	(3 733)
Différences permanentes	1 399	1 227
Dépréciation du goodwill non déductible	—	21 130
Réduction de valeur des actifs d'impôt différé	544	3 805
Autres éléments	(1 239)	343
Charge d'impôt sur le résultat	6 374 \$	12 742 \$

Les principaux actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé découlant des différences temporaires sont les suivants :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Actifs d'impôt différé		
Provisions non déductibles	9 403 \$	10 785 \$
Stocks	5 011	5 625
Débiteurs	53	14
Instruments financiers dérivés	—	4 707
Obligations locatives	1 225	3 837
Prêts des autorités gouvernementales	477	15
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales et dépenses déductibles reportées en avant	18 918	23 538
Total des actifs d'impôt différé	35 087 \$	48 521 \$
Passifs d'impôt différé		
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt	(533)	(59)
Immobilisations corporelles	(22 365)	(25 793)
Relations clients et contrats	(9 946)	(11 783)
Instruments financiers dérivés	(3 141)	—
Total des passifs d'impôt différé	(35 985) \$	(37 635) \$
(Passifs) actifs d'impôt différé nets	(898)	10 886

Les actifs d'impôt différé nets sont compris dans les postes suivants des bilans consolidés :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Actifs d'impôt différé	8 485 \$	19 698 \$
Passifs d'impôt différé	(9 383)	(8 812)
(Passifs) actifs d'impôt différé nets	(898) \$	10 886 \$

Des actifs d'impôt différé nets de 11 111 \$ ont été comptabilisés au 31 mars 2021 (12 162 \$ au 31 mars 2020) dans des juridictions fiscales qui ont subi des pertes au cours de l'exercice considéré ou des exercices précédents. Compte tenu du niveau de résultat imposable historique ou des projections de résultat imposable futur, la direction de la Société est d'avis qu'il est probable que la Société réalisera toutes les économies liées à ces différences temporaires déductibles et ces pertes autres qu'en capital reportées en avant.

Au 31 mars 2021, les pertes opérationnelles reportées en avant et les autres différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés totalisaient 34 095 \$ (28 354 \$ au 31 mars 2020).

La Société avait les pertes autres qu'en capital et les charges d'intérêts non déduites disponibles pour report en avant suivantes :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Canada	18 822 \$	26 094 \$
États-Unis	66 938	73 198
Royaume-Uni	5 785	1 802
Espagne	20 852	24 357
	112 397 \$	125 451 \$

Au 31 mars 2021, la Société s'attendait à recouvrer ou à régler des actifs d'impôt différé de 11 137 \$ et des passifs d'impôt différé de 1 311 \$ dans moins de un an.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2021, les différences temporaires associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé étaient de 21 347 \$ (28 850 \$ au 31 mars 2020).

NOTE 25. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

Total des paiements en numéraire

Pour l'exercice 2021, le total des paiements en numéraire relatifs aux avantages du personnel, composé des cotisations versées en numéraire par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés et des paiements en numéraire directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés, s'est élevé à 1 627 \$ (1 417 \$ en 2020), alors que les cotisations versées en numéraire à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 3 252 \$ (3 425 \$ en 2020).

Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées au 31 décembre de chaque exercice et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un régime pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels comme :

- Le risque lié à l'espérance de vie
 - La valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies est calculée en partie en fonction de l'espérance de vie estimée des participants au régime. Une augmentation de l'espérance de vie entraîne une hausse des obligations de la Société.

- Le risque de change
 - Une tranche importante des actifs des régimes est investie dans des actions étrangères, par conséquent, un accroissement de la valeur du dollar canadien par rapport à la monnaie dans laquelle ces actions étrangères sont libellées entraînerait une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de taux d'intérêt
 - Une diminution des taux d'intérêt du marché entraînerait une diminution du taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies, ce qui se traduirait par une hausse de ces obligations. Cette hausse serait en partie compensée par une augmentation connexe de la valeur des obligations détenues par les régimes.
- Le risque d'investissement
 - Le risque d'investissement correspond au risque que le rendement des actifs des régimes soit moins élevé que le taux d'intérêt des obligations des sociétés utilisé pour calculer le taux d'actualisation. À l'heure actuelle, la composition des régimes comprend 70 % de fonds d'actions, 30 % de titres de créance et 0 % d'autres fonds. Compte tenu de la nature à long terme des obligations au titre des régimes à prestations définies, la Société juge approprié qu'une tranche raisonnable des actifs des régimes soit investie dans des titres de capitaux propres et d'autres fonds afin de dégager un rendement à long terme des actifs des régimes.

Le rapprochement de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes et des montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	69 289 \$	64 234 \$
Juste valeur des actifs des régimes	69 988	55 117
Situation de capitalisation des régimes – excédent (déficit)	699	(9 117)
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(643)	(962)
Montant comptabilisé dans les autres actifs (passifs) à long terme (notes 14 et 21)	56 \$	(10 079) \$

Le total de la charge au titre des régimes à prestations définies qui a été comptabilisée dans les états des résultats consolidés est comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 053 \$	1 408 \$
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 10)	394	238
Coût des services passés	—	543
Frais d'administration	307	259
Total de la charge au titre des régimes à prestations définies comptabilisée dans les états des résultats consolidés	1 754 \$	2 448 \$

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Réévaluations		
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	— \$	(59) \$
(Pertes) gains découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	(4 519)	4 494
Gains (pertes) liés à l'expérience	1 801	(486)
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	12 980	(6 347)
Autres éléments du résultat global	10 262 \$	(2 398) \$

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes est comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	15 070 \$	(4 364) \$

La variation de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies est la suivante pour les exercices :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	65 196 \$	67 360 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 053	1 408
Charges d'intérêts	2 484	2 221
Cotisations des participants aux régimes	943	694
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	—	59
Pertes (gains) découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	4 519	(4 494)
Pertes (gains) liés à l'expérience	(1 801)	486
Prestations payées	(2 462)	(3 081)
Prestations pour services passés	—	543
Obligations au titre de prestations définies à la fin de l'exercice	69 932 \$	65 196 \$

La juste valeur des actifs des régimes se présente comme suit :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	55 117 \$	60 710 \$
Produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	2 090	1 983
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	12 980	(6 347)
Cotisations de l'employeur	1 627	1 417
Cotisations des participants aux régimes	943	694
Prestations payées	(2 462)	(3 081)
Frais d'administration	(307)	(259)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	69 988 \$	55 117 \$

Les actifs des régimes sont les suivants :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Titres de capitaux propres	70 %	58 %
Titres de créance	30 %	41 %
Autres	— %	1 %
Total	100 %	100 %

Principales hypothèses

Les principales hypothèses moyennes pondérées utilisées à la date de clôture sont les suivantes pour les exercices :

	2021	2020
Obligations au titre des prestations définies aux 31 mars :		
Taux d'actualisation	3,28 %	3,80 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %
Espérance de vie moyenne, en fonction d'un départ à la retraite à 65 ans :		
Homme, 45 ans à la date de clôture	86	87
Femme, 45 ans à la date de clôture	89	89
Homme, 65 ans à la date de clôture	87	88
Femme, 65 ans à la date de clôture	90	90

Le tableau ci-après résume l'incidence des modifications apportées à ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2021 et pour l'exercice clos à cette date.

Augmentation (diminution)	Obligations au titre des prestations définies
	%
Taux d'actualisation	
Augmentation de 0,5 %	(6,2)
Diminution de 0,5 %	7,0
Taux de rémunération	
Augmentation de 0,5 %	—
Diminution de 0,5 %	—
Espérance de vie moyenne	
Augmentation de 1 an	2,2
Diminution de 1 an	(2,1)

Flux de trésorerie futurs de la Société liés aux prestations de retraite

On estime à 928 \$ le total des cotisations qui devraient être versées en numéraire dans ces régimes au cours de l'exercice 2022.

La durée des obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2021 s'établissait à 14,6 ans (14,7 ans au 31 mars 2020). L'échéance prévue des prestations de retraite non actualisées en vertu du régime de retraite des employés syndiqués se présente comme suit :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Moins de 1 an	2 095 \$	1 860 \$
De 1 an à 2 ans	2 174	2 096
De 2 à 5 ans	7 643	7 071
Plus de 5 ans	147 799	150 545
Total	159 711 \$	161 572 \$

Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies se présentent comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	3 252 \$	3 425 \$

NOTE 26. ENGAGEMENTS

Engagements

La Société a des engagements pour des bons de commande en cours relativement à de la machinerie et à de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Les paiements minimaux pour les cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	2022	2023	2024	2025	2026	Par la suite	Total 2021	Total 2020
Engagements liés à l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	1 572 \$	—	—	—	—	—	1 572 \$	7 441 \$

Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser des contreparties pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris les législations fiscales) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une clause restrictive et à une violation de déclarations et de garanties, la Société pourrait avoir à verser des indemnisations au titre de

réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. Au 31 mars 2021, la durée de ces engagements d'indemnisation pouvait se prolonger jusqu'à l'exercice 2024. Au 31 mars 2021, la Société avait comptabilisé une provision de 4 588 \$ (4 804 \$ au 31 mars 2020) qu'elle a classée comme provision à court terme (note 19) étant donné que la date de règlement n'était pas encore connue.

Lettres de crédit

Au 31 mars 2021, la Société disposait de lettres de crédit en cours totalisant 22 772 \$ (22 590 \$ au 31 mars 2020).

NOTE 27. ÉVENTUALITÉS

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et à des procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière consolidée ni sur les résultats opérationnels consolidés de la Société.

NOTE 28. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie se présente comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Comptes clients	11 324 \$	4 328 \$
Impôts à recevoir	(453)	1 102
Stocks	21 812	(45 517)
Autres actifs à court terme et à long terme	8 423	116
Comptes fournisseurs et charges à payer et autres passifs	(19 727)	3 320
Provisions	(3 661)	(8 822)
Avances de clients et facturations progressives	5 301	11 072
Impôts à payer	739	(508)
Incidence des variations des taux de change ¹	(904)	5 381
	22 854 \$	(29 528) \$

¹⁾ Réflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales à l'étranger de la Société.

NOTE 29. INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La répartition géographique des actifs de la Société se présente comme suit :

Au	31 mars 2021				
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Espagne	Total
Immobilisations corporelles, montant net	99 161 \$	69 998 \$	19 528 \$	38 934 \$	227 621 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	11 943	3 823	2 823	33 407	51 996
Goodwill	5 404	17 191	64 737	28 638	115 970
Au	31 mars 2020				
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Espagne	Total
Immobilisations corporelles, montant net	115 058 \$	80 245 \$	20 873 \$	43 465 \$	259 641 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	15 802	4 225	6 119	37 901	64 047
Goodwill	5 404	19 395	65 735	30 239	120 773

Les ventes d'après l'emplacement géographique des clients se présentent comme suit pour les exercices :

	2021	2020
États-Unis	300 691 \$	326 860 \$
Canada	56 343	57 472
Royaume-Uni	47 877	62 734
Espagne	47 730	48 049
Reste de l'Europe	73 532	67 647
Autres pays	44 512	50 234
	570 685 \$	612 996 \$

NOTE 30. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants et non-dirigeants) ainsi que les membres du comité de direction. La charge de rémunération des principaux dirigeants se présente comme suit pour les exercices :

	2021	2020
Avantages à court terme et autres avantages	3 820 \$	4 019 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	196	173
Rémunération fondée sur des actions	1 333	1 301
	5 349 \$	5 493 \$

NOTE 31. INSTRUMENTS FINANCIERS

Hiérarchie des justes valeurs

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur aux bilans consolidés sont répartis dans les trois niveaux d'une hiérarchie des justes valeurs. Ces trois niveaux sont définis en fonction du caractère observable des principales données de l'évaluation, comme suit :

Niveau 1 : cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;

Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

Le classement des instruments financiers ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur se présentaient comme suit :

Aux	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Hiérarchie des justes valeurs	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie des justes valeurs	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	95 470 \$	95 470 \$	Niveau 1	45 841 \$	45 841 \$
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	14 277	14 277	Niveau 2	3 526	3 526
		109 747 \$	109 747 \$		49 367 \$	49 367 \$
Passifs financiers						
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	544 \$	544 \$	Niveau 2	23 988 \$	23 988 \$
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	Niveau 2	252 998	270 790	Niveau 2	292 710	318 456
		253 542 \$	271 334 \$		316 698 \$	342 444 \$

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés aux bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société, et est comparée à la juste valeur établie par des institutions financières à partir des taux de change ou des taux d'intérêt publiés sur le marché actif et ajustée par ces dernières pour tenir compte du risque de crédit. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et actualisent ces montants en fonction des modalités contractuelles des instruments financiers dérivés et des données observables des marchés externes, comme les taux des swaps de taux d'intérêt et les taux de change à la fin de la période.

Dettes à long terme – La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de la dette à long terme à l'aide du taux qui serait négocié dans le contexte économique prévalant à la date de fin d'exercice.

NOTE 32. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants :

Risque de change

La Société conclut des opérations en devises au Canada et exerce des activités aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni, ce qui l'expose au risque de fluctuation des taux de change.

Dans le but d'atténuer le risque lié aux fluctuations des taux de change, la Société a recours à des instruments dérivés pour couvrir ce risque, essentiellement lié au dollar américain et découlant de ses activités au Canada, en Espagne et au Royaume-Uni.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 100 % de l'exposition aux devises connue, essentiellement au cours des deux exercices financiers suivants, des entrées de fonds prévues provenant de ventes libellées en dollars américains réalisées par ses établissements du Canada, de l'Espagne et du Royaume-Uni et se rapportant à des contrats de vente, déduction faite des sorties de fonds prévues, en dollars américains, effectuées par ses établissements du Canada, de l'Espagne et du Royaume-Uni découlant essentiellement de l'achat de matières premières et de certaines autres matières.

Au 31 mars 2021, la Société détenait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 268 737 \$. Ce montant comprend principalement des contrats d'un montant notionnel de 197 500 \$ US pouvant être convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,3161. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates entre avril 2021 et mars 2025, la majorité échéant au cours des exercices 2022 et 2023.

Au 31 mars 2021, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard des autres devises, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait eu une incidence sur le résultat net consolidé et les autres éléments du résultat global comme suit :

	Incidence du dollar américain	Incidence de la livre sterling	Incidence de l'euro
Diminution du bénéfice net	(468) \$	(41) \$	(28) \$
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global	1 220	(1 713)	(691)

La sensibilité au taux de change présentée ci-dessus représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme à la date du bilan consolidé.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit à long terme (voir la note 20). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt. Par conséquent, la direction peut utiliser des dérivés afin de conserver un ratio de la dette portant intérêt à des taux fixes se situant entre 40 % et 100 % de la dette à long terme, compte non tenu des obligations locatives et des prêts des autorités gouvernementales.

Swaps de devises et de taux d'intérêt

L'acquisition de CESA a exposé la Société à des risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard de l'investissement net en euros. Une diminution de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait baisser la valeur de cet investissement dans un établissement à l'étranger, et une augmentation des taux d'intérêt sous-jacents à la dette ferait augmenter les frais financiers nets connexes.

Au 31 mars 2021, la Société avait conclu des swaps de devises et de taux d'intérêt visant l'échange en euros de dettes libellées en dollars canadiens et en dollars américains pour un montant notionnel de 90,5 millions €, afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt.

Ces swaps viennent à échéance entre mai 2022 et septembre 2025, et portent intérêt essentiellement à un taux fixe moyen pondéré de 2,7 %.

Afin d'atténuer ces risques, au 31 mars 2021, la Société avait conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt suivants afin de gérer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros (montant fixe)	Taux d'intérêt	Mise en vigueur	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,75 %	Octobre 2017	Décembre 2024
50 000 \$ CA	34 110 €	3,40 %	Octobre 2017	Septembre 2025
17 523 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,74 %	Septembre 2018	Mai 2022
10 000 \$ CA	6 658 €	2,68 %	Juin 2019	Septembre 2025
15 000 \$ CA	9 700 €	2,65 %	Janvier 2021	Septembre 2025

L'incidence d'une variation des taux d'intérêt de 100 points de base («pdb») sur les résultats financiers de la Société pour l'exercice 2021 aurait été comme suit :

	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb
	\$	\$
Incidence sur le résultat net liée à la dette à long terme à taux variable	(91)	91
Incidence sur le résultat global liée aux swaps de devises et de taux d'intérêt	510	(529)

L'analyse de sensibilité aux taux d'intérêt présentée ci-dessus est calculée en fonction du passif à taux variable à la fin de l'exercice, et suppose que toutes les autres variables sont demeurées stables.

Autre risque de prix

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des UAD et des UAR (voir la note 22). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de ce swap, lors du règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les variations du cours des actions de la Société qui influe sur la charge liée aux UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2021, le swap sur actions visait 300 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 13,52 \$. Ce swap constitue un instrument dérivé qui n'est pas désigné dans une relation de couverture et vient à échéance en juin 2022.

Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

Le risque de concentration de crédit tient au fait que la Société a réalisé environ 65 % de ses ventes de l'exercice 2021 auprès de ses dix principaux clients (63 % en 2020). Plus précisément, la Société avait un client représentant 17 % de ses ventes consolidées de l'exercice 2021 (un client représentant 22 % en 2020).

Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont limités, puisque la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à de petites entreprises privées, qui représentaient dans leur ensemble environ 3,0 % pour l'exercice 2021 (3,7 % en 2020) des ventes consolidées de la Société.

Au 31 mars 2021, la Société n'avait pas effectué, par le passé, de radiation importante de comptes clients, et le délai moyen de recouvrement était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

En raison de la pandémie de COVID-19, la Société procède à des suivis plus fréquents de la solvabilité de ses comptes clients. Dans certains cas, des ententes de paiement à la livraison sont passées avec certains clients. Il n'y a pas eu d'augmentation significative de la

provision pour créances douteuses en lien avec la pandémie de COVID-19 étant donné que, d'après les évaluations de la Société à ce jour, la solvabilité des comptes clients n'a pas diminué de façon significative. Les effets de la pandémie de COVID-19 évoluent constamment, et la situation de crédit de certains clients est difficile à évaluer étant donné l'absence jusqu'à présent de problèmes significatifs de créances irrécouvrables avec ces clients.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit pour l'exercice clos le 31 mars 2021 :

	2021
Solde au début de l'exercice	1 188 \$
Constituée au cours de l'exercice	506
Solde à la fin de l'exercice	1 694 \$

Les comptes clients de la Société se présentent comme suit :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Non en souffrance	95 609 \$	103 099 \$
En souffrance – moins de 90 jours	5 243	7 820
En souffrance – plus de 90 jours	566	2 264
Ayant subi une dépréciation	—	563
	101 418	113 746
Provision pour créances douteuses	(1 694)	(1 188)
Solde à la fin de l'exercice	99 724 \$	112 558 \$

Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire principalement avec des institutions financières de première qualité, comme des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ou une succursale canadienne d'une banque américaine, conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

Au 31 mars 2021, l'exposition maximale au risque de crédit et au risque de concentration de crédit liés aux instruments financiers était comme suit (voir la note 31) :

	JVRN	JVAERG ¹	Coût amorti
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	95 470 \$
Comptes clients	—	—	99 724
Instruments financiers dérivés	1 088	13 189	—

¹⁾ Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis, aux termes de ces engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie d'exploitation et liés aux activités d'investissement et de financement prévues. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Au 31 mars 2021, l'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et charges à payer	109 809 \$	— \$	— \$	— \$	109 809 \$
Avances de clients	11 818	—	—	—	11 818
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme (note 20)	21 466	37 837	167 146	75 909	302 358
Instruments financiers dérivés	—	59	485	—	544

NOTE 33. GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable et acceptable.

Le ratio dette nette/capitaux propres était comme suit :

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
Tranche à court terme de la dette à long terme	15 315 \$	16 857 \$
Dette à long terme	235 384	272 760
Frais de financement différés, montant net	2 299	3 093
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	95 470	45 841
Dette nette	157 528 \$	246 869 \$
Capitaux propres	391 732	349 448
Ratio dette nette/capitaux propres	0,40:1	0,71:1

La Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation.



RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL	50
<i>Déclarations prospectives</i>	50
<i>Faits saillants de l'exercice</i>	51
<i>Survol de l'entreprise</i>	52
<i>Incidence de la COVID-19</i>	53
<i>Perspectives économiques</i>	54
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	56
<i>Mesures financières non conformes aux IFRS</i>	61
FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	63
<i>Facilités de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	63
<i>Prêts des autorités gouvernementales</i>	65
<i>Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</i>	65
<i>Flux de trésorerie disponibles</i>	67
<i>Besoins en liquidités</i>	68
SITUATION FINANCIÈRE	69
<i>Structure du capital</i>	69
<i>Capital émis</i>	70
<i>Bilans consolidés</i>	71
<i>Régimes de retraite</i>	72
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	73
<i>Acquisitions d'entreprises</i>	73
<i>Opérations sur devises</i>	73
<i>Gestion du risque</i>	74
<i>Indicateurs de rendement clés</i>	81
<i>Instruments financiers dérivés</i>	82
<i>Contrôles et procédures internes</i>	83
<i>Principales estimations comptables</i>	84
<i>Principales données financières</i>	86
<i>Informations aux actionnaires</i>	87
<i>Renseignements supplémentaires et information continue</i>	87

APERÇU GÉNÉRAL

Le rapport de gestion vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales («Héroux-Devtek», la «Société» ou la «direction») entre le 31 mars 2020 et le 31 mars 2021. Il permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2021 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Ce rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021, qui sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»), et doit être lu en parallèle avec ceux-ci. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans ce rapport sont exprimés en milliers de dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société pour les périodes auxquelles il est fait référence dans la présente. Les données financières pour les trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020 n'ont pas été auditées.

Mesures financières conformes et non conformes aux IFRS

Ce rapport de gestion contient des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont définies et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section *Résultats d'exploitation*.

Importance relative de l'information

La direction détermine qu'une information est importante si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la Société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et divulgue l'information importante en conséquence.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

La présente analyse contient des déclarations prospectives concernant principalement, mais sans s'y limiter, le rendement financier futur de Héroux-Devtek, ses attentes, ses objectifs ou des événements susceptibles de survenir. Ces déclarations se retrouvent principalement, mais non exclusivement, à la rubrique intitulée «Perspectives économiques» et peuvent en général être identifiées par l'utilisation de mots comme «viser», «anticiper», «hypothèse», «croire», «continuer», «s'attendre», «envisager», «projection», «prévision», «avoir l'intention de», «planifier», «prévoir», «devrait» ou encore par l'utilisation du futur ou du conditionnel. En raison de leur nature prévisionnelle, ces déclarations sont soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que les événements ou le rendement réel de la Société diffèrent grandement de ceux indiqués ou sous-entendus par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'incidence de la pandémie de COVID-19 actuelle sur les activités de Héroux-Devtek, la chaîne d'approvisionnement, l'industrie aéronautique et l'économie en général; l'incidence des autres conditions économiques générales à l'échelle mondiale; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des marchandises; le rendement financier et opérationnel des fournisseurs et des clients; les variations des taux de change ou d'intérêt; et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique intitulée «Incidence de la COVID-19» de la section *Aperçu général* et à la rubrique «Gestion du risque» de la section *Renseignements supplémentaires*. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Ces déclarations prospectives sont fournies par Héroux-Devtek dans le but d'assister les lecteurs avec leur compréhension de la performance financière de la Société et de l'évaluation par la direction des projets et activités à venir. Le lecteur est prié de noter que ces déclarations pourraient ne pas être appropriées pour d'autres fins.

Bien que la direction de la Société estime que les attentes reflétées par les déclarations prospectives soient raisonnables, et bien que ces attentes soient fondées sur les renseignements disponibles au moment où elle a formulé lesdites déclarations, rien ne peut garantir que ces attentes se concrétiseront et le lecteur est averti qu'un écart peut survenir entre les résultats réels et les prévisions. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, sont expressément qualifiées dans leur intégralité par cette déclaration de mise en garde. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE

Exercices	2021	2020
Ventes	570 685 \$	612 996 \$
Résultat opérationnel	34 096	(30 070)
Résultat opérationnel ajusté ¹	45 211	52 548
BAIIA ajusté ¹	88 297	96 191
Résultat net	19 813	(50 658)
Résultat net ajusté ¹	29 034	35 666
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	89 188	52 573
Flux de trésorerie disponibles ¹	67 286	30 330
<i>En dollars par action</i>		
Bénéfice (perte) par action – de base et dilué(e)	0,55 \$	(1,38) \$
BPA ajusté ¹	0,80	1,00
<i>Aux</i>	31 mars 2021	31 mars 2020
Carnet de commandes fermes ²	717 000 \$	810 000 \$

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

² Représente les commandes fermes.

Événements importants

- Toutes nos installations sont demeurées opérationnelles au cours de l'exercice et, malgré la pandémie mondiale, la Société a amélioré sa position financière en réduisant sa dette nette de 89,3 millions de dollars, ramenant le ratio dette nette/BAIIA ajusté de 2,6 fois à 1,8 fois.
- La Société a enregistré des ventes de 570,7 millions de dollars, qui ont donné lieu à un résultat opérationnel de 34,1 millions de dollars et à un BAIIA ajusté de 88,3 millions de dollars pour l'exercice 2021. Ces résultats se comparent à des ventes de 613,0 millions de dollars, à une perte opérationnelle de 30,1 millions de dollars ainsi qu'à un BAIIA ajusté de 96,2 millions de dollars pour l'exercice 2020. Les résultats de l'exercice 2020 comprenaient des charges de dépréciation de 85,8 millions de dollars découlant de la diminution de la demande prévue de produits dans le secteur de l'aérospatiale commerciale occasionnée par la pandémie de COVID-19.
- Au cours de l'exercice 2021, la Société a annoncé la mise en œuvre d'initiatives de restructuration à la lumière de la pandémie de COVID-19 actuelle. Ces initiatives touchent 15 % de l'effectif et comprennent la fermeture des installations d'Alta Précision et d'APPH Wichita. Ces initiatives progressent comme prévu et génèrent les économies de coûts attendues par la Société. À ce jour, près de 85 % de la réduction globale prévue de l'effectif a été réalisée, et des charges de restructuration de 11,1 millions de dollars ont été engagées, comparativement aux 12,0 millions de dollars annoncés initialement. Se reporter à la rubrique intitulée «Éléments non récurrents» de la section Résultats d'exploitation pour en savoir plus.
- Autres faits saillants opérationnels :
 - En septembre 2020, Héroux-Devtek a livré les premiers trains d'atterrissage principaux pour le F/A-18E/F Super Hornet de Boeing.
 - En octobre 2020, Héroux-Devtek a annoncé que sa filiale CESA en Espagne s'est vu octroyer un important contrat pluriannuel avec Boeing pour la fabrication de nouveaux composants d'actionnement pour les Boeing 787, 777, 777X, 767 et 747.
 - En janvier 2021, la Société a intégré le programme «Premier Bidder» de Boeing grâce à son niveau constant d'excellence sur les plans de la qualité, de la livraison et de la performance.
 - Le 10 mars 2021, le Falcon 6X de Dassault a effectué son vol inaugural. Ce premier vol, de près de deux heures trente, s'est déroulé conformément au plan d'essai qui visait à vérifier notamment le bon fonctionnement du système d'extension et de rétraction du train d'atterrissage.
 - En mai 2021, la Société a annoncé l'obtention d'un contrat pluriannuel pour concevoir, développer et fabriquer le système de train d'atterrissage du nouveau jet d'affaires à cabine large Falcon 10X de Dassault.

- Héroux-Devtek a généré des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation totalisant 89,2 millions de dollars et des flux de trésorerie disponibles de 67,3 millions de dollars pour l'exercice 2021, comparativement à respectivement 52,6 millions de dollars et 30,3 millions de dollars pour l'exercice 2020.
- En mai 2021, la Société a déposé auprès de la Bourse de Toronto un avis d'intention de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités («OPRCNA»). En vertu des modalités de l'OPRCNA, la Société peut acquérir jusqu'à 2 412 279 de ses actions ordinaires émises et en circulation, soit 10 % du flottant. Se reporter à la rubrique «Structure du capital» de la section *Situation financière* pour en savoir plus.

SURVOL DE L'ENTREPRISE

Profil

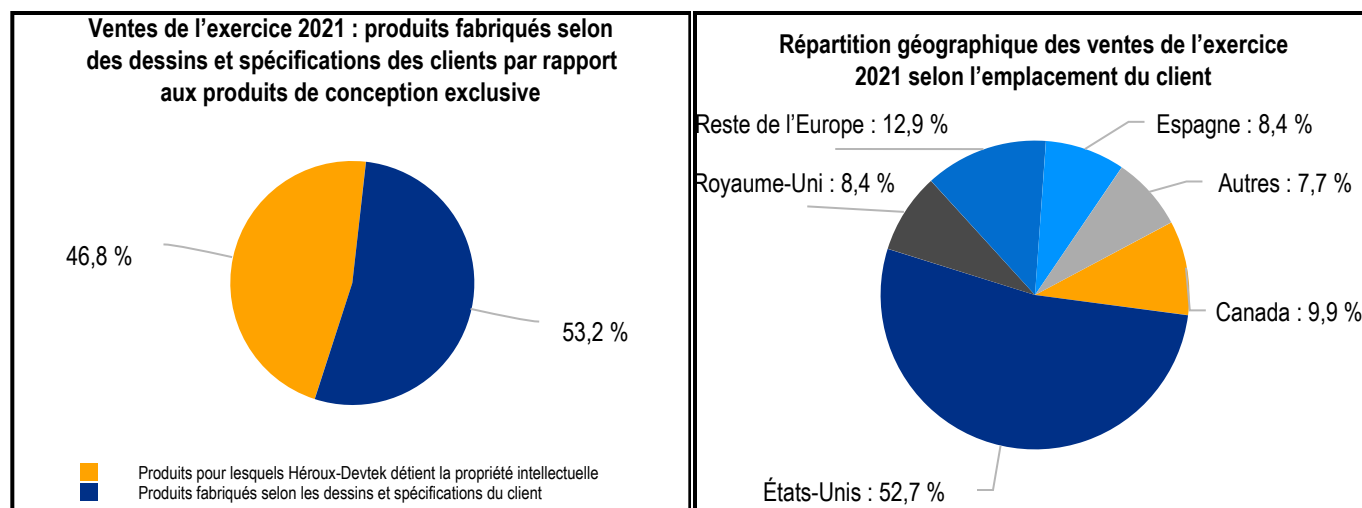
Héroux-Devtek Inc. (TSX : HRX) est une entreprise internationale qui se spécialise dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. Héroux-Devtek est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale au chapitre des ventes et dessert les secteurs commercial et de la défense.

Dans le secteur de la défense, la Société fournit des systèmes de trains d'atterrissage, des pièces et des services de réparation et d'entretien pour un portefeuille diversifié d'avions de transport, d'avions de chasse et d'hélicoptères aux États-Unis et en Europe. Dans le secteur de l'aviation civile, la Société est active dans les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil (Québec), au Canada, et exploite des installations au Canada, aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni.

Héroux-Devtek vend ses produits à des fabricants d'équipement d'origine («OEM») comme Boeing, Airbus, Lockheed Martin, Leonardo, Embraer, Saab et Dassault Aviation, à des fournisseurs de premier niveau comme Safran Landing Systems et Collins Aerospace, ainsi qu'à des utilisateurs finaux sur le marché secondaire où son plus grand client est l'armée de l'air américaine. Au cours de l'exercice 2021, les ventes réalisées auprès des dix clients les plus importants de la Société ont représenté environ 65 % du total des ventes consolidées, dont 17 % pour l'un de ces clients.

Les graphiques qui suivent présentent la segmentation des produits de Héroux-Devtek selon la propriété intellectuelle et la destination :



INCIDENCE DE LA COVID-19

La pandémie de COVID-19 a une incidence sans précédent sur l'industrie aéronautique et aérospatiale, particulièrement sur le transport commercial aérien. Au pire de la crise, en avril 2020, les vols internationaux avaient chuté de 94 % sur douze mois, et l'année civile s'est terminée sur une baisse de 66 % comparativement à 2019, un niveau similaire à celui de 1998¹. Les retombées des mesures de confinement et les règles sanitaires prises à l'échelle mondiale ont, à bien des égards, entraîné la pire récession économique mondiale depuis la Grande Dépression.

Aux prises avec des interdictions de voyage, l'immobilisation de leurs flottes et les perspectives négatives au chapitre de la demande, les sociétés aériennes ont dû reporter les livraisons et annuler les commandes d'avions commerciaux neufs, ce qui a contraint à leur tour les OEM à réduire les cadences de production. À l'échelle mondiale, les chaînes d'approvisionnement ont été également perturbées par les mesures de confinement diverses imposées par les gouvernements ainsi que par l'incidence directe sur les installations de fabrication des éclosions du virus.

Ces conditions sont jumelées à un niveau rarement rencontré d'incertitude liée aux projections financières, étant donné qu'il est presque impossible d'estimer la durée ou la gravité de la pandémie ou des perturbations économiques causées par les initiatives pour la contenir. Pour une analyse détaillée des risques potentiels et des stratégies d'atténuation mises en œuvre, se reporter à la rubrique intitulée «Gestion du risque» de la section *Renseignements supplémentaires*.

L'incidence sur Héroux-Devtek

Les activités de la Société en Espagne ont été les premières à être touchées par la pandémie, en raison de la progression de cette dernière d'est en ouest. Au moment où le virus a commencé à se propager à la fin de février 2020, nos activités en Espagne ont élaboré des protocoles pour empêcher la propagation de la maladie dans les installations de Héroux-Devtek. Ces mesures, qui adhèrent aux protocoles de sécurité nationaux relatifs à la COVID-19, et qui sont même plus sévères, ont été mises en place dans l'ensemble de nos unités opérationnelles (Royaume-Uni, États-Unis et Canada) afin de créer un environnement de travail sécuritaire et se sont avérées très efficaces.

Les activités de Héroux-Devtek ont été, en totalité ou en partie, jugées comme étant essentielles dans tous les territoires où la Société exerce ses activités, étant donné que nous sommes un fabricant de produits aérospatiaux qui approvisionne tant le secteur de la défense que le secteur commercial. Les protocoles mis en place ont en grande partie permis aux membres de notre équipe de travailler normalement pendant cette période extraordinaire. Toutes nos installations sont demeurées ouvertes et, compte tenu des personnes qui font du télétravail, nous avons enregistré un taux de présence physique de plus de 91 % pendant cette crise, ce qui, compte tenu du caractère exceptionnel des circonstances, nous a permis de demeurer relativement efficaces.

En réponse à la révision à la baisse considérable des perspectives du marché à moyen terme, nous avons dû ajuster rapidement notre structure de coûts et notre capacité de fabrication. Par conséquent, afin de réduire nos coûts fixes et variables, nous avons annoncé la mise en œuvre de plans de restructuration qui comprennent la réduction de notre effectif d'environ 15 %, ou 315 employés, ainsi que la fermeture de nos unités opérationnelles Alta Précision et Wichita. Nous avons aussi révisé à la baisse nos dépenses en immobilisations prévues et réorienté nos ressources manufacturières vers le secteur de la défense. Ces mesures visent à nous aider à demeurer concurrentiels et rentables pendant cette période difficile.

Nous avons commencé à observer une croissance de notre rentabilité à la fin de l'exercice, sous l'effet de ces mesures. En plus des mesures de soutien liées à la pandémie, plus particulièrement la Subvention salariale d'urgence du Canada, notre structure de coûts allégée et notre croissance interne dans le secteur de la défense ont aidé à neutraliser la chute du volume et les inefficiences découlant de la pandémie, ce qui nous a permis de dégager de solides résultats financiers dans les circonstances.

Fait encore plus important, la gestion robuste du fonds de roulement nous a permis de générer des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles totalisant respectivement 89,2 millions de dollars et 67,3 millions de dollars, soit un niveau record. Cette génération de flux de trésorerie a entraîné une diminution importante de notre situation de dette nette, laquelle est passée de 246,9 millions de dollars à 157,5 millions de dollars au cours de l'exercice, ou de 2,6 fois à 1,8 fois le BAIIA ajusté. Ainsi, un an depuis le début de la pandémie, nous nous trouvons dans une meilleure position financière pour assurer une croissance future.

¹) Source : COVID-19 Has Been an Unprecedented Shock, IATA, rapport publié le 17 mars 2021.

À plus long terme

Bien que nous ayons réussi à faire face à la pandémie à l'exercice 2021, il est encore trop tôt pour dire que le secteur est sorti de la crise. Divers pays font face à une troisième ou quatrième vague et à des variants préoccupants, le secteur du transport aérien de passagers demeure très fragile, et les cadences de production des OEM pour les avions commerciaux ne montrent encore aucun signe d'accélération.

Cela dit, les facteurs ayant favorisé la résilience de Héroux-Devtek au dernier exercice sont les mêmes pour l'exercice 2022 :

- Un portefeuille diversifié et un carnet de commandes bien garni, totalisant 717,0 millions de dollars, dont les trois quarts sont affectées au secteur de la défense
- Une situation financière solide grâce à des liquidités disponibles totalisant 278 millions de dollars, et un ratio dette nette/BAIIA de 1,8 fois
- Notre structure de coût fraîchement allégée qui nous permettra de demeurer concurrentiels dans le nouvel environnement de l'aérospatiale

Non seulement ces facteurs nous donnent l'assurance que nous pourrions continuer de braver la tempête, mais ils nous offrent également la possibilité de prospérer dans la foulée de la pandémie.

À plus long terme, alors que nous continuons de stabiliser notre système de production, nous serons prêts à absorber la croissance qui découlera de la reprise du secteur en optimisant et automatisant nos processus. Ainsi, nous pouvons nous développer dans les limites de notre capacité de fabrication actuelle moyennant peu d'investissement.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Après avoir enregistré une croissance constante sur un super cycle de 18 ans, l'industrie aérospatiale a été gravement touchée par la pandémie de COVID-19 actuelle à l'échelle mondiale^{1, 2}. De fait, bien que les dépenses dans le secteur de la défense soient demeurées relativement à l'abri de la pandémie, l'incidence défavorable sur le marché de l'aviation civile, en particulier le transport de passagers, devrait continuer de se faire sentir à tous les niveaux du secteur tout au long de l'exercice 2022.

Conformément aux prévisions présentées dans la présente section, tirées des rapports récents publiés par des associations clés et des analystes importants de l'industrie, la Société prévoit une reprise lente, mais graduelle de la demande pour le transport de passagers au cours de prochaines années. Les revenus dégagés par les entreprises œuvrant dans les secteurs mondiaux de la défense et de l'aérospatiale devraient commencer à s'améliorer en 2021. La levée progressive des mesures sanitaires dans plusieurs pays, l'ouverture graduelle des frontières et la reprise du tourisme pourraient effectivement revitaliser le secteur.

Le secteur de l'aviation civile ne devrait reprendre que graduellement, la demande de voyages n'étant censée revenir aux niveaux d'avant la COVID-19 qu'en 2024, tandis que le secteur de la défense devrait rester relativement stable au cours de l'année civile 2021, la majorité des pays ayant considérablement réduit leur budget alloué au secteur de la défense et demeurant déterminés de maintenir leurs capacités militaires.

Secteur de l'aviation civile

En définitive, la pandémie a entraîné une baisse globale de 66 % du nombre de passagers pour l'année civile 2020³. Même si des signes précoces de reprise ont commencé à se manifester à la fin de 2020 et au début de 2021, la perte de contrôle de l'épidémie précédant la vaccination générale a entraîné un nouveau resserrement des mesures sanitaires⁴. Les lignes aériennes continuant à puiser dans leurs liquidités et 30 % de la flotte mondiale d'avions étant clouée au sol, la demande pour les nouveaux avions et les services après-vente demeure sensiblement inférieure aux niveaux d'avant la pandémie⁵.

Par ailleurs, la pandémie a quelque peu modifié les habitudes des passagers, qui privilégient maintenant les vols court-courriers et les vols intérieurs. À preuve, la durée moyenne de vol a diminué en 2020 de près de 10 % en 2020 à l'échelle mondiale, et ne reviendra pas au niveau d'avant la pandémie avant 2025 selon l'International Air Transport Association («IATA»). Toutefois, ces changements d'habitudes des voyageurs pourraient amener une hausse de la demande d'avions à fuselage étroit, ce qui pourrait, à moyen terme, ouvrir la voie à la reprise.

À l'échelle mondiale, le carnet de commandes d'avions commerciaux comptait 13 421 avions à la fin de décembre 2020, soit une baisse de 8,7 % depuis le sommet sans précédent observé à la fin de 2018 (environ 14 700 avions). Environ 950 avions devraient être livrés en 2021, ce qui représenterait une baisse de 41 % en regard du nombre record enregistré en 2018. Combiné aux annulations de commandes possibles, le niveau modéré de nouvelles commandes pourrait amener une légère érosion du carnet de commandes mondial. À plus long terme, toutefois, Boeing a maintenu une demande prévue pour plus de 43 000 avions commerciaux au cours des vingt prochaines années,

soit un nombre légèrement moins élevé que les 44 000 prévus avant la pandémie. Cette croissance découle à la fois de la hausse de la demande de voyages aériens en Asie orientale et de l'accélération du cycle de remplacement des flottes d'avions démodés par des modèles plus efficaces et polyvalents⁶.

Du côté du fret aérien, les volumes, mesurés en tonnes-kilomètres de fret, ont diminué également en raison de la pandémie, mais dans une moindre mesure, reculant seulement de 10,6 % au cours de l'année civile 2020 par rapport à ceux de 2019³. Ils se sont également rétablis plus rapidement, en hausse de 9 % en février 2021 comparativement à février 2019⁴. Cette reprise témoigne de perspectives positives pour le secteur, lesquelles laissent miroiter une croissance de 62 % dans la flotte des avions-cargos au cours des vingt prochaines années, tant les conversions en avion-cargo que les nouveaux avions⁶.

Bien que le marché des jets d'affaires ait, jusqu'à présent, moins souffert de la pandémie que celui des gros porteurs commerciaux, les restrictions de voyage, les rencontres virtuelles et les facteurs économiques assombrissent les perspectives pour le secteur. Bien que les principaux indicateurs de marché, comme les profits des sociétés, les marchés des actions et les prix du pétrole soient mitigés, l'utilisation augmente et se redresse plus rapidement que le transport aérien⁵. Cela est particulièrement vrai pour le secteur des jets d'affaires à cabine large.

Secteur de la défense

Comme beaucoup s'y attendaient, la COVID-19 s'est révélée sans effet sur les dépenses mondiales en matière de défense. En effet, les dépenses militaires mondiales ont totalisé près de 2,0 billions de dollars en 2020, soit une augmentation de 4,4 % par rapport à celles de l'année précédente. En pourcentage du PIB, un grand nombre de pays ont vu leurs dépenses augmenter alors que leur PIB diminuait en raison de la pandémie, mais leurs dépenses en matière de défense sont demeurées stables en dollars réels⁷. Le secteur devrait demeurer relativement stable en 2021 avec une croissance de 2,8 %⁸.

La majorité des pays sont demeurés déterminés à renforcer leur présence militaire, malgré les récents déficits budgétaires. Les États-Unis devraient stabiliser leurs dépenses en matière de défense en 2021, après avoir engagé 778 milliards de dollars américains en 2020. Cependant, les incidences fiscales liées à la baisse des revenus (en raison de la COVID-19) pourraient toucher les budgets du secteur de la défense à partir de 2022, principalement à cause de la dette liée à toutes les mesures de relance⁷.

Avec les États-Unis, les quatre autres pays les plus dépensiers en matière de défense représentent 62 % des dépenses militaires mondiales. Les acteurs mondiaux sont, pour la plupart, déterminés à renforcer leurs capacités militaires sur fond de tensions mondiales, en dépit de la pandémie. Entre autres engagements, le Japon a annoncé une augmentation des dépenses pour une neuvième année d'affilée, la France maintient ses dépenses et le Royaume-Uni a annoncé la plus importante hausse de son budget alloué à la défense depuis la guerre froide. Ces fonds seront affectés entre autres à la recherche militaire et au financement d'autres programmes, notamment le programme d'avions de combat Tempest^{7, 8, 9}.

Deuxième segment le plus important du marché mondial de fabrication d'avions pour la prochaine décennie, les avions de chasse devraient représenter un marché de plus de 325 milliards de dollars américains par année au cours de cette période. La production prévue de plus de 4 200 avions au cours de cette période vise à répondre au remplacement des flottes vieillissantes et négligées, et à la hausse du taux d'utilisation des avions. Avec le F-35, Lockheed devrait s'approprier jusqu'à 47 % de ce marché, alors que les autres avions de chasse de génération 4.5, comme les F-18, F-16, F-15, Gripen et Rafale représenteront plus de 20 % du reste¹⁰. En plus du programme d'avions de combat Tempest (R.-U., Suède et Italie) mentionné précédemment, d'autres avions de chasse de sixième génération sont à différentes étapes de développement, notamment le système de combat aérien du futur (SCAF) (France, Allemagne et Espagne) et le NGAD (Next Generation Air Dominance) (États-Unis).

Se reporter à la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» du présent rapport de gestion pour de plus amples informations au sujet des déclarations prospectives et des risques qui y sont associés.

¹) Source : Commercial Aerospace Faces Turbulence, Boston Consulting Group, publié le 18 novembre 2019.

²) Source : COVID-19 Updated Impact Assessment, IATA, rapport publié le 14 avril 2020.

³) Source : COVID-19 Has Been an Unprecedented Shock, IATA, rapport publié le 17 mars 2021

⁴) Source : COVID-19 Passenger Market Remains Weak While Air Cargo Strengthens, rapport publié le 7 avril 2021

⁵) Source : World Aero Market: Looking Up, From the Bottom of a Pit, Teal Group, avril 2021.

⁶) Source : Boeing Commercial Market Outlook 2020–2039.

⁷) Source : Stockholm International Peace Institute, World Military Expenditures, communiqué de presse publié le 26 avril 2021.

⁸) Source : 2021 Aerospace and Defence Industry Outlook, Deloitte, janvier 2021.

⁹) Source : PM to announce largest military investment in 30 years, gouvernement du Royaume-Uni, communiqué de presse publié le 19 novembre 2020.

¹⁰) Source : World Civil and Military Aircraft Briefing, Teal Group, mars 2020.

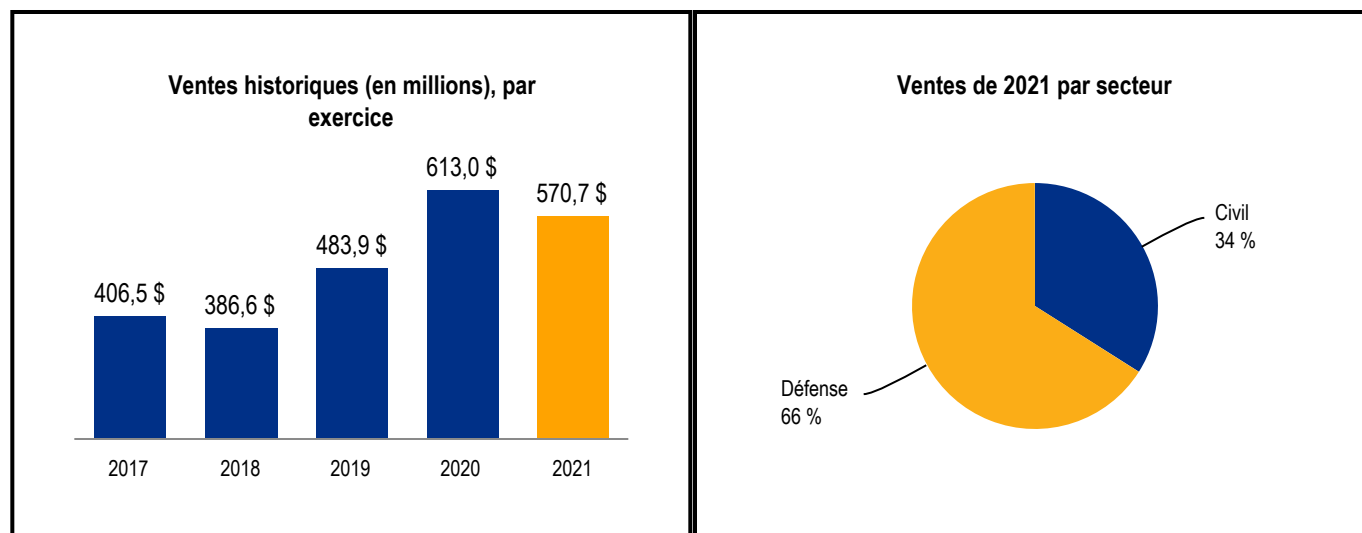
RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Ventes	154 989 \$	166 800 \$	(11 811) \$	570 685 \$	612 996 \$	(42 311) \$
Marge brute	25 170	29 852	(4 682)	94 917	103 120	(8 203)
Frais de vente et d'administration	11 322	12 275	(953)	49 706	50 572	(866)
Résultat opérationnel ajusté ¹	13 848	17 577	(3 729)	45 211	52 548	(7 337)
Éléments non récurrents	1 619	82 003	(80 384)	11 115	82 618	(71 503)
Résultat opérationnel	12 229	(64 426)	76 655	34 096	(30 070)	64 166
(Produits) frais financiers nets	(158)	(533)	375	7 909	7 846	63
Charge d'impôt sur le résultat	3 585	8 220	(4 635)	6 374	12 742	(6 368)
Résultat net	8 802 \$	(72 113) \$	80 915 \$	19 813 \$	(50 658) \$	70 471 \$
Résultat net ajusté ¹	10 169 \$	13 695 \$	(3 526) \$	29 034 \$	35 666 \$	(6 632) \$
BAIIA ajusté ¹	24 975 \$	28 609 \$	(3 634) \$	88 297 \$	96 191 \$	(7 894) \$
<i>En pourcentage des ventes</i>						
Marge brute	16,2 %	17,9 %	-170 pdb	16,6 %	16,8 %	-20 pdb
Frais de vente et d'administration	7,3 %	7,4 %	-10 pdb	8,7 %	8,2 %	50 pdb
Résultat opérationnel	7,9 %	(38,6) %	nmf	6,0 %	(4,9) %	nmf
Résultat opérationnel ajusté ¹	8,9 %	10,5 %	-160 pdb	7,9 %	8,6 %	-70 pdb
<i>En dollars par action</i>						
Bénéfice (perte) par action ²	0,24 \$	(1,98) \$	2,22 \$	0,55 \$	(1,38) \$	1,93 \$
BPA ajusté ¹	0,28 \$	0,38 \$	(0,10) \$	0,80 \$	1,00 \$	(0,20) \$

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

² De base et dilué(e).

Ventes



Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

Trimestres clos les 31 mars					
	2021	2020	Incidence des taux de change	Variation nette	
Défense	107 312 \$	94 845 \$	(2 276) \$	14 743 \$	15,5 %
Civil	47 677	71 955	(1 280)	(22 998)	(32,0) %
Total	154 989 \$	166 800 \$	(3 556) \$	(8 255) \$	(4,9) %

Exercices clos les 31 mars					
	2021	2020	Incidence des taux de change	Variation nette	
Défense	377 465 \$	329 259 \$	1 968 \$	46 238 \$	14,0 %
Civil	193 220	283 737	1 007	(91 524)	(32,3) %
Total	570 685 \$	612 996 \$	2 975 \$	(45 286) \$	(7,4) %

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations des taux de change présentée dans le tableau ci-dessus.

Au cours de l'exercice, la Société a privilégié le secteur de la défense au détriment du secteur de l'aviation commerciale en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la demande du marché de l'aérospatiale.

Défense

Les augmentations nettes des ventes dans le secteur de la défense, respectivement de 46,2 millions de dollars et 14,7 millions de dollars, pour l'exercice et le quatrième trimestre ont été favorisées par :

- l'accélération des livraisons en vertu des contrats visant le Boeing F-18, le CH-53K de Sikorsky et le Gripen E de Saab;
- les importantes livraisons pour les plateformes des OEM existantes, notamment pour l'Eurofighter et le Lockheed F-35;
- une hausse de la demande de pièces de rechange pour le programme Global Hawk de Northrop Grumman et de la part du gouvernement américain pour les avions C-130 et KC-135.

Ces facteurs positifs ont été contrebalancés en partie par la fin d'une campagne de service après-vente visant le Sikorsky H-60.

Civil

La COVID-19 et son incidence sur le marché de l'aérospatiale ont entraîné des diminutions de respectivement 32,3 % et 32,0 % des ventes dans le secteur civil pour l'exercice et le quatrième trimestre. Ces diminutions découlent essentiellement de la baisse du nombre de livraisons pour les programmes d'avions commerciaux gros porteurs, les livraisons d'avions double-couloirs ayant chuté de 45 % en raison de la diminution de la demande par les OEM.

Marge brute

Comme il a déjà été mentionné, la pandémie de COVID-19 a entraîné une diminution des ventes dans le secteur civil et, par conséquent, de la marge brute pour l'exercice considéré, contrebalancée en partie par la croissance affichée dans le secteur de la défense. La pandémie a également donné lieu à des coûts directs excédentaires, y compris des inefficiences de production et des risques commerciaux, tels que les surplus de stocks, presque entièrement compensés par les mesures d'allègement des gouvernements, dont la Subvention salariale d'urgence du Canada («SSUC»).

Pour l'exercice considéré, la marge brute a diminué pour s'établir à 94,9 millions de dollars, ou 16,6 % des ventes, en regard de 103,1 millions de dollars, ou 16,8 % des ventes, pour l'exercice précédent, en raison principalement d'une baisse du volume des ventes qui ne s'est accompagnée d'aucune diminution correspondante des frais fixes, tel que l'amortissement, ce qui a représenté une incidence négative sur douze mois de 0,4 % des ventes. Cette diminution a été en partie contrebalancée par une meilleure composition des ventes qu'à l'exercice précédent.

La marge brute pour le trimestre a reculé, passant de 29,9 millions de dollars, ou 17,9 % des ventes, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent à 25,2 millions de dollars, ou 16,2 % des ventes. Cette diminution est surtout imputable à une composition des ventes moins favorable qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à une baisse des volumes qui ne s'est accompagnée d'aucune diminution correspondante des frais fixes, tel que l'amortissement, ce qui a représenté une incidence négative de 0,6 % des ventes.

Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négative nette de 0,5 % des ventes pour le trimestre clos le 31 mars 2021 et une incidence négligeable (moins de 0,1 % des ventes) pour l'exercice considéré.

Frais de vente et d'administration

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Frais de vente et d'administration	11 322 \$	12 275 \$	49 706 \$	50 572 \$
Moins : Gains nets (pertes nettes) découlant de la conversion d'éléments monétaires	813	1 869	(1 456)	1 196
	12 135 \$	14 144 \$	48 250 \$	51 768 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>	7,8 %	8,5 %	8,5 %	8,4 %

Si l'on exclut l'incidence nette des taux de change sur les éléments monétaires, les frais de vente et d'administration sont demeurés stables en pourcentage des ventes pour l'exercice considéré, les effets des initiatives de restructuration sur la structure des coûts ayant compensé la baisse de volume des ventes, tout en étant légèrement contrebalancés par l'augmentation de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions. L'incidence des initiatives de restructuration s'étant accentuée à la fin de l'exercice, les frais de vente et d'administration ont davantage diminué au quatrième trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Éléments non récurrents

Les éléments non récurrents se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Éléments non récurrents du résultat opérationnel				
Charges de restructuration	1 619 \$	— \$	11 115 \$	— \$
Dépréciation du goodwill	—	79 736	—	79 736
Réduction de valeur des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	—	2 267	—	2 267
Frais liés aux acquisitions	—	—	—	615
	1 619 \$	82 003 \$	11 115 \$	82 618 \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat				
Réduction de valeur des actifs d'impôt différé	— \$	3 805 \$	— \$	3 805 \$
	— \$	3 805 \$	— \$	3 805 \$
Total	1 619 \$	85 808 \$	11 115 \$	86 423 \$

Charges de restructuration

Au cours de l'exercice 2021, Héroux-Devtek a annoncé la mise en œuvre d'initiatives de restructuration à la lumière de la pandémie de COVID-19 actuelle. Ces initiatives touchent 15 % de l'effectif, ou environ 315 employés, et comprennent la fermeture d'Alta Précision et d'APPH Wichita.

À ce jour, 11,1 millions de dollars de frais connexes ont été comptabilisés, comparativement aux 12,0 millions de dollars initialement annoncés, ce qui comprend essentiellement les charges salariales et les coûts de démantèlement et de relocalisation de la machinerie. En tout, 85 % des suppressions de postes ont été effectuées et celles qui restent se feront essentiellement après la fermeture d'APPH Wichita, qui est prévue d'ici la fin de l'année civile en cours. La fermeture d'Alta Précision est pratiquement terminée. Au 31 mars 2021, une provision pour restructuration de 3,6 millions de dollars est comptabilisée au bilan consolidé.

Dépréciation du goodwill, réduction de valeur des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir et des actifs d'impôt différé

La direction évalue la recouvrabilité des actifs à partir du budget et du plan stratégique sur cinq ans. Le budget et le plan stratégique sont préparés en se basant sur les cadences de production publiées de fabricants d'avions, les prévisions de l'industrie aérospatiale, les prévisions économiques générales et l'expérience.

La baisse importante de la demande prévue de produits de l'aérospatiale commerciale résultant de la pandémie de COVID-19 actuelle a été prise en compte dans ces estimations, y compris les réductions de cadence de production, dont la diminution du volume d'avions commerciaux gros porteurs de 40 % déjà annoncée par Airbus et Boeing.

La révision à la baisse de ces prévisions a entraîné la comptabilisation de charges hors trésorerie au titre de la dépréciation du goodwill, des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir et des actifs d'impôt différé au cours de l'exercice 2020.

Frais liés aux acquisitions

Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs à l'acquisition d'Alta Précision au cours de l'exercice précédent.

Résultat opérationnel

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Résultat opérationnel	12 229 \$	(64 426) \$	34 096 \$	(30 070) \$
Éléments non récurrents	1 619	82 003	11 115	82 618
Résultat opérationnel ajusté	13 848 \$	17 577 \$	45 211 \$	52 548 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>				
Résultat opérationnel	7,9 %	(38,6) %	6,0 %	(4,9) %
Résultat opérationnel ajusté ¹	8,9 %	10,5 %	7,9 %	8,6 %

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Pour l'exercice considéré, le résultat opérationnel s'est établi à 6,0 % des ventes, comparativement à une perte opérationnelle de 4,9 % des ventes pour l'exercice précédent découlant de la comptabilisation à l'exercice précédent de charges de dépréciation hors trésorerie de 82,0 millions de dollars qui représentaient 13,4 % des ventes. Si l'on exclut les éléments non récurrents, le résultat opérationnel a diminué, passant de 8,6 % à 7,9 % des ventes, ce qui reflète principalement l'incidence négative des fluctuations des taux de change de 3,2 millions de dollars d'un exercice à l'autre (soit 0,6 % des ventes).

Pour le trimestre considéré, le résultat opérationnel s'est établi à 7,9 % des ventes, comparativement à une perte opérationnelle de 38,6 % des ventes découlant également de la comptabilisation de charges de dépréciation hors trésorerie mentionnée précédemment (49,2 % des ventes pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent). Si l'on exclut les éléments non récurrents, le résultat opérationnel a diminué, passant de 10,5 % à 8,9 % des ventes en raison surtout de l'incidence négative des fluctuations des taux de change de 1,7 million de dollars d'un exercice à l'autre (soit 1,1 % des ventes), ainsi que de la baisse du volume des ventes.

Frais financiers nets

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Intérêts sur la dette à long terme	1 471 \$	1 909 \$	(438) \$	7 097 \$	6 905 \$	192 \$
(Produits) charges d'intérêts nets sur les prêts des autorités gouvernementales	(1 000)	(2 999)	1 999	1 369	(773)	2 142
Produits d'intérêts	(169)	(26)	(143)	(761)	(100)	(661)
Autres charges d'intérêts	(460)	583	(1 043)	204	1 814	(1 610)
	(158) \$	(533) \$	375 \$	7 909 \$	7 846 \$	63 \$

Pour l'exercice considéré, les intérêts sur la dette à long terme sont restés relativement stables par rapport à ceux de l'exercice précédent, le solde plus élevé au début de l'exercice ayant été contrebalancé par la baisse des taux d'intérêt et le remboursement sur la dette au cours du quatrième trimestre. La baisse du gain résultant de l'ajustement du calendrier estimatif de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (se reporter à la rubrique intitulée «Prêts des autorités gouvernementales» de la section *Flux de trésorerie et sources de financement*) comparativement à l'exercice précédent a été neutralisée par des ajustements favorables des taux d'actualisation, principalement liés aux provisions, ce qui explique la stabilité globale des frais financiers nets.

Les intérêts sur la dette à long terme ont diminué au cours du quatrième trimestre en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de la baisse des taux d'intérêt et de l'encours de la dette. Combinée aux gains découlant des changements des taux d'actualisation inclus dans les autres charges d'intérêts, cette incidence positive a été plus que contrebalancée par une baisse du gain résultant de l'ajustement du calendrier estimatif de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (se reporter à la rubrique intitulée «Prêts des autorités gouvernementales» de la section *Flux de trésorerie et sources de financement*).

Charge d'impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Résultat avant impôt sur le résultat	12 387 \$	(63 893) \$	26 187 \$	(37 916) \$
Charge d'impôt sur le résultat	3 585	8 220	6 374	12 742
Taux d'imposition effectif	28,9 %	(12,9) %	24,3 %	(33,6) %
Taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	26,4 %	26,5 %	26,4 %	26,5 %

L'analyse suivante ne tient pas compte de l'incidence des éléments non récurrents mentionnés précédemment afin de simplifier l'analyse du taux d'imposition effectif par rapport au taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi.

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Résultat avant impôt sur le résultat	12 387 \$	(63 893) \$	26 187 \$	(37 916) \$
Dépréciation du goodwill et réduction de valeur des crédits d'impôt à recevoir	—	82 003	—	82 003
Résultat avant impôt sur le résultat et dépréciation	12 387	18 110	26 187	44 087
Charge d'impôt sur le résultat	3 585	8 220	6 374	12 742
Réduction de valeur des actifs d'impôt différé	—	(3 805)	—	(3 805)
Charge d'impôt sur le résultat, compte non tenu de la réduction de valeur des actifs d'impôt différé	3 585 \$	4 415 \$	6 374 \$	8 937 \$
Taux d'imposition effectif, compte non tenu de la dépréciation et des réductions de valeur	28,9 %	24,4 %	24,3 %	20,3 %
Taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	26,4 %	26,5 %	26,4 %	26,5 %

Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice 2021, compte non tenu de la dépréciation, a été inférieur de 2,1 % au taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi en raison essentiellement de l'incidence favorable de 1,3 million de dollars (3,7 millions de dollars pour l'exercice 2020) des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis, en partie contrebalancée par des différences permanentes de 0,7 million de dollars (1,2 million de dollars pour l'exercice 2020).

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre considéré reflète essentiellement des différences permanentes totalisant 0,3 million de dollars, en partie compensées par l'incidence favorable de 0,2 million de dollars des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, le taux d'imposition effectif reflétait essentiellement l'incidence favorable de 1,2 million de dollars des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société étaient assujettis, contrebalancée en partie par des différences permanentes totalisant 0,9 million de dollars.

Résultat net

Le résultat net a augmenté pour passer d'une perte de 50,7 millions de dollars pour l'exercice précédent à des bénéfices de 19,8 millions de dollars (diminution pour passer de 35,7 millions de dollars à 29,0 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour l'exercice considéré, et d'une perte de 72,1 millions de dollars à des bénéfices de 8,8 millions de dollars (diminution pour passer de 13,7 millions de dollars à 10,2 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre considéré, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs susmentionnés.

Le bénéfice par action a augmenté pour passer d'une perte de 1,38 \$ par action à un bénéfice de 0,55 \$ par action (diminution pour passer de 1,00 \$ par action à 0,80 \$ par action si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour l'exercice considéré, alors qu'il est passé d'une perte de 1,98 \$ par action à un bénéfice de 0,24 \$ par action (diminution pour passer de 0,38 \$ par action à 0,28 \$ par action, si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre considéré, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les résultats établis selon les IFRS et selon les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes :

Résultat opérationnel ajusté :	Résultat opérationnel excluant les éléments non récurrents
BAIIA ajusté :	Résultat opérationnel excluant la charge d'amortissement et les éléments non récurrents
Résultat net ajusté :	Résultat net excluant les éléments non récurrents après impôts
Bénéfice par action ajusté :	Bénéfice dilué par action calculé à partir du résultat net ajusté
Flux de trésorerie disponibles :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations et compte tenu de l'augmentation ou de la diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Ces mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc possible qu'elles ne soient pas comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction estime qu'elles procurent aux investisseurs des renseignements utiles pour leur permettre d'évaluer la rentabilité de la Société, ainsi que de comparer ses résultats d'une période à l'autre et avec ceux de ses pairs qui utilisent des mesures similaires.

La direction ne voit pas ces mesures comme des substituts aux mesures conformes aux IFRS ou comme des mesures supérieures à celles-ci puisque, souvent, elles ne reflètent pas entièrement les coûts de la période, les coûts à long terme des décisions de financement ou d'investissement ou l'incidence d'événements qui ne découlent pas des activités d'exploitation.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements de ces mesures financières avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des renseignements additionnels sur ce qu'elles représentent, à l'exception des flux de trésorerie disponibles. Pour le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, se reporter à la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

Le résultat opérationnel ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Résultat opérationnel	12 229 \$	(64 426) \$	34 096 \$	(30 070) \$
Éléments non récurrents	1 619	82 003	11 115	82 618
Résultat opérationnel ajusté	13 848 \$	17 577 \$	45 211 \$	52 548 \$

La direction est d'avis que le résultat opérationnel ajusté procure aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer la rentabilité future de la Société en excluant du résultat opérationnel l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation.

Le BAIIA ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Résultat opérationnel	12 229 \$	(64 426) \$	34 096 \$	(30 070) \$
Charge d'amortissement	11 127	11 032	43 086	43 643
Éléments non récurrents dans le résultat opérationnel	1 619	82 003	11 115	82 618
BAIIA ajusté	24 975 \$	28 609 \$	88 297 \$	96 191 \$

La direction est d'avis que le BAIIA ajusté procure des renseignements utiles sur les activités quotidiennes de la Société puisqu'il exclut du résultat les facteurs qui reflètent davantage les décisions de financement et d'investissement à long terme que le rendement à court terme.

Le BAIIA ajusté, en outre, constitue une autre mesure permettant d'évaluer le résultat opérationnel futur de la Société en excluant l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation. La direction utilise aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement opérationnel, ainsi que comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Résultat net	8 802 \$	(72 113) \$	19 813 \$	(50 658) \$
Éléments non récurrents, après impôts	1 367	85 808	9 221	86 324
Résultat net ajusté	10 169 \$	13 695 \$	29 034 \$	35 666 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(145)	(88)	(244)	(545)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la société mère	10 314 \$	13 783 \$	29 278 \$	36 211 \$
<i>En dollars par action</i>				
Bénéfice (perte) par action – de base et dilué(e)	0,24 \$	(1,98) \$	0,55 \$	(1,38) \$
Éléments non récurrents, après impôts	0,04	2,36	0,25	2,38
Bénéfice par action ajusté	0,28 \$	0,38 \$	0,80 \$	1,00 \$

La direction est d'avis que le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté procurent aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer les résultats de la période considérée et les perspectives futures de la Société en matière de bénéfice puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'incidence d'événements non récurrents ou qui ne reflètent pas les activités courantes. Ces mesures sont également utilisées comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

FACILITÉS DE CRÉDIT ET TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)

La Société dispose d'une facilité renouvelable consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité permet à la Société et à ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 250,0 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, en livres sterling ou en euros. Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter le crédit disponible de 100,0 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au 31 mars 2021, la Société avait emprunté un montant de 59,3 millions de dollars (47,0 millions de dollars américains) sur cette facilité, comparativement à un montant de 96,5 millions de dollars (68,0 millions de dollars américains) au 31 mars 2020, après un remboursement de 21,0 millions de dollars américains (27,0 millions de dollars) effectué au cours du quatrième trimestre.

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti («facilité d'emprunt à terme»)

La Société a conclu une facilité d'emprunt à terme auprès du Fonds de solidarité FTQ pour un montant pouvant atteindre 75,0 millions de dollars. Au 31 mars 2021, la facilité était complètement utilisée, comparativement à un solde de 60,0 millions de dollars au 31 mars 2020. Une tranche de 15,0 millions de dollars a été empruntée par mesure de précaution au cours du premier trimestre, au cas où des liquidités additionnelles seraient nécessaires en raison de la pandémie de COVID-19.

La facilité d'emprunt à terme est remboursable à l'échéance, le 30 septembre 2025 et, à compter du 30 septembre 2021, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés sous réserve de certains frais.

Situation de dette nette

La situation de dette nette de la Société est calculée comme suit, aux dates indiquées :

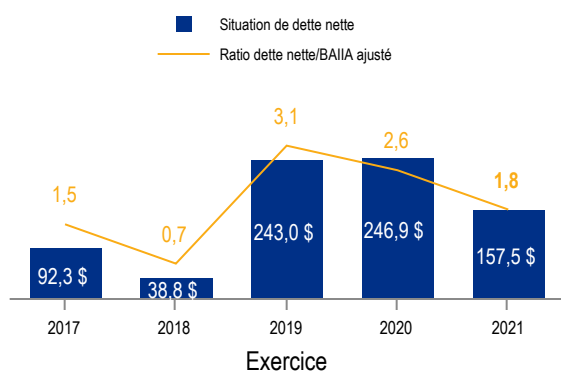
	31 mars 2021	31 mars 2020
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ¹	252 998 \$	292 710 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	95 470	45 841
Situation de dette nette	157 528 \$	246 869 \$
BAIIA ajusté ²	88 297 \$	96 191 \$
Ratio dette nette/BAIIA ajusté	1,8:1	2,6:1

¹ Excluant le montant net des frais de financement différés de 2,3 millions de dollars au 31 mars 2021 et de 3,1 millions de dollars au 31 mars 2020.

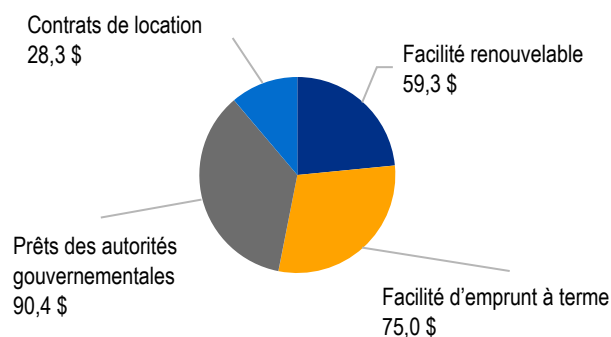
² Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

La diminution appréciable de 89,3 millions de dollars pour l'exercice considéré est principalement attribuable aux flux de trésorerie disponibles de 67,3 millions de dollars générés au cours de l'exercice considéré (se reporter à la rubrique ci-après intitulée «Flux de trésorerie disponibles») et à la résiliation anticipée d'un contrat de location d'installations en raison de la fermeture d'Alta.

Situation de dette nette (en millions)



Composition de la dette à long terme 253 millions de dollars au 31 mars 2021

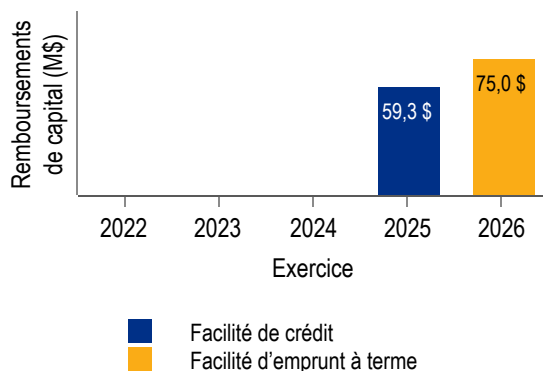


¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés de 2,3 millions de dollars au 31 mars 2021 et de 3,1 millions de dollars au 31 mars 2020.

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes ces clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du présent exercice. Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers.

Comme l'indique le graphique, la Société n'est pas tenue d'effectuer de remboursements de capital sur ses facilités de crédit avant décembre 2024.

Profil des échéances de la dette



PRÊTS DES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été consentis en vertu des programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols visant à promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis en fonction d'un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits de Héroux-Devtek, et ils ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux d'intérêt inférieur aux taux du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Au 31 mars 2021, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de ses prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte d'hypothèses révisées principalement à l'égard des prévisions de ventes à la baisse. Les prévisions de ventes ayant subi les contrecoups de la pandémie actuelle, cela a donné lieu à des gains hors trésorerie de respectivement 1 649 \$ et 3 153 \$ pour les exercices 2021 et 2020, lesquels ont été inclus dans les frais financiers nets.

Au 31 mars 2021, la valeur actualisée comptabilisée par la Société en regard de ces conventions de prêts en cours s'établissait à 90,4 millions de dollars (88,6 millions de dollars au 31 mars 2020) et les taux d'intérêt effectifs sur ces prêts variaient de 0,0 % à 6,8 % au 31 mars 2021 (de 0,0 % à 6,8 % au 31 mars 2020). Le calendrier de remboursement de ces prêts s'échelonne jusqu'à l'exercice 2035 au plus tard.

ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début des périodes	95 500 \$	25 346 \$	45 841 \$	35 128 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	31 565	26 710	89 188	52 573
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 874)	(9 951)	(21 523)	(34 844)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(23 016)	2 128	(16 849)	(7 936)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(705)	1 608	(1 187)	920
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin des périodes	95 470 \$	45 841 \$	95 470 \$	45 841 \$

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	19 935 \$	25 497 \$	66 334 \$	82 101 \$
Variation nette des éléments hors trésorerie	11 630	1 213	22 854	(29 528)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	31 565 \$	26 710 \$	89 188 \$	52 573 \$

Pour l'exercice et le quatrième trimestre clos le 31 mars 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de respectivement 15,8 millions de dollars et 5,6 millions de dollars comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la diminution du BAIIA ajusté et les mouvements de trésorerie liés aux activités de restructuration.

La variation nette des éléments hors trésorerie peut être résumée comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Comptes clients	(18 325) \$	(9 616) \$	11 324 \$	4 328 \$
Impôts à recevoir	335	2 040	(453)	1 102
Stocks	21 988	(10 153)	21 812	(45 517)
Autres actifs	4 444	(225)	8 423	116
Comptes fournisseurs et charges à payer et autres passifs	6 505	9 692	(19 727)	3 320
Provisions	(5 492)	(6 644)	(3 661)	(8 822)
Avances de clients et facturations progressives	1 110	6 934	5 301	11 072
Impôts à payer	(834)	94	739	(508)
Incidence des variations des taux de change	1 899	9 091	(904)	5 381
Variation nette des éléments hors trésorerie	11 630 \$	1 213 \$	22 854 \$	(29 528) \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, la variation nette positive des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- une baisse des stocks découlant de la diminution des ventes dans le secteur civil et du ralentissement des activités d'Alta Précision;
- une réduction des comptes clients découlant de la baisse du volume des ventes et l'optimisation de nos initiatives de recouvrement; contrebalancées en partie par
- une réduction des comptes fournisseurs découlant de la diminution des stocks.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la variation nette négative des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- une hausse des stocks en prévision de la croissance interne à venir en lien avec des programmes dans le secteur de la défense, notamment ceux visant les Boeing F-18 et MQ-25, ainsi qu'à l'incidence des fluctuations des taux de change;
- une baisse des provisions attribuable à l'utilisation de certaines, notamment celles au titre des contrats déficitaires.

Ces éléments négatifs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation des avances de clients et facturations progressives en lien avec des contrats dans le secteur de la défense.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, la variation nette positive des éléments hors trésorerie reflète principalement une diminution des stocks dans le secteur civil pour les raisons susmentionnées, légèrement contrebalancée par une augmentation des comptes clients découlant d'un profil des ventes devenu moins linéaire par rapport au troisième trimestre.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2020, la variation nette positive des éléments hors trésorerie reflète principalement une augmentation du volume d'activité au quatrième trimestre, qui a donné lieu à des augmentations des comptes fournisseurs et des comptes clients, ainsi qu'à la hausse des stocks attribuable aux fluctuations des taux de change.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 764) \$	(7 338) \$	(21 259) \$	(20 645) \$
Augmentation nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(1 489)	(2 641)	(643)	(1 598)
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles	379	28	379	4 053
Paiements en espèces pour des acquisitions d'entreprises	—	—	—	(17 149)
Apport en capital d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale	—	—	—	495
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 874) \$	(9 951) \$	(21 523) \$	(34 844) \$

Les paiements en espèces pour des acquisitions d'entreprises à l'exercice 2020 se rapportent à l'acquisition d'Alta Précision.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant brut ¹	7 806 \$	5 553 \$	21 805 \$	18 890 \$
Aide gouvernementale	(682)	—	(682)	(30)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7 124 \$	5 553 \$	21 123 \$	18 860 \$
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs	(360)	1 785	136	1 785
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	6 764 \$	7 338 \$	21 259 \$	20 645 \$

¹ Déduction faite des ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation hors trésorerie.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Augmentation de la dette à long terme	3 524 \$	4 977 \$	68 113 \$	30 927 \$
Remboursement de la dette à long terme	(31 019)	(2 827)	(89 616)	(38 024)
Émission d'actions ordinaires	4 479	58	4 654	58
Augmentation des frais de financement différés	—	(80)	—	(897)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(23 016) \$	2 128 \$	(16 849) \$	(7 936) \$

L'augmentation de la dette à long terme au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 est essentiellement attribuable à un emprunt de 45,0 millions de dollars sur la facilité renouvelable et à un emprunt de 15,0 millions de dollars sur la facilité d'emprunt à terme, tous deux ayant été effectués par mesure de précaution, au cas où des liquidités additionnelles seraient nécessaires en raison de la pandémie de COVID-19. Le montant résiduel est lié aux prêts obtenus des autorités gouvernementales.

Pour l'exercice 2020, l'augmentation de la dette à long terme était principalement attribuable à des emprunts d'un total de 22,1 millions de dollars sur les facilités de crédit pour le financement de l'acquisition d'Alta Précision.

Les remboursements de la dette à long terme pour l'exercice clos le 31 mars 2021 se rapportent principalement au remboursement de l'emprunt de 45,0 millions de dollars effectué sur la facilité renouvelable décrite ci-dessus et à un remboursement de 21 millions de dollars américains (27,0 millions de dollars) sur la facilité renouvelable effectué au quatrième trimestre. Le montant résiduel est lié aux paiements de loyers et au remboursement des prêts des autorités gouvernementales.

L'émission d'actions ordinaires est en lien avec l'exercice d'options sur actions qui expiraient au cours de l'exercice.

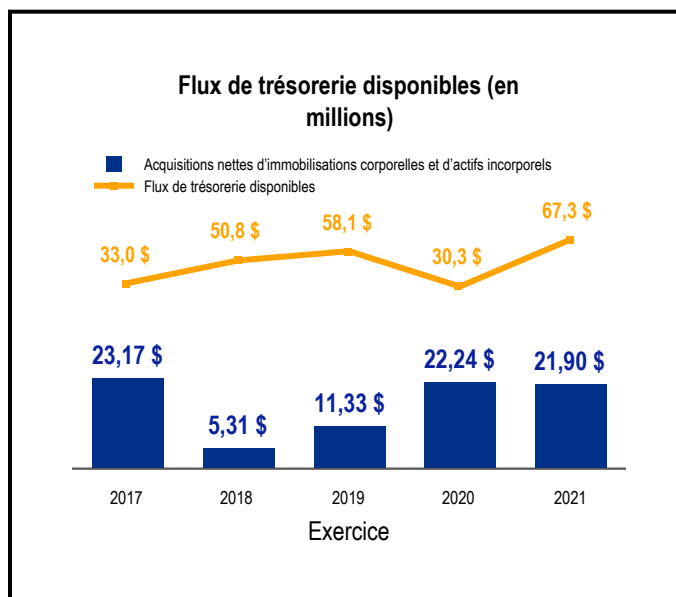
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES¹

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	31 565 \$	26 710 \$	89 188 \$	52 573 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 764)	(7 338)	(21 259)	(20 645)
Augmentation nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(1 489)	(2 641)	(643)	(1 598)
Flux de trésorerie disponibles ¹	23 312 \$	16 731 \$	67 286 \$	30 330 \$

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour la définition de cet indicateur.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent un bon indicateur de la solidité financière et de la rentabilité puisqu'ils indiquent le montant des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation qui est disponible aux fins de distribution, du remboursement de la dette et du financement des investissements.

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles pour le quatrième trimestre et l'exercice considéré, comparativement à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, s'explique principalement par une solide gestion du fonds de roulement hors trésorerie en vue de le rendre conforme à la réduction du volume des ventes découlant de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le marché de l'aérospatiale commerciale.



BESOINS EN LIQUIDITÉS

Le tableau qui suit présente un résumé des obligations contractuelles de la Société au 31 mars 2021, y compris les versements payables au cours des cinq prochains exercices et les suivants :

Obligations contractuelles	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales	113 067 \$	7 597 \$	18 256 \$	21 896 \$	65 318 \$
Obligations locatives	34 305	8 811	10 201	4 702	10 591
Facilité renouvelable	62 407	1 151	1 566	59 690	—
Facilité d'emprunt à terme	92 579	3 907	7 814	80 858	—
Remboursement de la dette à long terme, y compris les intérêts	302 358	21 466	37 837	167 146	75 909
Obligations d'achat	200 572	140 504	56 662	3 388	18
Comptes fournisseurs	57 508	57 508	—	—	—
Engagements d'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	1 572	1 572	—	—	—
Total des obligations contractuelles¹	562 010 \$	221 050 \$	94 499 \$	170 534 \$	75 927 \$

¹⁾ Excluant les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies présentées à la rubrique intitulée « Régimes de retraite ».

SITUATION FINANCIÈRE

STRUCTURE DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- obtenir ou rembourser des facilités de crédit à long terme;
- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, est une mesure clé qui est prise en compte dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable.

Le ratio dette nette/capitaux propres de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2021	31 mars 2020
Dette à long terme	250 699 \$	289 617 \$
Frais de financement différés, montant net	2 299	3 093
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	95 470	45 841
Dette nette	157 528 \$	246 869 \$
Capitaux propres	391 732	349 448
Ratio dette nette/capitaux propres	0,40:1	0,71:1

Pour évaluer la structure du capital de la Société après la clôture de l'exercice, la direction a déterminé que de continuer à réduire la dette nette ne constitue plus le meilleur moyen de déployer du capital en vue d'assurer un rendement pour les actionnaires, compte tenu du faible coût de la dette et du cours de l'action. Ainsi, en mai 2021, la Société a déposé auprès de la Bourse de Toronto un avis d'intention de procéder à une OPRCNA visant le rachat et l'annulation de jusqu'à 2 412 279 de ses actions ordinaires émises et en circulation.

Pour la direction, l'OPRCNA représente une méthode flexible de répartition du capital visant la création de valeur pour les actionnaires, sans compromettre la capacité de la Société à poursuivre des initiatives de croissance futures, qu'il s'agisse de nouveaux contrats ou d'acquisitions.

CAPITAL ÉMIS

Le capital-actions a évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2021		Exercice clos le 31 mars 2021	
	Nombre d'actions	Capital émis	Nombre d'actions	Capital émis
Solde d'ouverture	36 382 210	80 001 \$	36 367 210	79 757 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	382 500	6 221	397 500	6 465
Solde de clôture	36 764 710	86 222 \$	36 764 710	86 222 \$

Au 19 mai 2021, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 36 796 469.

Les options sur actions ont évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2021		Exercice clos le 31 mars 2021	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	1 831 595	13,11 \$	1 497 595	13,86 \$
Attribuées	—	—	349 000	9,83
Exercées	(382 500)	11,71	(397 500)	11,71
Solde de clôture	1 449 095	13,48 \$	1 449 095	13,48 \$

Au cours du dernier trimestre de l'exercice, la Société a émis 382 500 actions ordinaires pour un produit en trésorerie de 6,2 millions de dollars par suite de l'exercice d'options sur actions qui expiraient au cours de l'exercice.

Au 31 mars 2021, 2 360 007 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission à l'exercice d'options sur actions, comparativement à 2 757 507 au 31 mars 2020. En conséquence, la Société peut émettre 910 912 options sur actions additionnelles en vertu de sa réserve actuelle.

Au 19 mai 2021, le nombre d'options sur actions en cours s'élevait à 1 417 336.

Pour de plus amples renseignements concernant le capital-actions émis et en circulation de la Société et les régimes de rémunération connexes, se reporter à la note 22, *Capital émis*, afférente aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

Fonds de roulement

Le fonds de roulement de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2021	31 mars 2020	Variation	
Actifs à court terme	434 769 \$	422 050 \$	12 719 \$	3,0 %
Passifs à court terme	193 369	216 633	(23 264)	(10,7) %
Fonds de roulement net	241 400 \$	205 417 \$	35 983 \$	17,5 %
Ratio du fonds de roulement	2,25	1,95		

L'augmentation de 12,7 millions de dollars des actifs à court terme est principalement attribuable à :

- une hausse de 49,6 millions de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie; en partie contrebalancée par
- une diminution de 24,6 millions de dollars des stocks découlant de la diminution du volume des ventes dans le secteur civil et du ralentissement des activités d'Alta Précision; et
- une diminution de 12,8 millions de dollars des comptes clients découlant de la baisse du volume des ventes et l'optimisation de nos initiatives de recouvrement.

La diminution de 23,3 millions de dollars des passifs à court terme découle principalement d'une baisse de 16,7 millions de dollars des comptes fournisseurs attribuable à la diminution des stocks et d'une baisse de 9,3 millions de dollars des passifs dérivés se rapportant aux contrats de change à terme.

Actifs à long terme, passifs à long terme et capitaux propres

Les actifs à long terme, les passifs à long terme et les capitaux propres de la Société s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2021	31 mars 2020	Variation	
Actifs à long terme	418 515 \$	476 798 \$	(58 283) \$	(12,2) %
Passifs à long terme	268 183	332 767	(64 584)	(19,4) %
Capitaux propres	391 732 \$	349 448 \$	42 284 \$	12,1 %

La diminution de 58,3 millions de dollars des actifs à long terme pour l'exercice découle principalement de l'amortissement et de l'incidence négative des fluctuations des taux de change à la conversion des actifs de la Société libellés en devises.

La diminution de 64,6 millions de dollars des passifs à long terme s'explique principalement par une diminution de 37,4 millions de dollars de la dette à long terme découlant des remboursements nets et des résiliations de contrats de location, une diminution de 11,7 millions de dollars des autres passifs à long terme essentiellement attribuable aux obligations nettes au titre des prestations définies et l'incidence favorable des fluctuations des taux de change à la conversion des passifs à long terme libellés en devises.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les obligations nettes au titre des prestations définies ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	2021	2020
Actifs nets des régimes de retraite (obligations nettes au titre des prestations définies) au début de l'exercice	(10 079) \$	(6 650) \$
Gains nets (pertes nettes) sur la réévaluation	10 262	(2 398)
Cotisations de l'employeur	1 627	1 417
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(1 053)	(1 408)
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies	(394)	(238)
Autres	(307)	(802)
Actifs nets des régimes de retraite (obligations nettes au titre des prestations définies) à la clôture de l'exercice	56 \$	(10 079) \$

La situation de capitalisation des régimes de retraite de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2021	31 mars 2020
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	69 289 \$	64 234 \$
Juste valeur des actifs des régimes	69 988	55 117
Coefficient de capitalisation	101,0 %	85,8 %

La Société a versé des cotisations de 1,6 million de dollars et 3,3 millions de dollars, respectivement, à ses régimes à prestations définies et à cotisations définies au cours de l'exercice 2021, et prévoit verser des cotisations respectivement de 0,9 million de dollars et 2,8 millions de dollars à ces mêmes régimes au cours de l'exercice 2022. L'augmentation de la juste valeur des actifs des régimes découle principalement des solides rendements obtenus cette année sur les marchés financiers après la volatilité observée à l'exercice précédent, causée par la pandémie de COVID-19.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisition d'Alta Précision Inc. (exercice 2020)

Le 7 juin 2019, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions d'Alta Précision Inc. («Alta») pour un montant de 18,6 millions de dollars. Située à Montréal, au Canada, Alta est un fabricant de composantes de train d'atterrissage de haute précision. L'acquisition a été financée au moyen des facilités de crédit disponibles de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises.

Le 5 mai 2020, la Société a annoncé la fermeture des installations d'Alta en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le marché de l'aérospatiale commerciale. Les activités en lien avec Alta ont été transférées vers d'autres unités opérationnelles où certains contrats sont maintenus, de même que les actifs acquis et les passifs pris en charge correspondants.

Cession d'APPH Bolton

Le 4 mai 2021, Héroux-Devtek a conclu une entente visant la vente de ses activités de Bolton, au Royaume-Uni, à Ontic Engineering & Manufacturing UK Limited, pour un prix de vente de 2,7 millions de livres sterling (4,6 millions de dollars), compte non tenu d'un montant de 0,9 million de livres sterling (1,5 million de dollars), qui dépend de l'atteinte de certains objectifs commerciaux. L'opération sera comptabilisée au premier trimestre de l'exercice 2022 et ne devrait donner lieu à aucun gain important ni à aucune perte importante sur la cession de l'unité opérationnelle.

OPÉRATIONS SUR DEVISES

Du fait que la Société exploite des activités dans divers pays et qu'elle fait affaire avec des clients répartis à travers le monde, la situation financière et les résultats d'exploitation de Héroux-Devtek sont en partie influencés par l'évolution des taux de change. Plus spécifiquement, la Société exerce des activités au Canada, aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni, et engage, par conséquent, des coûts libellés dans les devises respectives de ces quatre pays, soit le dollar canadien («\$ CA»), le dollar américain («\$ US»), l'euro («EUR») et la livre sterling («GBP»). Outre les coûts libellés dans leur devise locale, une part importante des coûts des matériaux des activités canadiennes, espagnoles et britanniques est libellée en dollars américains, tout comme une large part de leurs ventes.

La Société doit convertir en dollars canadiens les produits, les charges ainsi que les éléments d'actif et de passif libellés en devises, aux fins de présentation de l'information financière. Des gains et pertes surviennent du fait des fluctuations de ces devises par rapport au dollar canadien entre deux dates de clôture du bilan, ou entre la date d'une transaction et la date de clôture du bilan.

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période. Les postes du bilan sont convertis selon le taux de change au comptant affiché à la date de clôture du bilan.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2021	31 mars 2020
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,2575	1,4187
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,4759	1,5584
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,7337	1,7604

Les taux de change utilisés pour convertir les produits et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2021	2020	2021	2020
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,2666	1,3442	1,3292	1,3306
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,5267	1,4811	1,5405	1,4784
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,7461	1,7185	1,7269	1,6915

Héroux-Devtek est principalement exposée au rendement du dollar américain par rapport au dollar canadien, à la livre sterling et à l'euro en raison de la prévalence du dollar américain dans les transactions effectuées sur le marché de l'aérospatiale et de l'emplacement géographique de ses activités d'exploitation. L'exercice 2021 a été marqué par une baisse de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien, à l'euro et à la livre sterling, du fait de la volatilité observée sur les marchés financiers au cours des douze derniers mois. Environ 70 % des ventes de la Société sont libellées en dollars américains, contre seulement légèrement moins de la moitié des coûts connexes, ce qui génère d'importantes entrées de fonds nettes en dollars américains.

Afin de gérer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture des devises en vertu de laquelle Héroux-Devtek conclut des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains de montants équivalents aux entrées de fonds nettes anticipées. Cette politique exige que la Société couvre de 50 % à 100 % de l'exposition nette connue, essentiellement pour les deux exercices qui suivent. Se reporter à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» de la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir plus de renseignements.

Au 31 mars 2021, la Société avait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 268,7 millions de dollars. Ce montant comprend des contrats d'un montant notionnel de 197,5 millions de dollars américains pouvant être convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,3161. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates entre avril 2021 et mars 2025, la majorité échéant au cours des exercices 2022 et 2023.

Conformément à la comptabilité de couverture en vertu des IFRS, les gains et pertes sur ces contrats de change à terme sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à leur règlement, après quoi ils sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés tout comme les gains et pertes correspondants lors de la conversion des instruments financiers connexes. Au 31 mars 2021, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard du dollar américain aurait entraîné une diminution de 0,5 million de dollars du résultat net de la Société pour l'exercice 2021.

GESTION DU RISQUE

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels qui l'exposent à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats. La Société est également soumise à des risques économiques ou naturels plus généraux pouvant entraîner des répercussions à grande échelle sur l'ensemble de son industrie.

La philosophie générale de Héroux-Devtek consiste à éviter les risques inutiles et à limiter, dans la mesure du possible, tout risque associé aux activités commerciales. La prise de risques non associés aux activités commerciales habituelles est considérée comme inappropriée.

Il incombe ultimement au conseil d'administration et à ses comités d'identifier les risques importants pour l'entreprise et de s'assurer que la direction s'acquitte adéquatement de ses tâches en matière de gestion du risque. Son rôle à cet égard en est un de prise de décisions de haut niveau, de surveillance et d'analyse. Afin d'y parvenir, le conseil d'administration délègue la plupart des responsabilités en matière de prévention, de détection et d'atténuation des risques aux dirigeants.

Il incombe aux dirigeants de la Société de s'assurer que les systèmes et procédures sont en place afin d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la Société est exposée et de les gérer dans des limites tolérables. Afin d'y parvenir, la direction a fixé les objectifs suivants :

- Identifier et évaluer les risques auxquels s'expose la Société et, dans la mesure du possible, réduire l'exposition à un niveau tolérable
- Avoir recours aux méthodes les plus efficaces et efficientes afin d'éliminer, de réduire ou de transférer l'exposition aux risques
- Prendre en compte les risques associés aux décisions opérationnelles et à la structure des transactions de manière à éviter les risques lorsque cela est possible

Le processus de gestion du risque d'entreprise («GRE») est une composante clé des méthodes de gestion du risque de la Société. Il s'agit d'une procédure d'évaluation des contrôles et des risques mise en œuvre à plusieurs niveaux, dans le cadre de laquelle les équipes de direction de toutes les divisions, l'équipe de la haute direction, les membres du conseil d'administration et les responsables internes dans des champs d'expertise précis sont invités à faire des évaluations, présenter des points de vue et partager des méthodes. L'information recueillie est regroupée, évaluée et condensée pour produire une liste exhaustive des principaux risques, contrôles, réponses et risques résiduels. L'information en résultant est incorporée dans le programme d'audit interne et communiquée au comité d'audit et au conseil d'administration, qui passent également en revue les principaux risques sur une base régulière.

Les méthodes les plus importantes auxquelles a recours la direction pour gérer les risques ont des impacts sur l'ensemble de l'entreprise. Ces efforts à l'échelle de l'entreprise comprennent, sans s'y limiter :

- la mise en place d'une culture d'entreprise qui encourage la gestion responsable et l'intégrité par l'adhésion à des politiques d'embauche strictes et l'envoi de messages clairs de la part des dirigeants;
- l'application d'un code d'éthique et d'une politique de dénonciation visant à assurer la qualité de la régie d'entreprise et l'intégrité du fonctionnement de la Société;
- la mise en place et l'alignement continu de normes et de systèmes de qualité dans l'ensemble de l'entreprise, notamment au niveau de la chaîne d'approvisionnement, de l'assurance-qualité et de l'amélioration continue;
- la mise en place dans l'ensemble de l'entreprise de mesures rigoureuses de contrôle interne dans le but de gérer les risques associés à la communication de l'information financière, la fraude, la trésorerie et les activités opérationnelles.

Les paragraphes et tableaux qui suivent présentent une liste de risques clés identifiés par la direction ainsi que les approches connexes de gestion de ces risques. Cette liste n'est pas exhaustive et ne doit pas être considérée comme limitative. D'autres facteurs de risques n'ayant possiblement pas encore été identifiés par la direction pourraient avoir une incidence négative sur les activités, la situation financière ou les résultats de la Société.

Risques liés à la pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'écllosion de la nouvelle maladie à coronavirus, nommée COVID-19, était une pandémie mondiale. Au cours de sa revue annuelle de la GRE, la Société a déterminé que certains des principaux risques ont été accentués par l'incidence de la pandémie, notamment :

- l'écllosion dans une installation – perturbation des activités;
- les liquidités – risque de crédit accru des consommateurs;
- les technologies de l'information – augmentation des cyberrisques;
- le rendement de la chaîne d'approvisionnement – perturbation causée par des retards de livraison;
- les conditions économiques générales – ralentissement important du marché de l'aérospatiale commerciale.

La direction a ajusté sa réponse à ces risques en conséquence, en prenant immédiatement des mesures particulières pour diminuer l'incidence de ces risques et les ramener à un niveau acceptable. Se reporter aux tableaux ci-dessous pour des informations plus détaillées sur la réponse de la direction aux risques susmentionnés et aux autres risques.

Malgré ces mesures, la pandémie pourrait perturber les activités d'une entreprise de façon importante et imprévue, et entraîner possiblement l'une des éventualités suivantes :

- Une écllosion dans une installation, ce qui perturberait les activités, retarderait les livraisons et engendrerait des pertes financières
- Des inefficiences opérationnelles et des coûts additionnels découlant des effets de la pandémie même et des méthodes d'atténuation des risques sur la main-d'œuvre
- L'arrêt ou le ralentissement de la production des principaux fournisseurs, ce qui déréglerait la chaîne d'approvisionnement
- L'arrêt ou le ralentissement de la production des clients, ce qui retarderait les livraisons
- Des difficultés financières pour les fournisseurs ou pour les clients faisant en sorte que des matières premières essentielles ne soient pas disponibles ou soient plus coûteuses, que des comptes clients deviennent irrécouvrables ou que les cycles de paiement soient plus longs
- Une baisse de la demande mondiale pour les produits du secteur de l'aérospatiale commerciale qui inciterait Airbus, Boeing et les autres OEM à diminuer leur cadence de production
- Une grande volatilité et fragilité des marchés financiers mondiaux, ce qui aurait une incidence négative sur le cours de nos actions, sur notre capacité d'accéder aux marchés des capitaux et de procéder à l'acquisition d'entreprises dans le cadre de notre stratégie de croissance, et sur la valeur des actifs de nos régimes de retraite
- Le report des activités liées aux appels d'offres
- Le détournement de l'attention de la direction

Héroux-Devtek continue de suivre attentivement la hausse des taux mondiaux d'infection à la COVID-19, notamment l'émergence et la propagation de nouveaux variants du virus qui sont beaucoup plus transmissibles. Même si la vaccination est en cours dans le public, la durée et les effets possibles de la pandémie de COVID-19 demeurent incertains. Le gouvernement a renforcé les mesures sanitaires en 2020 et en 2021 afin de ralentir la propagation du virus qui peut avoir des incidences plus larges sur l'économie canadienne et mondiale, et sur les marchés financiers. Malgré toutes les mesures prises par la Société pour atténuer ces risques et offrir un environnement de travail sécuritaire, il lui est impossible de prédire l'incidence globale de la pandémie sur ses activités, ses liquidités ou son résultat. Toute autre épidémie, pandémie ou crise en matière de santé publique peut entraîner des risques similaires pour la Société.

L'incidence sur le secteur de l'aérospatiale en particulier est expliquée à la rubrique intitulée « Perspectives économiques » de la section *Aperçu général*, et les incidences précises sur Héroux-Devtek sont énumérées à la rubrique intitulée « Incidence de la COVID-19 » de la section *Aperçu général*.

Risques stratégiques

Les risques stratégiques ont des impacts à l'échelle de la Société et sont généralement liés à l'orientation générale de la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Dépendance envers des clients importants	Les dix plus importants clients de Héroux-Devtek représentent environ 65 % des ventes consolidées, dont un client représentant 17 % des ventes consolidées. La perte de l'un de ces clients aurait des répercussions importantes sur les résultats financiers actuels et anticipés.	<p>Ce risque est en partie atténué du fait de la conclusion de contrats de vente à long terme avec les clients ainsi que de la recherche active d'une grande diversité de nouveaux clients dans le but de diversifier le portefeuille de ventes.</p> <p>De plus, une diversification encore plus poussée est obtenue en diversifiant les ventes par sous-secteur et produit ou service auprès d'un même client.</p>
Acquisitions et intégrations	<p>Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société procède, sur une base ponctuelle, à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions augmentent la taille et l'envergure de la Société, et peuvent l'exposer à de nouveaux risques d'ordre géographique, politique, opérationnel et financier.</p> <p>Les acquisitions peuvent aussi être très contraignantes pour les dirigeants et exiger beaucoup d'attention, ou engendrer des difficultés subséquentes liées à l'intégration des nouvelles activités. L'intégration des nouvelles activités pose des risques difficiles à anticiper et susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur la croissance et la rentabilité de la Société, et pourrait inclure l'incapacité à réussir l'intégration des activités acquises.</p>	<p>La direction de Héroux-Devtek sélectionne avec soin ses cibles d'acquisition selon des critères rigoureux et ne va de l'avant que lorsqu'elle juge que l'adéquation est satisfaisante.</p> <p>De plus, les conventions d'acquisition font l'objet de négociations minutieuses avec l'objectif d'atténuer les principaux risques liés aux acquisitions par le biais de conditions mutuellement acceptables, de garanties et d'ententes de prix conditionnelles.</p> <p>La Société gère aussi les risques associés aux acquisitions et aux intégrations en procédant à des vérifications diligentes, en mettant à profit l'expérience acquise par son équipe ou en ayant recours à de l'aide extérieure, selon les besoins.</p> <p>Héroux-Devtek planifie l'intégration des acquisitions du haut vers le bas et y consacre des ressources à long terme afin d'optimiser l'intégration et d'atteindre les objectifs stratégiques.</p>

Risques financiers

Les risques financiers sont liés à la situation financière, aux résultats et aux liquidités de la Société, ou sont associés aux conditions de marché qui touchent directement la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Fluctuations des devises	Se reporter à la rubrique intitulée «Opérations sur devises» de la section <i>Renseignements supplémentaires</i> pour obtenir plus de détails concernant les risques liés aux fluctuations des taux de change auxquels s'expose Héroux-Devtek et les pratiques de gestion du risque qui s'y rattachent.	
Situation de trésorerie, accès à des sources de financement et clauses restrictives connexes	<p>La Société doit avoir un accès continu aux marchés des capitaux afin de financer ses activités. La nature à long terme et la structure de coût initiale de certains programmes peuvent nécessiter des montants importants en coûts de démarrage. L'incapacité d'avoir accès à ce capital pourrait faire obstacle à la capacité de la Société à soumissionner sur d'importants contrats, ou encore avoir des répercussions négatives sur les activités courantes.</p> <p>Héroux-Devtek a accès à ce financement par l'entremise de son syndicat bancaire, d'une facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti de même que par le biais de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-acquisition. Ces ententes assujettissent la Société à des clauses financières restrictives comme il est expliqué de la section <i>Flux de trésorerie et sources de financement</i>. Elles restreignent, de plus, la capacité de la Société à vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif, de contracter des titres de dette assortis d'une garantie ou certains autres titres de dette, de s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation ou de s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.</p> <p>Ces restrictions et clauses restrictives pourraient entraver l'accès aux capitaux ou encore empêcher la Société de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.</p>	<p>Afin de maintenir des liquidités adéquates, Héroux-Devtek fait de sa gestion de la trésorerie une priorité quotidienne. Les soldes de trésorerie, les comptes clients, les projections de liquidités, et les taux de change et d'intérêt sur le marché font l'objet d'un suivi constant.</p> <p>Dans le but d'assurer sa stabilité et sa viabilité financière à long terme, la Société cherche aussi à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – s'assurer du déroulement approprié des approbations de soumissions afin de permettre des prévisions fiables des revenus et des coûts et une évaluation adéquate des risques; – structurer les contrats de manière à obtenir des avances des clients et à utiliser la facturation progressive; – développer des ententes à long terme avec les clients et fournisseurs et lancer des appels d'offres pour les coûts importants; – faire des projections de liquidités à long terme dans le cadre du budget annuel et du processus de planification stratégique; – maintenir de bonnes relations avec l'ensemble des principaux créanciers. <p>La direction effectue aussi un suivi constant des clauses restrictives de manière à s'assurer qu'elles sont respectées et répertorie les tendances susceptibles de signaler des risques potentiels dans le futur.</p>
Fluctuations des taux d'intérêt	<p>La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt en raison du taux variable de sa facilité de crédit ainsi que de l'impact sur le coût des besoins futurs en capitaux.</p> <p>Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent aussi avoir des répercussions négatives sur la rentabilité en raison de leur impact sur les taux utilisés par Héroux-Devtek pour actualiser ses provisions et les obligations au titre des régimes de retraite, entre autres soldes. Une baisse des taux d'intérêt entraînerait un accroissement des obligations actuelles et les ajustements qui en résulteraient auraient des répercussions sur les résultats financiers.</p>	<p>Les politiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque abordent spécifiquement la gestion du risque lié aux taux d'intérêt en permettant le recours à des instruments dérivés comme les swaps de taux d'intérêt.</p> <p>Les détails concernant les instruments dérivés en cours sont présentés à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» de la section <i>Renseignements supplémentaires</i>.</p> <p>Les risques associés aux régimes de retraite sont gérés à l'aide de politiques en matière d'investissements mises en place par la Société et les comités de retraite.</p>

Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont plus spécifiques aux activités opérationnelles de Héroux-Devtek, ou découlent de celles-ci, comparativement aux risques stratégiques.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Éclosion virale dans une installation	La Société est exposée au risque d'une éclosion virale dans l'une ou l'autre de ses installations qui pourrait non seulement nuire à la santé des employés, mais perturber également les activités, ce qui pourrait entraîner des retards de livraison aux clients et causer des pertes financières.	Héroux-Devtek a mis en place plusieurs mesures afin d'atténuer l'incidence sur son personnel et ses activités : <ul style="list-style-type: none"> – La création d'un comité directeur chargé de la coordination des interventions – Des restrictions s'appliquant à tous les déplacements – Le déploiement d'outils informatiques – Des protocoles dans chaque établissement pour atténuer le risque de transmission, notamment : <ul style="list-style-type: none"> – des mesures de distanciation physique, – la fourniture d'équipement de protection personnelle, – l'échelonnement des quarts de travail, – des directives concernant la mise en quarantaine, – le renforcement des mesures d'hygiène, – le programme de télétravail.
Litiges	Héroux-Devtek est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part, notamment, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires ou d'agences gouvernementales, notamment au chapitre des lois et règlements en matière d'importation et d'exportation. L'ampleur financière et la durée de ces litiges peuvent varier et demeurer inconnues pendant de longues périodes. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société, en plus d'importantes pertes potentielles, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes et des objectifs stratégiques.	La Société emploie des professionnels du domaine juridique qui conseillent la haute direction en matière de conformité continue aux lois et règlements ainsi que de gestion du risque connexe. La Société souscrit aussi à différentes formes d'assurance qui pourraient, en cas de certains types de responsabilités, compenser en tout ou en partie, les pertes potentielles.
Conventions collectives	La Société est partie à certaines conventions collectives qui encadrent les relations de travail avec certains employés. L'échec du renouvellement de ces ententes à des conditions mutuellement acceptables pourrait entraîner des arrêts de travail ou d'autres perturbations du travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers, l'exécution opérationnelle et la satisfaction de la clientèle.	Afin de minimiser ce risque, Héroux-Devtek s'efforce de maintenir des relations professionnelles et de coopération avec la direction syndicale et planifie la négociation des renouvellements suffisamment longtemps d'avance afin de parvenir à des résultats positifs.
Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée	Le marché de la main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie aérospatiale est très compétitif et devrait le demeurer dans le futur. La réalisation des programmes importants et la satisfaction de la clientèle sont fortement tributaires de l'apport des meilleurs talents. Le succès de la Société repose sur cette main-d'œuvre, plus particulièrement les ingénieurs, les machinistes et les programmeurs, à tous les niveaux opérationnels.	Héroux-Devtek cible les meilleurs candidats pour les postes clés et évalue attentivement les personnes embauchées pour s'assurer de leur compatibilité et de leurs perspectives de développement à long terme. Pour retenir ses employés, la Société a adopté des pratiques exemplaires en matière de ressources humaines, en plus d'offrir une rémunération concurrentielle et, dans le cas des dirigeants clés, une rémunération incitative incluant notamment des régimes de primes, d'options sur actions, d'unités d'actions liées au rendement ainsi que d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Technologies de l'information	<p>Les systèmes de technologie de l'information sont essentiels à la plupart des activités de Héroux-Devtek. Ces systèmes peuvent être vulnérables à des cyberattaques ou à l'espionnage, aux virus et à toute autre forme de défaillance matérielle ou logicielle, intentionnelle, ou non.</p> <p>La non-disponibilité de ces systèmes aurait des répercussions négatives directes sur les activités d'exploitation de la Société. L'accès non autorisé à des données confidentielles de Héroux-Devtek, ou à des données de tiers en sa possession, aurait aussi une incidence négative sur la réputation de la Société et, conséquemment, ses activités commerciales et résultats.</p>	<p>Afin de réduire les risques liés aux technologies, Héroux-Devtek a implanté diverses mesures, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un programme pour la sécurité fondé sur le référentiel NIST, comprenant des évaluations fréquentes des termes, ainsi que la réalisation fréquente de vérifications et de tests d'intrusion; – de la surveillance en tout temps par le biais d'un centre de gestion de la sécurité; – une détection des intrusions et des solutions en matière de prévention; – un comité de sécurité mondial, un processus de gouvernance strict et des politiques en matière de technologies de l'information; – une campagne de sensibilisation à la cybersécurité et des campagnes sur l'hameçonnage; – une planification en vue de la reprise après sinistre.
Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie	<p>La complexité et le degré de sophistication des produits de la Société présentent le risque que des défauts pourraient être constatés après la livraison des produits aux clients. Ces défauts pourraient entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des pertes pour les clients pour lesquelles Héroux-Devtek pourrait être tenue responsable. De plus, du fait que ces produits sont principalement utilisés dans le transport aérien, l'ampleur de ces réclamations et pertes pourrait être d'autant plus grande. La responsabilité pour ces pertes, ou l'incapacité de corriger ces erreurs, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités commerciales et les résultats de la Société.</p>	<p>La rigueur dont fait preuve Héroux-Devtek en matière de respect des normes, systèmes et certifications de qualité à toutes les étapes de la conception, de la production, des réparations et de l'entretien atténue en partie le risque de défaillances attribuables aux produits susceptibles d'entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des litiges.</p> <p>La Société dispose d'une équipe de soutien aux produits qui surveille la performance et la fiabilité des produits, et qui souscrit également à de l'assurance responsabilité de produits susceptible d'atténuer d'éventuelles pertes.</p>
Rendement de la chaîne d'approvisionnement	<p>La croissance, l'intégration et l'automatisation continue des activités de la Société font en sorte qu'elle est de plus en plus exposée au rendement de sa chaîne d'approvisionnement et tributaire de celui-ci. Des baisses de qualité, de fiabilité et de disponibilité de la chaîne d'approvisionnement pourraient engendrer des répercussions négatives sur les activités commerciales et les résultats de la Société.</p>	<p>Héroux-Devtek gère les risques liés aux fournisseurs en réalisant des audits fréquents auprès de ses fournisseurs et en maintenant des normes élevées, notamment en exigeant les accréditations AS9100 et Nadcap.</p> <p>La Société surveille le rendement des fournisseurs et atténue les pertes potentielles en s'assurant que les problèmes de qualité, le cas échéant, sont détectés au moyen de la gestion de la qualité en interne.</p>

Risques externes

Les risques externes sont généralement hors du contrôle de la direction et résultent principalement de facteurs externes.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Concurrence et innovation	<p>Héroux-Devtek évolue dans une industrie qui connaît une consolidation continue, ce qui a réduit le nombre total de concurrents de plus grande envergure, tout en stimulant sans cesse l'innovation en matière de technologies et de produits.</p> <p>Les compétiteurs de plus grande envergure peuvent disposer d'atouts les rendant plus concurrentiels pour les contrats importants, tout comme les compétiteurs qui proposent au marché des innovations technologiques. Dans les deux cas, la Société pourrait perdre des clients ou des occasions, ce qui nuirait à sa croissance et à sa rentabilité futures.</p>	<p>Héroux-Devtek gère le risque lié à la concurrence en accordant une grande importance à la satisfaction de la clientèle, au respect des échéanciers de livraison, à sa compétitivité lors des soumissions et au maintien d'un niveau élevé de qualité.</p> <p>La Société gère également le risque associé à l'innovation en suivant de près les développements technologiques et en réalisant de la recherche et développement en interne afin de demeurer à l'avant-garde de la technologie dans l'industrie.</p>
Conjoncture économique	<p>Bien que les secteurs de l'aérospatiale et de la défense se soient avérés relativement résilients sur le long terme face aux perturbations économiques, ils ne sont pas immunisés contre les ralentissements à court terme lorsque les conditions de marché se répercutent sur leurs clients. Ces conditions de marché peuvent être causées par un certain nombre de facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, les pandémies mondiales, l'instabilité politique, les activités terroristes ou les catastrophes naturelles. Ces conditions défavorables peuvent avoir des répercussions négatives sur Héroux-Devtek notamment en réduisant ses ventes, ce qui pourrait entraîner pour la Société des coûts importants associés à des mises à pied temporaires et des licenciements.</p>	<p>Bien que la direction n'ait aucun contrôle direct sur les conditions économiques, Héroux-Devtek gère ce risque de manière indirecte en maintenant un portefeuille de clients et de programmes bien diversifié tant d'un point de vue géographique que de celui des segments de marché. Cette diversification pourrait réduire l'impact global d'un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces segments sur l'ensemble de la Société.</p> <p>Ce risque est réduit encore davantage du fait des efforts soutenus déployés par Héroux-Devtek pour gérer les coûts, le capital et la rentabilité de manière à maintenir une situation financière saine lui permettant d'être plus résiliente en cas de ralentissements inattendus.</p>
Dépenses en matière de défense	<p>Les dépenses en matière de défense sont approuvées par les gouvernements sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. Des mesures d'austérité ou une réduction des dépenses en matière de défense de la part d'un gouvernement, en particulier celui des États-Unis, pourraient entraîner une baisse importante de la demande pour les produits de la Société liés au secteur de la défense.</p>	<p>Le portefeuille diversifié de la Société qui comprend un nombre croissant de produits destinés au secteur commercial, des programmes de défense à l'extérieur des États-Unis et un bon équilibre entre les activités de fabrication et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire permet de réduire l'impact éventuel d'une réduction des dépenses en matière de défense de certains gouvernements.</p>
Questions d'ordre environnemental	<p>Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements en matière d'environnement relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Ces lois et règlements, ainsi que les possibles charges connexes, sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société.</p>	<p>Héroux-Devtek gère ce risque en mettant en place des systèmes et politiques de gestion permettant de gérer et de surveiller l'impact environnemental que pourraient avoir ses activités, s'il y a lieu.</p> <p>Dans l'éventualité où un incident environnemental entraînerait une perte plus importante, la Société souscrit également à des polices d'assurance susceptibles d'atténuer en partie ces pertes.</p>

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- La rentabilité
- Les liquidités
- La croissance et la position concurrentielle
- La situation financière

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés («IRC»). Le tableau qui suit présente ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer :

ÉLÉMENT DE RENDEMENT	IRC	MESURES
Rentabilité	Marge brute	Rendement des activités de fabrication
	Résultat opérationnel ajusté ¹	Rendement opérationnel
	Résultat net ajusté ¹	Rentabilité globale
	BPA ajusté ¹	Rentabilité globale et rendement pour les actionnaires
	Rendement sur l'actif net utilisé («RANU»)	Rendement du capital investi
Liquidités	BAIIA ajusté ¹	Génération de liquidités globale
	Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	Génération de liquidités d'exploitation
	Flux de trésorerie disponibles ¹	Génération de liquidités nettes
Croissance et position concurrentielle	Ventes	Croissance
	Carnet de commandes fermes	Commandes fermes en cours
Situation financière	Fonds de roulement	Liquidités disponibles
	Ratio dette nette/BAIIA ajusté	Endettement
	Ratio dette nette/capitaux propres	Structure de capital globale

¹⁾ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.*

En plus des mesures susmentionnées, la Société utilise en interne d'autres mesures comme l'utilisation de la capacité de production, de même que les livraisons en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité afin de mesurer la satisfaction de la clientèle.

Le régime de rémunération incitative offert par Héroux-Devtek à ses dirigeants repose en partie sur l'atteinte d'objectifs globaux ou divisionnels établis en regard de certaines des mesures énumérées plus haut, notamment le résultat opérationnel, le RANU, le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté. La rémunération incitative repose aussi sur l'atteinte d'objectifs individuels et, en ce qui concerne la rémunération fondée sur des actions, sur le rendement du cours de l'action.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Héroux-Devtek a recours à des instruments financiers dérivés comme outils de gestion du risque afin d'atténuer certains risques de change, les risques liés aux taux d'intérêt ou d'autres risques de prix auxquels elle est exposée. La direction utilise ces instruments dérivés conformément aux lignes directrices prévues par la politique de gestion du risque de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée «Gestion du risque» de la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir plus de détails concernant les pratiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque.

Au 31 mars 2021, ces instruments financiers dérivés s'établissaient comme suit :

Contrats de change à terme

Se reporter à la rubrique intitulée «Opérations sur devises» de la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir des renseignements concernant l'exposition de la Société aux risques de change, de même que les instruments financiers dérivés utilisés pour en atténuer l'impact. Se reporter également à la note 32 afférente aux états financiers consolidés.

Swaps de devises et de taux d'intérêt

Au 31 mars 2021, la Société avait conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt visant l'échange en euros de dettes libellées en dollars canadiens et en dollars américains pour un montant notionnel de 90,5 millions d'euros, afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt. Ces swaps viennent à échéance entre mai 2022 et septembre 2025, et portent intérêt essentiellement à un taux fixe moyen pondéré de 2,7 %.

Swap sur actions

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des UAD et des UAR (se reporter à la note 22 afférente aux états financiers consolidés). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de cette entente, après règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les fluctuations du cours des actions de la Société qui influent sur la charge découlant des UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2021, le swap sur actions visait 300 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 13,52 \$, inchangé par rapport au 31 mars 2020. Cette entente est un instrument dérivé qui ne fait pas partie d'une relation de couverture désignée et viendra à échéance en juin 2022.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* («Règlement 52-109»), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires et annuels d'information continue.

Au 31 mars 2021, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans le Règlement 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2021, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans le Règlement 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus et fonctionnent de manière efficace pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS. Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

Incidence de la COVID-19

Les incertitudes entourant la pandémie de COVID-19 ont nécessité le recours à des estimations et des jugements importants. Au 31 mars 2021, la Société a procédé à une évaluation du risque de dépréciation de ses actifs, y compris une revue détaillée du risque de crédit découlant de ses comptes clients, une évaluation de ses niveaux de stocks pour déterminer les risques de stocks excédentaires ou obsolètes, et une évaluation du goodwill et autres actifs incorporels. De cette évaluation, il en est ressorti qu'aucune charge de dépréciation n'avait à être comptabilisée à la fin de l'exercice considéré. Des charges de dépréciation hors trésorerie totalisant 85,8 millions de dollars, touchant principalement le goodwill, avaient été comptabilisées à la fin de l'exercice 2020, au début de la pandémie. En raison des incertitudes actuelles entourant l'incidence de la COVID-19, il existe un risque important que des ajustements significatifs de la valeur comptable des postes suivants soient nécessaires pour les périodes futures de présentation de l'information financière : les comptes clients, les stocks, les immobilisations corporelles, les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, les actifs d'impôt différé, le goodwill, la provision au titre des contrats déficitaires, les prêts des autorités gouvernementales et les obligations au titre des prestations définies. Il est impossible à l'heure actuelle de prédire la durée et l'incidence financière de la pandémie de COVID-19 et, par le fait même, les estimations de la mesure dans laquelle la COVID-19 pourrait nuire de façon significative à la situation financière consolidée, aux activités et aux résultats financiers consolidés de la Société sont sujettes à une incertitude importante.

Dépréciation des actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 17 afférente aux états financiers consolidés.

Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25 afférente aux états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3 afférente aux états financiers consolidés. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou secteurs de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou secteurs sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

Relations clients

Les relations clients acquises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont considérées être des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée. Leur valeur a été estimée au moment de l'acquisition au moyen de méthodes d'évaluation reposant sur diverses hypothèses sous-jacentes, qui touchent notamment :

- les commandes futures attendues;
- l'exécution opérationnelle et la gestion des coûts;
- la stabilité de la conjoncture économique, y compris les taux de change;
- les cadences de production;
- les dépenses des gouvernements.

Les relations clients sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité, sans dépasser 15 ans.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles :

Exercices	2021				2020			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes	154 989 \$	150 298 \$	137 063 \$	128 335 \$	166 800 \$	157 253 \$	145 516 \$	143 427 \$
Résultat opérationnel	12 229	13 362	7 120	1 385	(64 426)	13 466	10 519	10 371
Résultat opérationnel ajusté ¹	13 848	14 145	9 788	7 430	17 577	13 466	10 519	10 986
BAIIA ajusté ¹	24 975	23 731	21 233	18 358	28 609	24 563	21 510	21 509
Résultat net	8 802	8 486	3 838	(1 313)	(72 113)	8 705	6 307	6 443
Résultat net ajusté ¹	10 169	9 365	6 118	3 382	13 695	8 705	6 307	6 959
<i>En dollars par action</i>								
Bénéfice (perte) par action – de base et dilué(e)	0,24 \$	0,24 \$	0,11 \$	(0,04) \$	(1,98) \$	0,24 \$	0,18 \$	0,18 \$
Bénéfice par action ajusté ¹	0,28	0,26	0,17	0,09	0,38	0,24	0,18	0,19
<i>En millions d'actions</i>								
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36,5	36,5	36,4	36,4	36,4	36,7	36,7	36,6
<i>En millions de dollars à la fin de la période</i>								
Carnet de commandes fermes	717 \$	739 \$	764 \$	772 \$	810 \$	839 \$	769 \$	747 \$

¹⁾ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.*

Tendances saisonnières

Les activités de Héroux-Devtek connaissent habituellement un ralentissement au premier semestre, comparativement au deuxième semestre, en raison de facteurs saisonniers comme les arrêts de production dans les usines et les vacances estivales.

Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les exercices suivants :

	2021	2020	2019
Ventes	570 685 \$	612 996 \$	483 877 \$
Résultat opérationnel	34 096	(30 070)	37 240
Résultat opérationnel ajusté ¹	45 211	52 548	41 563
BAIIA ajusté ¹	88 297	96 191	74 213
Résultat net	19 813	(50 658)	26 194
Résultat net ajusté ¹	29 034	35 666	30 352
Bénéfice (perte) par action (\$) – de base et dilué(e)	0,55	(1,38)	0,73
Bénéfice par action ajusté ¹ (\$)	0,80	1,00	0,84
Trésorerie et équivalents de trésorerie	95 470	45 841	35 128
Total de l'actif	853 284	898 848	872 767
Passifs financiers à long terme ²	251 243	314 363	268 273

¹⁾ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.*

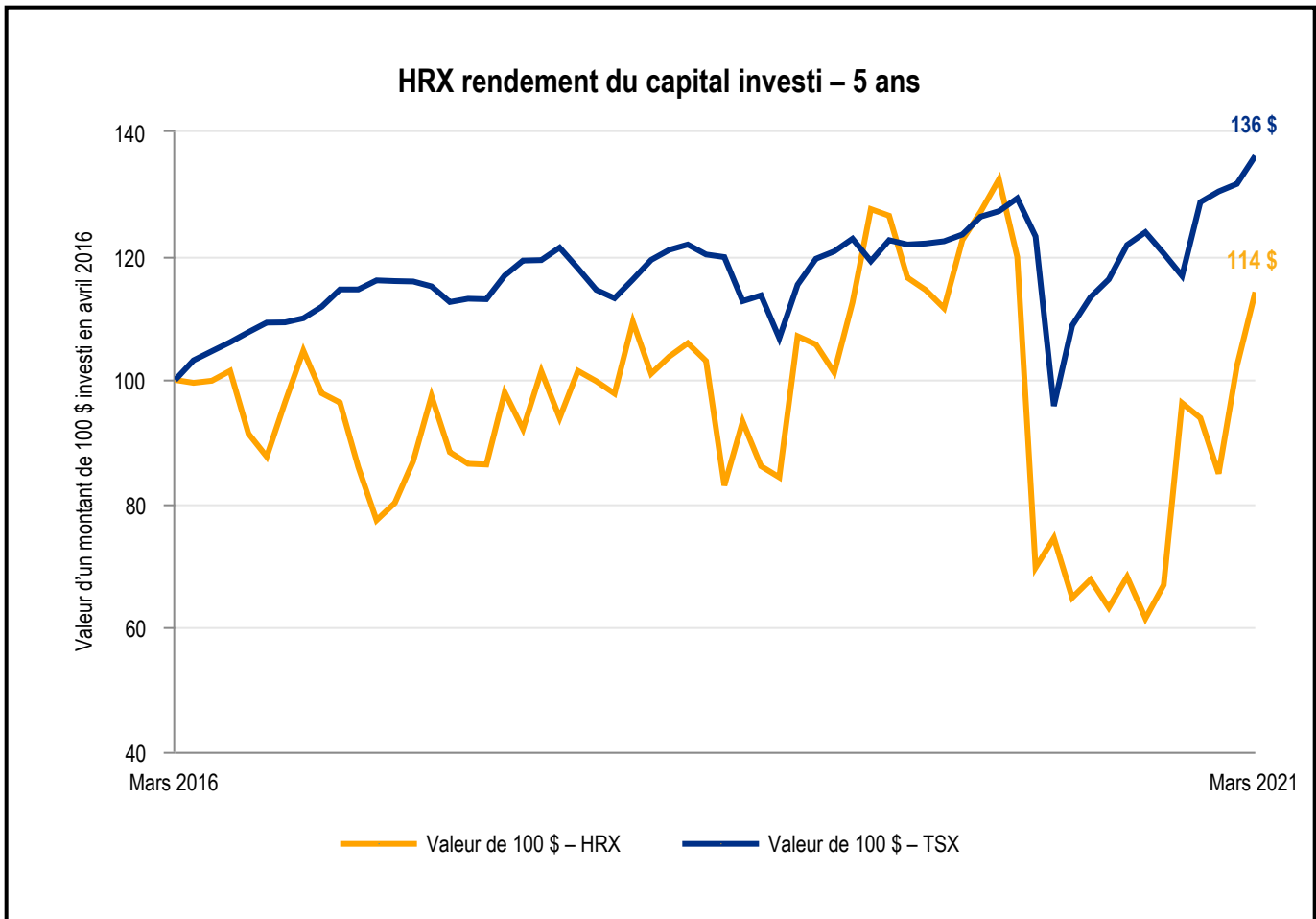
²⁾ *Représentent la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, les instruments financiers dérivés à long terme ainsi que les passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres passifs.*

INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

Date prévue de publication des résultats financiers

Exercice 2022

Premier trimestre	10 août 2021
Deuxième trimestre	12 novembre 2021
Troisième trimestre	9 février 2022
Quatrième trimestre	19 mai 2022



RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 19 mai 2021. Des renseignements supplémentaires concernant la Société, notamment la notice annuelle, peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com.



HEROUXDEVTEK.COM

COORDONNÉES

1111, rue Saint-Charles Ouest, suite 600
Tour Ouest, Complexe Saint-Charles
Longueuil (Québec) Canada J4K 5G4
450 679-3330